

The background of the cover is a photograph of two young boys riding a bicycle. The boy in the foreground is smiling broadly and looking towards the camera. The boy behind him is also smiling and looking forward. They are riding on a dirt path in a rural, open landscape under a clear blue sky. A semi-transparent globe with a grid pattern is overlaid on the image, centered behind the text.

**INDICATEURS DE CPD
POUR LES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT**

Cadre d'orientation

Copyright © Programme des Nations Unies pour l'environnement, (année 2008)

A condition d'en mentionner la source, la présente publication peut être reproduite intégralement ou en partie sous quelque forme que ce soit à des fins pédagogiques ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur du copyright. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication produite à partir des informations contenues dans le présent document.

L'usage de la présente publication pour la vente ou toute autre initiative commerciale quelle qu'elle soit est interdite sans l'autorisation préalable écrite du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Avertissement

Les termes utilisés et la présentation du matériel contenu dans la présente publication ne sont en aucune façon l'expression d'une opinion quelconque par le Programme des Nations Unies pour l'environnement à propos de la situation légale d'un pays, d'un territoire, d'une ville ou de son administration ou de la délimitation de ses frontières ou de ses limites. De plus, les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement la décision ou la politique officielle du Programme des Nations Unies pour l'environnement, de même que la mention de marques ou de méthodes commerciales ne constitue une recommandation.

Couverture: ©Guy Stubbs
Imprimé sur papier SAPPI Triple Green (Avalon)

Le PNUE encourage les pratiques écophiles, dans le monde entier et au sein de ses propres activités. Cette publication est imprimée sur du Sappi Avalon Triple Green, un papier sans bois. La pâte est faite de bagasse, un dérivé de la production de sucre. Notre politique de distribution vise à réduire l'empreinte carbone du PNUE.



SOMMAIRE

1	Introduction	2
1.1	Objectifs de ce Cadre d'orientation	2
1.2	Le Cadre d'orientation en contexte	3
2	Development durable et CPD – Cadre conceptuel	4
2.1	S'accorder sur une vision de la CPD	5
2.2	Comprendre le contexte: la politique gouvernementale et l'acteur individuel	8
2.3	Indicateurs de CPD: stimuler une remise en cause fondamentale	9
3	Utiliser des indicateurs pour mesurer les progres en matiere de CPD	10
3.1	Indicateurs de consommation et de production durables: Introduction	10
3.2	Cadres pour les indicateurs de CPD	11
3.3	Bref inventaire des initiatives en matiere d'indicateurs de CPD	12
3.4	Élaborer des indicateurs de CPD: défis critiques	15
3.5	Critères de sélection des indicateurs de CPD	16
4	Un cadre des indicateurs de CPD pour les pays en developpement	17
4.1	La Boussole des indicateurs de CPD: un exemple d'ensemble d'indicateurs de CPD	17
4.2	L'étude de référence: les indicateurs de CPD existants dans les pays en développement	17
5	Conseils d'utilisation du cadre des indicateurs de CPD	22
5.1	Planifier: Définir le contexte	23
5.2	Développer: Identifier les indicateurs et le cadre d'indicateurs	25
5.3	Mettre en œuvre: Mettre en œuvre le cadre d'indicateurs	25
5.4	Suivre: Évaluer l'efficacité des indicateurs	27
6	Conclusion	28
	Annexe 1 – Indicateurs de CPD existants dans les pays en développement	28
	Annexe 2 – La Boussole des indicateurs de CPD	57
	Annexe 3 – Limitations possibles des indicateurs	59
	Notes de fin et Références	63
	Remerciements	64

1. Introduction

“ L’objectif de ce Cadre d’orientation est de fournir des indications aux responsables politiques des pays en développement sur la façon d’élaborer des indicateurs mesurant l’évolution vers des modes de consommation et de production plus durables. ”

Il est de plus en plus évident qu’il est impossible de maintenir les modes de développement et de croissance économique actuels sans innovations significatives du marché, aussi bien au niveau de l’offre (production) que de la demande (consommation)ⁱ. Dissocier la croissance économique de l’impact écologique exigera des producteurs qu’ils modifient leur façon de concevoir, de produire et de commercialiser, tandis que les consommateurs devront tenir compte de critères écologiques et sociaux – en plus du prix, de la convenance et de la qualité – pour leurs décisions de consommation. Les responsables politiques des pays développés ou en développement ont un rôle essentiel à jouer lorsqu’il s’agit d’encourager les “changements fondamentaux dans la façon dont les sociétés produisent et consomment”ⁱⁱ, changements reconnus comme indispensables. Le concept de consommation et production durables (CPD) recouvre cette nécessité. Une définition possible de la CPD est la suivante:

“Produire et utiliser des biens et des services répondant à des besoins essentiels et améliorant la qualité de la vie, tout en minimisant l’utilisation de ressources naturelles, les matières toxiques et les rejets de déchets ou de polluants tout au long du cycle de vie, de façon à ne pas compromettre la capacité à répondre aux besoins des générations à venir”ⁱⁱⁱ.”

En réponse à ce défi, de nombreux pays élaborent et mettent en œuvre des politiques et des programmes relatifs à la consommation et à la production durables. Si certains d’entre eux disposent de politiques et programmes spécialisés de CPD, d’autres incluent leurs engagements dans ce domaine dans des programmes plus vastes de développement durable et/ou dans un programme économique national. La mise au point d’initiatives de CPD a été particulièrement encouragée au lendemain du Sommet mondial pour le développement durable, en 2002 à Johannesburg, puis du lancement, en juin 2003, du “Processus de Marrakech” pour une consommation et une production durables^{iv}. Pour pouvoir mesurer l’impact de ces programmes, il faut disposer d’indicateurs de résultats appropriés; de plus, des indicateurs efficaces sont essentiels lorsqu’il s’agit d’évaluer les modes de production et de consommation actuels et de guider la conception de programmes efficaces de CPD.

Si plusieurs initiatives existantes possèdent des ensembles identifiés d’indicateurs de CPD, aussi bien au niveau national qu’international,

certain commentateurs s’inquiètent de ce que la plupart n’ont pas réussi à “susciter l’intérêt des hommes politiques et du grand public”^v. Cet échec n’est généralement pas imputé à des faiblesses techniques au niveau des définitions mêmes des indicateurs, mais plutôt au fait qu’ils n’ont pas été combinés en “scénarios” distincts expliquant les progrès en matière de CPD, et qu’ils ne fournissent pas d’indications sur les secteurs où il convient d’agir en priorité. De plus, on constate que des orientations claires sont nécessaires pour concevoir des indicateurs pertinents parfaitement adaptés aux exigences d’information et aux priorités de durabilité spécifiques des pays en développement. Ce document d’orientation a été préparé par le PNUE afin de répondre à ces besoins.

1.1. Objectifs de ce Cadre d’orientation

L’objectif de ce Cadre d’orientation est de fournir des indications aux responsables politiques des pays en développement sur la façon d’élaborer des indicateurs mesurant l’évolution vers des modes de consommation et de production plus durables. Bien qu’il soit fait référence, tout au long de ce rapport, aux indicateurs de CPD, il est important de comprendre que ces indicateurs pourraient être inclus dans un sous-groupe d’indicateurs de durabilité ou d’indicateurs pauvreté-environnement. Il n’est pas nécessaire qu’ils fassent partie d’une initiative de CPD distincte; ils peuvent être intégrés à des activités de suivi existantes. Ce document ne vise pas seulement à encourager et à faciliter les rapports sur les progrès accomplis; un objectif complémentaire essentiel – qui le différenciera, espère-t-on, de la simple utilisation d’un ensemble d’indicateurs existants – est de contribuer à une meilleure compréhension de ce que signifient en pratique une consommation et une production durables dans le contexte d’un pays en développement. Il est en effet impossible de mesurer les progrès de façon valable si l’on ne comprend pas clairement les implications pratiques d’une consommation et d’une production durables.

Pour atteindre cet objectif, ce document associe une approche directive et une approche participative. Il propose un cadre structuré pour comprendre la CPD et créer des indicateurs (basés sur la théorie, ou “directifs”: Tableau 1), puis le tester en fonction d’une liste d’indicateurs de CPD existants, déjà utilisés dans différents pays en développement (basés sur la pratique, ou “participatifs”: Tableau 2).

Ce document ne cherche pas à être prescriptif, mais souhaite plutôt fournir aux responsables politiques et aux parties prenantes un cadre pour guider leurs décisions en matière d'élaboration et/ou de sélection d'indicateurs. Il constitue un cadre de réflexion pour des discussions multipartites sur ces indicateurs. Il vise à les faciliter en formulant des questions pertinentes pouvant servir d'axes aux discussions, et en fournissant des exemples précis qui peuvent être explorés ou remis en question. Il ne présente pas un ensemble d'indicateurs obligatoire et ne suggère pas non plus que l'ensemble d'exemples actuel est nécessairement le plus approprié; mettre au point un ensemble vraiment pertinent ne peut se faire qu'avec le temps, idéalement de pair avec un processus d'engagement structuré, aboutissant ainsi à des indicateurs parfaitement adaptés à un contexte politique particulier.

Si ce document d'orientation est destiné avant tout aux responsables politiques, il est admis que l'ensemble d'indicateurs lui-même sera conçu pour une utilisation par un ensemble plus vaste de parties prenantes, comprenant des hommes politiques, des citoyens et des consommateurs. Ceci a des répercussions sur la nature de l'ensemble d'indicateurs final.

1.2. Ce Cadre d'orientation en contexte

Le Cadre d'orientation fait partie d'un projet du PNUE visant à démontrer les avantages de la CPD en termes de réduction de la pauvreté, et à développer la capacité à intégrer les objectifs de la CPD dans les programmes de développement et dans leur mise en œuvre. Une activité importante au sein de ce projet est l'élaboration d'outils pour aider les pays en développement à réduire la pauvreté et à atteindre les Objectifs du

Millénaire pour le Développement. Un ensemble d'indicateurs aidant ces pays à suivre leurs progrès en matière de modes de consommation et de production plus durables en fait partie.

Ce Cadre d'orientation inclut une vue d'ensemble et une analyse détaillées des indicateurs de CPD existants, actuellement utilisés dans une vingtaine de pays en développement (Annexe 1). Un résumé analytique de ce document, exposant les principales conclusions et les principaux résultats, est disponible séparément. Ces documents complètent *Planning for Change: The UNEP Guidelines for National SCP Programmes*, un ensemble de recommandations internationales en matière de développement, de mise en œuvre et de suivi des programmes nationaux de CPD récemment publiées par le PNUE. Elles donnent aux gouvernements et aux autres parties prenantes des indications sur la manière de prévoir, d'élaborer, de mettre en œuvre, de suivre et de maintenir sur la durée un programme national de production et de consommation durables. Ce guide constitue une approche souple de l'élaboration de programmes de CPD, conçue pour pouvoir s'adapter aux circonstances locales. Il contient neuf études de cas et plusieurs autres exemples de bonnes pratiques illustrant la façon dont les gouvernements mettent en œuvre des programmes de CPD dans le monde entier.

Ce Cadre d'orientation est sous-tendu par la conviction qu'il est de plus en plus urgent de modifier les modes de production et de consommation actuels et de trouver des solutions pratiques aux défis mondiaux contemporains, tout en reconnaissant que ces défis sont particulièrement difficiles à relever pour des pays en développement. Le présent Cadre d'orientation et le guide du PNUE *Planning for Change* constituent un appel à l'action.

ENCADRÉ 1: CPD: un défi particulier pour les pays en développement

La production et la consommation durables sont un moyen essentiel de parvenir à un développement durable. Transversale par nature, la CPD exige une intervention efficace du gouvernement et un engagement actif de différents acteurs tout au long de la chaîne de valorisation des biens et des services. Pour parvenir à une consommation et une production durables, d'importantes innovations technologiques sont nécessaires – afin d'optimiser la conception, le développement, la production, la distribution, la vente et la commercialisation des produits et/ou des services –, ainsi que des changements dans les comportements sociaux, surtout en termes de modes de consommation.

Il est de plus en plus évident que les modes de production et de consommation actuels des pays

riches développés ne peuvent pas être reproduits dans les nations en voie d'industrialisation rapide du monde en développement. Le souhait morallement défendable des pays en développement de jouir des modes de consommation (plus gourmands en ressources) du monde développé, et la réticence des pays du Nord à réduire leur consommation matérielle croissante, présentent des défis politiques importants. Celui des responsables politiques des pays en développement est de répondre aux besoins essentiels (grâce à un accroissement du développement économique et de la consommation) tout en réduisant l'empreinte écologique associée.

Ceci exige l'élaboration et la mise en œuvre de mesures d'action dissociant la croissance

économique des pressions sur l'environnement, et permettant d'éviter l'effet rebond par lequel les améliorations technologiques ou l'amélioration de l'efficacité entraînent un accroissement de la consommation. La CPD demande des approches novatrices, aussi bien sur le plan social que technologique, permettant aux pays en développement d'éradiquer la pauvreté tout en respectant les contraintes que la nature impose à la consommation et à la production. Un ensemble d'indicateurs pragmatique et prévoyant peut apporter une aide significative aux instances décisionnelles des pays en développement en les aidant à identifier à temps les chances et les risques du pays et à promouvoir une croissance et un développement durables de leur économie.

2. Développement durable et CPD – Cadre conceptuel

“ Améliorer la compréhension de ce que signifient véritablement une consommation et une production durables est une première étape cruciale pour le développement d'un ensemble d'indicateurs, puisque cela permet à la fois de délimiter le terrain devant être couvert par les indicateurs (c'est-à-dire la portée du cadre) et dans le meilleur des cas de décrire un objectif final servant de point de référence. ”

(Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets)⁹⁰



La première fonction d'un indicateur est d'aider les instances décisionnelles à suivre les progrès réalisés par rapport à un rendement, un résultat, un but ou un objectif souhaité. L'efficacité d'un indicateur de CPD dépend donc d'une bonne compréhension de ce que l'on entend par consommation et production durables. Comme le reconnaît un document de travail récent de l'Agence européenne pour l'environnement (AEE), définir la cible en fonction de laquelle un ensemble d'indicateurs doit mesurer les progrès est "l'un des éléments les plus essentiels, et sans doute les plus difficiles, du Cadre des indicateurs de CPD [notamment dans la mesure où] [...] la consommation et la production durables, comme le développement durable, n'ont jamais été strictement définis et fournissent peu d'objectifs concrets spécifiant ce qui doit devenir viable, dans quelle mesure et dans quels délais".

Si les définitions vagues du développement durable et de la CPD sont dans une certaine mesure motivées par le désir de s'assurer une vaste acceptation politique, une définition concrète de ces concepts en termes de résultats précis pose aussi des problèmes techniques et scientifiques. Bien sûr, ce manque de précision est un obstacle à l'identification d'indicateurs clairs en matière de CPD.

Si le cadre des indicateurs, pour les pays en développement, doit être déterminé par les définitions et les engagements internationaux, il doit aussi répondre aux besoins et aux priorités spécifiques de ces pays, notamment la nécessité de satisfaire les besoins essentiels tout en protégeant les ressources naturelles. Avoir une conception claire des implications spécifiques de la CPD est essentiel à la définition de la portée du cadre des indicateurs, ainsi qu'à l'identification et à l'interprétation des indicateurs individuels.

2.1 S'accorder sur une vision de la CPD

2.1.1 Vue d'ensemble

L'objectif de cette section est de fournir un point de départ conceptuel utile pour la compréhension des implications pratiques de la CPD, elle-même nécessaire à l'identification d'indicateurs significatifs. L'approche présentée dans cette section s'inspire explicitement des concepts de capital et de revenus du capital, concepts qui sont à la base des activités économiques de consommation et de production. La clef de voûte de cette approche est l'idée que le revenu économique représente le flux de biens et de services pouvant être consommés en maintenant un stock de capital constant. Le revenu maximal (ou le niveau de "consommation viable") pour une société donnée correspond à ce qui peut être consommé sans diminuer le stock de capital.

Cette conception du rôle du stock de capital est à la base d'une conception de la CPD suffisamment solide pour permettre l'identification d'indicateurs de résultats quantitatifs significatifs. Les orientations proposées dans ce document sont déterminées par la conviction que, s'il peut être tentant d'éviter la réflexion associée aux aspects conceptuels complexes pour uniquement se concentrer sur le choix des indicateurs à partir d'une liste (conçue par ceux qui se sont livrés à cette réflexion), cela ne peut aboutir à une application avertie des programmes de CPD, ou à l'élaboration et à l'identification d'indicateurs significatifs.

Pour que les indicateurs soient utilement conçus et appliqués par les responsables politiques des pays en développement, ceux-ci doivent s'être intéressés à certains de ces aspects conceptuels complexes. Toute la difficulté ici est d'arriver à concilier les détails des indicateurs et une bonne compréhension du contexte de cet indicateur (comment contribue-t-il à l'objectif final désiré? que mesure-t-il exactement? en quoi est-ce utile à la prise de décisions plus conformes à la CPD?). Répondre à ces questions demande de bien comprendre les objectifs par rapport auxquels on peut mesurer les progrès en matière de CPD.

2.1.2 Comprendre la CPD dans le contexte du stock de capital

Il peut être utile, pour comprendre les implications pratiques du développement durable et de la CPD, de visualiser ces concepts en termes de capital et de revenus du capital. En utilisant une telle approche, la durabilité peut être considérée comme dépendant du maintien et, lorsque c'est possible, de l'augmentation de l'actif immobilisé, de façon à ce qu'il soit possible de vivre des revenus du capital sans toucher à celui-ci.

Le modèle des cinq capitaux (Encadré 2) suggère qu'il existe cinq types d'actif immobilisé d'où nous tirons les biens et les services nécessaires à l'amélioration de notre existence. Un principe sous-jacent de ce modèle est de reconnaître les relations et les interdépendances entre ces différents stocks de capital. Le stock de capital manufacturier et financier est pour l'essentiel le produit du stock de capital humain et

social, et en dépend; celui-ci est à son tour le produit du capital naturel, et en dépend.

De manière significative, tous les types de capital – et donc la possibilité de générer des revenus – dépendent du maintien d'un stock minimal de capital naturel critique. Si le capital naturel est appauvri au point où les services rendus par les écosystèmes deviennent insuffisants, la capacité à générer des revenus (et donc à soutenir le développement) sera compromise. Cette notion a des implications significatives pour les modes de développement économique actuels, qui se caractérisent généralement par la transformation du capital naturel – par le biais des institutions, des réseaux et des efforts du capital social et humain – en capital financier et manufacturier.

Un point clé du débat sur la durabilité est de savoir à quel point certains stocks de capital peuvent pallier l'épuisement d'autres stocks. Les définitions de la durabilité "forte" et de la durabilité "faible" divergent sur ce point, la première exigeant un niveau constant du "capital naturel critique", la seconde exigeant seulement que le capital total (naturel, humain, social et financier) demeure constant.

La réflexion sous-tendant la CPD repose sur la conviction que la substitution sans limite d'un stock de capital par un autre est un vœu pieux plutôt qu'une réalité du système. En clarifiant l'interdépendance entre le capital social, humain, financier et manufacturier, et le capital naturel sur lequel il repose, le modèle des cinq capitaux a de quoi convaincre les pays de prendre en compte le concept de capital naturel critique, même si l'idée de le mesurer peut sembler décourageante.

Accepter l'idée du maintien d'un stock constant de capital naturel critique a de profondes implications pour l'élaboration d'indicateurs de CPD valables. En effet, cela demande d'identifier un "stock de capital constant qui sera la référence par rapport à laquelle un niveau de consommation peut être défini comme viable, si, et seulement si, il ne réduit pas le capital proprement dit". Compte tenu des difficultés et des incertitudes intrinsèquement liées à la quantification de ce stock de capital critique, il est compréhensible que la tendance ait plutôt été à se concentrer sur la direction du changement en adoptant une "approche axée sur l'efficacité".

Si une "approche axée sur l'efficacité" est peut-être plus aisée qu'une "approche axée sur le stock critique", les indicateurs axés sur l'efficacité, à eux seuls, peuvent induire en erreur. Ainsi, en termes d'effet rebond, utiliser les ressources de manière plus efficace n'exclut pas un accroissement des ressources totales utilisées. De plus, même lorsque les mesures de l'efficacité suggèrent une évolution dans la bonne direction, bien souvent elles n'indiquent pas pour autant à quel moment un seuil donné est franchi.

S'il faut reconnaître que les efforts pour élaborer des systèmes de bilan environnemental national ou "green accounting" ont diminué au cours des dix dernières années – l'une des raisons étant qu'il est "difficile, voire impossible" de mesurer la valeur marchande ou non marchande de tous

ENCADRÉ 2: Le modèle des cinq capitaux du développement durable

Les conséquences pratiques du développement durable et de la CPD se comprennent mieux si l'on réfléchit en termes de capital et de revenus du capital. Pour une société donnée, le montant maximal des revenus (ou une "consommation durable") correspond à un niveau de consommation qui n'entraîne pas d'appauvrissement du capital. Les biens et services nécessaires à l'amélioration de notre qualité de vie dérivent de cinq types de capital:

- Le **capital naturel** renvoie aux ressources naturelles (matières et énergies) et aux processus nécessaires pour maintenir la vie, et pour produire et livrer des biens et des services. Il inclut les ressources renouvelables (tels l'eau potable, les ressources de la pêche, le bois), les ressources non renouvelables (tels les gisements miniers), les puits (qui absorbent, neutralisent ou recyclent les déchets) et les processus écologiques comme la régulation du climat ou la régulation des maladies.
- Le **capital humain** recouvre la santé, les connaissances, les

compétences, la motivation et les capacités relationnelles des individus, facteurs essentiels pour un travail productif et une meilleure qualité de vie. Améliorer les possibilités de formation, de créativité, de stimulation et la santé des individus permet de le renforcer.

- Le **capital social** concerne les institutions qui, associées à d'autres, nous aident à maintenir et à développer le capital humain. Il inclut les familles, les communautés, les entreprises, les syndicats de travailleurs, les écoles et les associations bénévoles. Une composante cruciale du capital social est le développement de la confiance.
- Le **capital manufacturier** désigne les biens matériels et l'actif immobilisé qui contribuent au processus de production ou à la fourniture de services, plutôt que de faire partie de la production proprement dite. Il inclut par exemple les outils, les machines, les bâtiments et l'infrastructure.
- Le **capital financier** joue un rôle critique dans notre économie,

permettant la possession et l'échange des autres types de capital, par exemple grâce aux actions, aux titres ou aux billets de banque. À la différence des autres types de capital, il n'a pas de valeur intrinsèque mais est représentatif du capital naturel, humain, social ou manufacturier.

La Figure 1 illustre les relations entre ces cinq types de capital. Le diagramme doit être visualisé en trois dimensions, comme un cône vu de dessus.

- Le cercle extérieur (ou base du cône) représente la composante environnementale et le **capital naturel** – ressources (matières et énergie) et services rendus par les écosystèmes – nécessaires au maintien de la vie et à la production de biens et de services. L'un des principaux enjeux dans ce domaine est de garantir l'utilisation viable à long terme des services rendus par les écosystèmes.
- Le deuxième cercle représente la composante sociale – regroupant le **capital humain et social**; une des principales préoccupations en

la matière est traditionnellement liée à l'équité sociale.

- Le cercle intérieur (sommets du cône) représente la composante économique – regroupant le **capital manufacturier et financier**; une des priorités traditionnelles dans ce domaine est l'amélioration de l'efficacité.

Un des principes sous-jacents du développement durable est la reconnaissance des relations entre ces différents stocks de capital et de leur interdépendance. Le stock de capital manufacturier et financier est le produit du stock de capital humain et social, et en dépend; celui-ci est à son tour le produit du capital naturel, et en dépend. Les problèmes de durabilité viennent de ce que les modes actuels de production et de consommation appauvrissent le stock de capital naturel – et dans une moindre mesure le capital social et humain – parce que nous ne leur attachons pas suffisamment de prix.

Les indicateurs de CPD devraient être basés sur cette idée du maintien d'un stock minimal de "capital naturel critique".

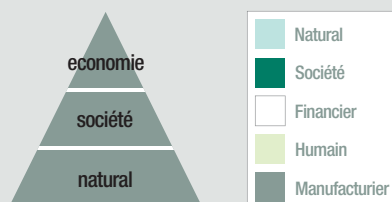
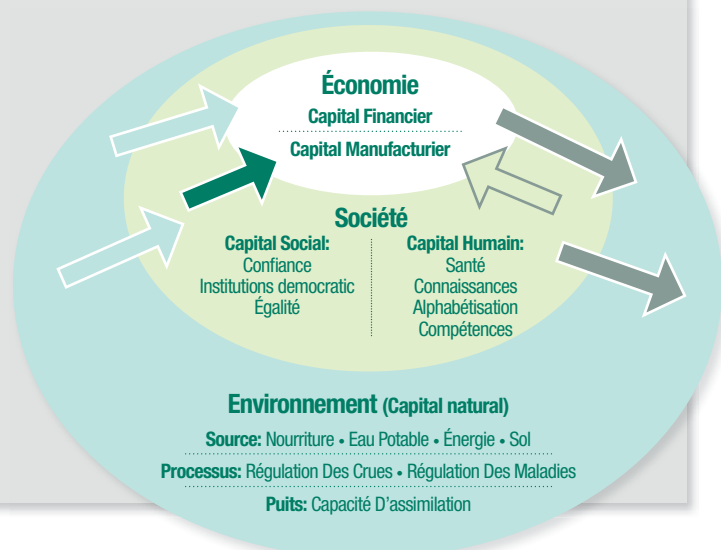


Figure 1: Interdépendance des cinq types de capital



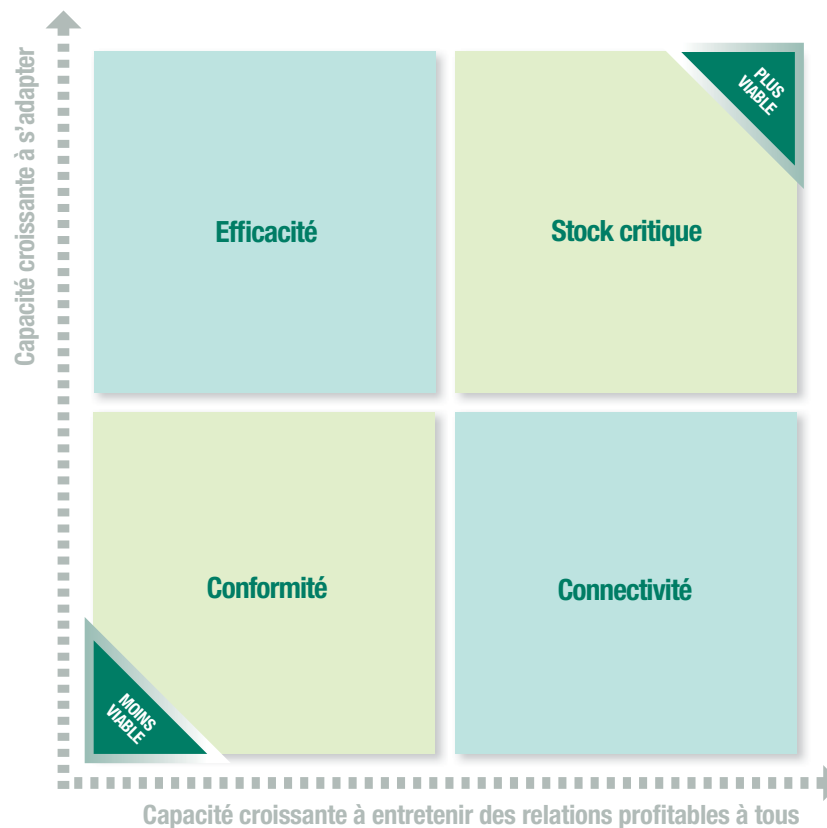


Figure 2: La Boussole des indicateurs de CPD

les stocks de capital – il n'en reste pas moins que la difficulté des mesures ne devrait pas justifier l'abandon du concept le plus crucial sous-tendant la CPD en faveur d'une approche axée sur l'efficacité, certes plus facile à mesurer, mais potentiellement trompeuse. À partir de là, il est suggéré qu'un engagement véritable en faveur de la durabilité demande des indicateurs permettant de suivre l'accroissement de l'efficacité (performance relative) et, autant que possible, de mesurer les progrès en fonction d'un état final déterminé (performance absolue).

2.1.3 Prendre en compte le contexte des pays en développement: la Boussole des indicateurs de CPD

Outre ces deux points de vue prédominants pour la mise au point d'objectifs de CPD mesurables – "l'approche axée sur le stock critique" et "l'approche axée sur l'efficacité", toutes deux fortement centrées sur l'environnement – il peut être intéressant d'introduire deux autres points de vue particulièrement (mais non exclusivement) pertinents pour les pays en développement:

- **Conformité:** cette approche est liée aux aspects institutionnels qui sont une contrainte dans beaucoup de pays, notamment (mais non exclusivement) dans les pays en développement, souvent confrontés à des contraintes de capacités et de ressources. Dans bien des cas, les premiers pas vers une consommation et une production durables

sont accomplis lorsque les producteurs se mettent en conformité avec des obligations réglementaires. Le point de vue de la CPD "axée sur la conformité" est important quand il s'agit de s'assurer que les problèmes liés à la CPD sont suffisamment pris en compte par la législation (sur la pollution, les déchets, et les droits de l'homme par exemple) et que les inspecteurs locaux ou nationaux sont en nombre suffisant, ou quand il s'agit d'améliorer la conformité par les entreprises. Les pays en développement doivent notamment se soucier du comportement des PME et du secteur informel, souvent non régulé, qui demande une attention particulière.

- **Connectivité:** ce terme renvoie à une série complexe de problèmes liés à l'accès, aux connaissances, au savoir-faire et aux réseaux. La connectivité améliore la capacité à nouer des relations qui profitent à tous, et vice versa. Elle recouvre le niveau personnel (par exemple, accès aux services Internet), le niveau de l'entreprise (par exemple, fournir des renseignements aux parties concernées) et le niveau national (par exemple, le rythme des migrations rurales). De nombreux indicateurs socio-économiques influent sur la capacité de connexion des individus. Ce qui met l'accent sur le capital humain et social, particulièrement pertinent dans les pays en développement.

Lorsque l'on considère l'interaction d'un système complexe (organisme, organisation ou société tout entière, par exemple) au sein de son

environnement social et naturel, il est manifeste que d'un point de vue évolutif sa survie à long terme dépend de sa capacité à changer sa manière de faire les choses (son adaptabilité) et de sa capacité à développer, approfondir et maintenir une diversité croissante de relations profitables à tous.

Représentés sous forme de schéma, quatre points de vue ressortent de l'analyse précédente et peuvent servir de "boussole" pour la production et la consommation durables. La Section 4 et l'Annexe 2 fournissent d'autres indications sur les implications et une application potentielle de cette boussole.

2.2 Comprendre le contexte: la politique gouvernementale et l'acteur individuel

L'objectif sous-jacent d'un indicateur est de guider la prise de décision, dans le but d'évoluer vers l'accomplissement d'un objectif déterminé. Pour guider de manière constructive l'action des pouvoirs publics, les indicateurs devraient fournir des informations autant au macro-niveau (le pays tout entier) qu'au micro-niveau (producteur ou consommateur individuel).

Une des contraintes essentielles, pour beaucoup d'indicateurs de CPD existants, est qu'ils tendent à être la chasse gardée des gouvernements nationaux et des structures locales ou régionales associées. Pourtant, pour être efficaces, les indicateurs doivent être des moteurs de changements – influencer la prise de décision – affectant le consommateur et le producteur individuels. D'où la suggestion qu'en termes d'élaboration d'indicateurs il est important d'avoir non seulement un ensemble d'indicateurs globaux au "macro-niveau", relatifs aux résultats de la région ou du pays tout entier, mais aussi des indicateurs reflétant les activités du producteur ou du consommateur individuels au regard des quatre points de vue évoqués ci-dessus.

L'attitude des **producteurs** peut se ramener à l'un de ces cas de figure:

- **Conformité** – contribution minimale; l'entreprise fait en sorte de respecter les lois et n'agit que pour pouvoir rester en activité.
- **Efficacité** – l'entreprise est prête à envisager des changements dans ses produits ou procédés, minimisant l'apport de ressources (matières, énergie, eau) au niveau des processus et tout au long du cycle de vie des produits.
- **Connectivité** – l'entreprise reconnaît son interdépendance avec le capital social et humain et prend délibérément des mesures pour améliorer sa connectivité.
- **Stock critique** – l'entreprise reconnaît la nécessité de préserver un stock critique de capital naturel et prend délibérément des mesures pour le restaurer ou, du moins, pour éviter sa dégradation systématique; cette attitude est de nature transformative puisque l'entreprise renonce à des gains financiers à court terme en faveur

d'une meilleure résilience à long terme.

L'attitude des **consommateurs** (y compris les producteurs et les gouvernements en tant que consommateurs) peut se ramener à l'un de ces cas de figure:

- **Conformité** – le consommateur tient seulement compte du prix et de l'utilité pour ses achats, sans avoir conscience d'influencer les actions des producteurs par ses choix de consommation.
- **Efficacité** – le consommateur achète un produit en fonction de son efficacité ou de sa capacité à réduire l'utilisation de ressources tout en conservant son utilité.
- **Connectivité** – le consommateur reconnaît que sa capacité à influencer les producteurs par ses choix de consommation dépend de son accès aux réseaux sociaux (connaissances, transports, services de santé), de son niveau de ressources et même de son estime de soi.
- **Stock critique** – le consommateur décide délibérément d'acheter ou de ne pas acheter afin de contribuer au maintien du stock critique de capital naturel; cette attitude est de nature transformative puisque le consommateur renonce volontairement à un avantage individuel à court terme en faveur de valeurs collectives à long terme.

Les observations suivantes peuvent être formulées si l'on considère les ensembles d'indicateurs existants (voir Section 3.3 et Tableau 2) dans le contexte de la discussion ci-dessus et de la proposition de cadre qui en découle:

- la plupart des indicateurs existants sont essentiellement liés à l'efficacité (et dans une certaine mesure à la connectivité);
- peu d'indicateurs sont basés sur la conformité (peut-être à juste titre – même si l'on peut estimer que les problèmes de conformité sont pertinents dans le contexte des contraintes institutionnelles des pays en développement);
- il existe peu de mesures absolues du "stock critique" (comme souligné plus haut, le fait qu'il soit techniquement difficile d'identifier des mesures absolues ne devrait pas empêcher de reconnaître le principe de l'importance sous-jacente de cet objectif);
- l'attention semble se porter avant tout sur les mesures au macro-niveau, sans prise en compte évidente de l'influence qu'elles exercent sur les producteurs et les consommateurs.

Ces observations sont inquiétantes si l'on part du principe qu'une évolution significative vers une consommation et une production durables exige une action à tous les niveaux (de l'État à l'entreprise ou au consommateur individuel), et qu'une telle action demande en fin de compte de se concentrer sur le maintien d'un capital naturel critique.



© Erik van Oenen

2.3. Indicateurs de CPD: stimuler une remise en cause fondamentale

“ Une consommation et une production durables exigent une remise en cause fondamentale de la façon dont les sociétés produisent, utilisent et éliminent les produits. Les modes de consommation et de production à forte consommation de ressources des pays développés ne peuvent être reproduits à l'échelon international^{KVI}. ”

L'élaboration de politiques nationales de CPD et des indicateurs sur lesquelles elles reposent devrait être guidée par cette idée de la nécessité, de plus en plus reconnue (mais insuffisamment prise en compte), d'une "remise en cause fondamentale" des modes de consommation et de production actuels. Cette remise en cause exige des innovations radicales à la fois en termes d'efficacité et de connectivité qui, à elles toutes, aboutiront à la transformation requise pour garantir le maintien d'un capital naturel critique. Sans de telles innovations, les stocks actuels de capital naturel continueront à s'appauvrir. Dans le contexte de l'accroissement de la population et de la consommation, notamment dans les pays en développement nouvellement industrialisés, ce stock de capital naturel qui s'amenuise ne suffira pas à maintenir les modes de consommation et de production actuels.

Compte tenu des inquiétudes concernant les conséquences involontaires des innovations en matière d'efficacité – comme l'effet

rebond, l'accélération du cycle de substitution des produits et du rejet de produits encore fonctionnels – il conviendrait de faire une distinction entre l'innovation (qui aboutit à un changement radical) et l'amélioration continue. On peut estimer qu'il serait plus juste de considérer l'effet rebond sous l'angle de "l'amélioration continue", et comme distinct de "l'innovation radicale". La plupart des exemples actuels de substitution de biens ou de services, et d'efficacité accrue en termes de ressources, tendent à se produire dans un contexte où le cycle amélioration/gain de rapidité/nouveauté des produits, qui va en s'accroissant, est une considération importante, et où les améliorations de l'efficacité et de la connectivité contribuent à accroître le capital financier (profitabilité).

On peut estimer qu'une innovation est réellement excitante (et vaut la peine d'être encouragée) lorsqu'une amélioration radicale de l'efficacité est liée à un accroissement radical de la connectivité, ce qui débouche sur de véritables possibilités de dissocier l'utilisation matérielle de l'augmentation de la valeur. Dans bien des cas, la mise au point de modes de production et de consommation vraiment durables demandera des "innovations perturbatrices": des innovations qui aboutissent au rejet de la technologie dominante existante ou des produits occupant le marché. Du moment où l'on explore l'innovation dans le contexte d'un niveau critique de capital naturel – en privilégiant en outre l'efficacité et la connectivité – l'innovation elle-même devrait devenir un objectif essentiel d'une politique de CPD, et des indicateurs devraient être mis au point pour suivre son émergence.

L'Annexe 2 fournit d'autres exemples d'indicateurs de CPD liés à "l'innovation perturbatrice", ainsi que des éclaircissements sur la réflexion conceptuelle sous-jacente et sur le rôle potentiel de la Boussole des indicateurs de CPD.

3. Utiliser des indicateurs pour mesurer les progrès en matière de CPD

“ Les indicateurs permettent aux instances décisionnaires d'évaluer les progrès réalisés par rapport à un rendement, un résultat, un but ou un objectif souhaité. En tant que tels, les indicateurs font partie intégrante d'un système de responsabilité axé sur les résultats^{xvii}. ”

Les indicateurs sont un outil précieux pour suivre les progrès en fonction de la cible ou de l'objectif des actions entreprises, pour promouvoir une responsabilisation accrue et un engagement du public dans la mise en œuvre des programmes, et pour analyser et comprendre les conditions, les évolutions et les changements sociaux. Ils aident les instances décisionnaires et le public à voir si des évolutions se produisent, et sous quelle forme, et – à condition que les indicateurs aient été établis par rapport à une cible ou un objectif précis – à évaluer si cette évolution est bonne ou mauvaise. Les indicateurs facilitent aussi les comparaisons avec les résultats obtenus ailleurs.

Si ces caractéristiques des indicateurs s'appliquent à toutes les actions et à tous les programmes, elles sont particulièrement pertinentes au regard de la durabilité en général – et de la consommation et production durables en particulier – dans la mesure où la notion de changement social est au cœur de ces questions, et où les résultats recherchés ne sont pas toujours clairs. Certains défis importants relatifs à ces indicateurs (notamment les indicateurs de durabilité) doivent être relevés si l'on veut qu'ils soient efficaces.

La présente section introduit brièvement quelques considérations générales relatives à l'utilisation d'indicateurs. Après avoir souligné certaines contraintes et certains avantages communs aux indicateurs de CPD, elle résume rapidement quelques-uns des principaux cadres d'indicateurs de CPD. Des initiatives nationales, régionales ou internationales en matière d'indicateurs de CPD sont passées en revue, accompagnées de quelques réflexions sur leurs principales implications. Elles sont utilisées comme point de départ pour l'identification des principaux défis et d'éventuelles manières de les relever, notamment la nécessité d'un ensemble de critères de sélection.

3.1. Indicateurs de consommation et de production durables: introduction

Le chapitre 40 d'Action 21 invite les pays et la communauté internationale à mettre au point des indicateurs de développement durable. De tels indicateurs sont nécessaires pour accroître l'attention portée au développement durable et pour aider et encourager les instances décisionnaires de tous niveaux à adopter des politiques nationales

valables de développement durable^{xx}. Cette sous-section constitue une brève introduction à quelques-uns des concepts, des avantages et des contraintes associés aux indicateurs de durabilité en général, et aux indicateurs de CPD en particulier.

3.1.1. Que sont les indicateurs de CPD?

Les indicateurs constituent un outil important pour analyser l'évolution de la société, et pour concentrer l'attention sur des priorités essentielles. La préoccupation essentielle des indicateurs de CPD est de mesurer l'évolution vers des modes de production et de consommation plus durables. Bien appliqués, les indicateurs de résultats sont généralement les premiers outils, et les plus fondamentaux, pour analyser l'évolution de la société. Si l'on reconnaît que ce qui n'est pas mesuré est souvent ignoré, les indicateurs sont un outil important à la fois pour montrer les progrès – ou leur absence – par rapport aux objectifs précis d'un programme particulier, et pour susciter des stratégies d'adaptation appropriées. Dans le contexte de la CPD, les indicateurs peuvent aussi révéler si les modes de consommation et de production d'une société entraînent un développement socialement plus équitable et écologiquement plus durable. De ce point de vue, les indicateurs de CPD sont inextricablement liés à des ensembles d'indicateurs plus vastes portant sur l'environnement et le développement durable, y compris la réduction de la pauvreté.

3.1.2. Avantages des indicateurs de CPD

S'ils sont bien développés et mis en œuvre, les indicateurs peuvent contribuer de manière cruciale à l'élaboration de processus décisionnels. Les indicateurs de CPD ont notamment pour avantage^{xxi}:

- de faciliter le suivi et l'examen des progrès réalisés en fonction de cibles ou d'objectifs essentiels;
- de permettre des comptes rendus efficaces auprès des instances décisionnaires et du public, et d'encourager ainsi la responsabilisation;
- de clarifier la signification et l'application pratique d'une consommation et d'une production durables;
- de contribuer à la révision des stratégies et des plans d'action

existants, et à l'élaboration de nouveaux plans;

- de donner plus de visibilité politique et publique aux questions relatives à la CPD;
- d'encourager un dialogue constructif sur la consommation et la production durables.

Des conditions institutionnelles, techniques ou politiques, souvent apparentes dans les pays en développement, s'opposent cependant souvent à une pleine réalisation de ces avantages (voir l'Encadré 4 de la Section 5.1).

3.2. Cadres d'indicateurs de CPD

Les cadres d'indicateurs "donnent les moyens de structurer des ensembles d'indicateurs de manière à faciliter leur interprétation".

Compte tenu du caractère largement interdisciplinaire de la CPD, de la diversité des utilisateurs potentiels et de l'étendue des questions à examiner dans les pays en développement, il est probable qu'un assez grand nombre d'indicateurs sera nécessaire pour fournir des orientations en matière de CPD aux responsables politiques de ces pays. Pour faciliter leur interprétation et leur analyse rapide, il est utile d'organiser les indicateurs selon une structure particulière, ou selon un ensemble de thèmes ou de concepts. Les personnes qui élaborent leurs propres ensembles d'indicateurs pourront ainsi plus facilement identifier les principaux manques et éviter d'éventuelles redondances.

Un grand nombre des initiatives actuelles relatives aux indicateurs de durabilité organisent ceux-ci en matrices à deux ou trois dimensions. En termes d'indicateurs de CPD, différentes approches ont été utilisées pour les présenter. Dans son enquête récente sur cette question, l'AEE identifie les quatre approches suivantes^{xxiii}:

- **Thèmes/groupes** – Une approche prédominante consiste à présenter les indicateurs dans le contexte des trois ou quatre piliers de la durabilité (durabilité économique, sociale, environnementale et institutionnelle). Ces thèmes sont fréquemment subdivisés en une série de sous-thèmes. La Commission des Nations Unies pour le développement durable (CDD) a divisé les indicateurs qu'elle propose en 14 thèmes, dont un certain nombre sont basés sur les huit piliers mentionnés parmi les indicateurs des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), étendus pour inclure un ensemble de thèmes environnementaux plus vaste dans la mesure où ceux-ci ne sont pas très bien couverts par les OMD. Les thèmes de CPD les plus souvent utilisés de manière générale (à l'échelon national et international), sont la consommation ou le débit de matières et d'énergie, la production de déchets et les émissions atmosphériques, reflétant l'attention prédominante portée aux questions d'efficacité environnementale. En finalisant l'ensemble d'indicateurs pour les pays en développement, il sera important

de s'assurer qu'une attention suffisante est portée aux thèmes particulièrement pertinents pour eux. L'utilisation d'une approche thématique est utile en ce qu'elle est par nature facile à comprendre et peut être adaptée aux circonstances propres d'une région donnée.

- **Position dans le cycle politique** – L'une des approches selon le cycle politique les plus fréquemment utilisées est le modèle PER (Pressions, État, Réponses), étendu par certains utilisateurs en modèle FPEIR (Forces motrices, Pressions, État, Impact, Réponses). Dans le cadre de cette approche, les indicateurs sont organisés selon l'étape du cycle PER (ou FPEIR) à laquelle ils appartiennent. Le modèle PER distingue trois angles d'approche des questions environnementales^{xxiv}:
 - Les variables correspondant aux **Pressions** décrivent les activités humaines qui exercent des pressions sur l'environnement, et qui sont perçues comme les causes sous-jacentes (l'utilisation des indicateurs **des Forces** motrices est considérée comme une extension de leur portée pour inclure des mesures sociales, économiques et institutionnelles).
 - Les variables correspondant à l'**État** décrivent des caractéristiques physiques mesurables de l'environnement qui résultent des pressions (certains utilisateurs ajoutent l'**Impact** comme catégorie d'indicateurs reflétant les modifications de l'état).
 - Les variables correspondant aux **Réponses** indiquent dans quelle mesure la société répond aux préoccupations environnementales.

Plusieurs organisations comme l'AEE ou le PNUE utilisent le modèle FPEIR pour leurs rapports sur l'environnement. Par exemple, les indicateurs de L'Avenir de l'environnement mondial du PNUE donnent une vue d'ensemble des principales évolutions environnementales des trois dernières décennies et de la façon dont les facteurs sociaux, économiques, et autres, ont contribué à cette évolution. Cependant, le modèle FPEIR n'est généralement pas utilisé pour des ensembles d'indicateurs de développement durable car les indicateurs peuvent simultanément décrire les forces motrices, les pressions, l'état, l'impact ou les réponses pour la dimension variable du développement durable. Il est intéressant de noter que si les premiers ensembles d'indicateurs de la CDD étaient présentés dans le contexte du FPEIR, celui-ci a par la suite été abandonné en raison d'incohérences lorsqu'il s'agissait de déterminer si un indicateur était une force motrice, une pression ou un état^{xxvii}.

- **Étapes du cycle de vie** – Une autre façon potentielle d'organiser les indicateurs est en fonction de l'étape du cycle de vie d'un produit ou d'un processus. Cette approche s'accompagne généralement d'une division thématique horizontale en fonction des groupes de biens de consommation finaux (nourriture, utilisation de l'énergie par foyer, transports, etc.), différents

indicateurs étant fournis pour chaque partie du cycle de vie de ces groupes. Une telle organisation pourrait être utilisée jusqu'à ce que des indicateurs agrégés séparés par chaque cycle de vie aient atteint leur maturité. Si cette approche a été évoquée dans un document de travail de l'AEE, jusqu'à maintenant aucun cadre d'indicateurs de CPD national ou international n'a organisé les indicateurs en fonction des étapes du cycle de vie.

- **Types d'indicateurs et hiérarchie d'indicateurs** – Une autre approche possible est d'organiser les indicateurs par type (par exemple, indicateur de découplage, indicateur agrégé, indicateur composite, indicateur désagrégé) et de les présenter dans une hiérarchie d'indicateurs permettant de tenir compte de différents types d'utilisateurs. En ayant recours à cette approche hiérarchique, il est possible d'utiliser un nombre restreint d'indicateurs de niveau supérieur pour les hommes politiques et les citoyens, et un plus grand nombre d'indicateurs de niveau inférieur, plus détaillés, pour les responsables de l'élaboration ou de la mise en œuvre des politiques.

Si chacun des cadres de référence proposés ci-dessus a manifestement des mérites – et devrait être envisagé par les responsables politiques – il est important, quelle que soit la manière dont les indicateurs sont perçus, de toujours les replacer dans le contexte d'une approche globale des buts de la CPD. C'est en s'imposant une telle discipline que l'on pourra être sûr que les indicateurs conservent toute leur valeur pour les responsables politiques et les instances décisionnaires. Comme souligné plus haut, l'idée que toutes les activités dépendent d'un stock limité (et décroissant) de capital naturel, déjà fortement dégradé, est essentielle à une bonne compréhension du contexte.

À partir des quatre approches présentées ci-dessus, l'AEE examine depuis peu différentes options concernant le choix d'un cadre de présentation des indicateurs de CPD. Après avoir proposé d'élaborer une matrice complexe de groupes de consommation, d'éléments FPEIR et d'étapes du cycle de vie pour organiser les indicateurs, le CTE/GRD de l'AEE suggère à présent de se passer complètement d'une structure d'organisation formelle des indicateurs, et envisage d'utiliser les questions portant sur les actions à mener comme cadre de référence de la CPD et comme guide des rapports axés sur les indicateurs de CPD. Ces questions couvriront différents éléments du cycle politique et les étapes du cycle de vie pour des groupes de consommation essentiels, et serviront de force motrice à l'élaboration des futurs indicateurs nécessaires pour répondre à ces questions.

Les orientations fournies dans le présent document sont elles aussi organisées en fonction d'une série de questions soumises à la considération des responsables politiques soucieux d'élaborer des indicateurs de CPD. Ces questions sont cependant complétées par une proposition de Boussole des indicateurs de CPD (Tableau 1), visant à donner une direction

générale au processus d'identification d'indicateurs spécifiques selon le contexte.

3.3. Bref inventaire des initiatives en matière d'indicateurs de CPD

En 2002, une enquête du PNUE sur le niveau de mise en œuvre des politiques nationales de consommation durable a révélé que plus de la moitié des gouvernements pris en compte n'avaient pas expressément mesuré les progrès en matière de consommation et production durables. Au lendemain du Sommet mondial pour le développement durable et du Processus de Marrakech, le développement de programmes nationaux intégrés de CPD s'est accru, ce qui s'est accompagné d'une augmentation des tentatives de mesure des progrès en matière de CPD. De ce fait, l'élaboration et l'utilisation des indicateurs de CPD au niveau national ont elles aussi augmenté. La présente section passe très brièvement en revue quelques-unes de ces initiatives, souligne certaines inquiétudes récentes concernant l'élaboration et la mise en œuvre de ces indicateurs, et émet quelques suggestions sur la façon d'y réagir.

3.3.1. Travaux en matière de CPD au niveau international et au niveau régional des pays développés

Au niveau international et au niveau régional des pays développés, les principaux cadres d'indicateurs de développement durable qui ont été élaborés incluent: DAES (1998), OCDE (1999), CDD (2006) et Eurostat (2007)^{xxx}. De plus, l'Agence européenne pour l'environnement s'occupe actuellement de concevoir un ensemble d'indicateurs de CPD autonome pour l'Europe.

- **Commission des Nations Unies pour le développement durable (CDD)**

Du point de vue des pays en développement, l'ensemble d'indicateurs le plus directement applicable est le troisième ensemble révisé d'indicateurs pour le développement durable de la CDD, finalisé en 2006 par un groupe d'experts en indicateurs issus des pays en développement et développés, et d'organisations internationales^{xxx}. Cet ensemble consiste en 50 indicateurs principaux inclus dans un ensemble plus large de 96 indicateurs du développement durable et en 13 grands thèmes, dont la CPD. Le thème de la CPD comprend les 12 indicateurs spécifiques (chacun étant exclusivement centré sur une question environnementale – voir tableau page 13), tandis que 34 autres indicateurs rattachés à d'autres thèmes se caractérisent par leurs liens avec la CPD.

- **Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)**

En 1999, l'OCDE a mis au point un ensemble d'indicateurs sur la consommation durable des ménages. L'accent était mis sur la consommation finale des ménages et des gouvernements, par opposition à la consommation et à la production intermédiaires, qui sont le fait des

entreprises^{xxxx}. Le cadre de référence de l'OCDE inclut 45 indicateurs au total, groupés en trois grands thèmes: i) tendances et modes significatifs de consommation environnementale; ii) interactions entre la consommation et l'environnement; iii) aspects politiques et économiques. Les sujets spécifiques des indicateurs incluent les tendances socio-économiques, l'utilisation des ressources et les aspects économiques et commerciaux. À l'heure de la rédaction du présent document (début 2008), l'OCDE travaille à un nouveau rapport sur les indicateurs de consommation durable, qui devrait être bientôt disponible. En 2002, l'OCDE a aussi élaboré un cadre détaillé de 31 indicateurs de découplage couvrant une large gamme de questions environnementales^{xxxx}. Seize indicateurs, répartis entre les rubriques du changement climatique, de la pollution de l'air, de la qualité de l'eau, de l'élimination des déchets, de l'utilisation des matières et des ressources naturelles, traitent du découplage entre les pressions environnementales et l'activité économique totale. Les 15 autres indicateurs sont axés sur la production et l'utilisation dans quatre secteurs spécifiques: énergie, transports, agriculture et secteur manufacturier.

- **Commission européenne (CE)**

Eurostat, le service des statistiques de la Commission européenne, a mis au point un ensemble d'indicateurs du développement durable liés à la Stratégie de l'Union européenne en faveur du développement durable (SDD). Le cadre de référence des indicateurs inclut 10 thèmes reflétant les grandes priorités du développement durable, dont un spécifiquement consacré à la consommation et à la production durables. Les indicateurs sont structurés en une pyramide avec un indicateur de niveau 1 pour chaque objectif majeur et des indicateurs de niveau 2 et 3, ainsi que des indicateurs contextuels qui n'évaluent pas directement les objectifs de la SDD. Il y a 122 indicateurs au total, dont 14 sont encore en cours de développement, et une cinquantaine d'autres indicateurs sont prévus.

- **Agence européenne pour l'environnement (AEE)**

Le Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets de l'AEE met actuellement au point un ensemble d'indicateurs de CPD autonome pour l'Europe, dans l'intention d'améliorer les

rapports sur les progrès réalisés et la compréhension de ce que signifie la CPD dans la pratique. Un cadre de référence préliminaire a été élaboré pour servir de base à une consultation des experts. Comme indiqué plus haut (section 3.2), après avoir proposé d'élaborer une matrice complexe de groupes de consommation, d'éléments FPEIR et d'étapes du cycle de vie pour organiser les indicateurs, le CTE/GRD de l'AEE envisage à présent d'utiliser les questions portant sur les actions à mener comme cadre de référence de la CPD et comme guide des rapports axés sur les indicateurs de CPD. Ces questions couvriront différents éléments du cycle politique et les étapes du cycle de vie pour des groupes de consommation essentiels, et serviront de force motrice à l'élaboration des futurs indicateurs nécessaires pour répondre à ces questions.

Outre les ensembles d'indicateurs de CPD précités, au niveau international et au niveau régional des pays développés, des indicateurs de CPD ont été élaborés au niveau national par certains pays développés, soit dans le cadre d'une tentative d'élaboration d'un cadre complet d'indicateurs de CPD, soit en tant qu'indicateurs relatifs à la CPD distincts, intégrés à un cadre plus vaste d'indicateurs de développement durable^{xxxx}.

3.3.2. Indicateurs nationaux relatifs à la CPD dans les pays en développement

Dans le cadre du processus d'élaboration de ce Cadre d'orientation, les indicateurs de CPD actuellement utilisés dans une vingtaine de pays en développement ont été examinés en détail. Bien que seulement trois pays intégrés à l'échantillon de cette étude disposent d'un ensemble spécifique d'indicateurs de développement durable ou de consommation et production durables, un nombre considérable d'indicateurs de type CPD a pu être identifié pour tous les pays. La principale difficulté a été de sélectionner les indicateurs directement pertinents pour la CPD, couvrant une grande diversité de thèmes, centrés sur les priorités des pays en développement, et mesurables ou pouvant être mesurés.

Les 20 pays en développement choisis pour cette étude sont de taille différente, ont atteint des niveaux de développement économique

Indicateurs de la CDD

Modes de consommation et de production

Sous-thème	Indicateur principal	Autre indicateur
Consommation matérielle	Intensité matérielle de l'économie	Consommation matérielle nationale
Utilisation de l'énergie	Consommation d'énergie annuelle, totale et par principales catégories d'utilisateurs	Part des sources d'énergie renouvelables dans l'utilisation totale d'énergie
	Intensité de l'utilisation d'énergie, totale et par activité économique	
Production et gestion des déchets	Production de déchets dangereux	Production de déchets
	Traitement et élimination des déchets	Gestion des déchets radioactifs
Transports	Répartition des transports de passagers	Répartition des transports de marchandises
		Intensité énergétique des transports

différents et représentent toutes les régions comprenant des pays en développement:

- **Afrique:** Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Maurice, République-Unie de Tanzanie et Sénégal
- **Amérique Latine et les Caraïbes:** Brésil, Chili, Colombie, Cuba et Jamaïque
- **Asie-Pacifique:** Chine, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Thaïlande
- **Asie centrale et occidentale:** Jordanie, Liban, Kazakhstan et Yémen

Parmi les pays pris en compte, un seul (Brésil) dispose d'un ensemble spécifique d'indicateurs dédiés à la CPD, et trois autres (Sénégal, République-Unie de Tanzanie et Thaïlande) ont l'intention de lui emboîter le pas. Trois pays (Brésil, Chili et Afrique du Sud) ont un ensemble défini d'indicateurs de développement durable, et sept autres (Égypte, Maurice, Chine, Malaisie, Kazakhstan, Colombie et Jamaïque) sont en train d'élaborer de tels indicateurs. Sept des pays étudiés n'ont pas mis au point d'ensembles distincts dédiés d'indicateurs de CPD ou de DD. Il est toutefois important de noter qu'il n'est pas essentiel que les pays élaborent des ensembles spécifiques d'indicateurs de CPD ou de DD, dans la mesure où les indicateurs pertinents pour les questions de CPD sont souvent incorporés à d'autres cadres de référence. Le document accompagnant le présent Cadre d'orientation examine en détail ces indicateurs^{xxxv}.

3.3.3. Réflexions sur les initiatives existantes en matière d'indicateurs de CPD

“ Dans l'ensemble, les efforts nationaux pour suivre la mise en œuvre des programmes et politiques de CPD, ou pour mesurer les progrès en matière de CPD de manière plus générale, sont insuffisants. C'est un problème dans la mesure où cela affaiblit grandement l'efficacité du programme de CPD^{xxxvi}. ”

Dans son Guide pour le développement des programmes nationaux de CPD, récemment achevé, le PNUÉ suggère que les efforts nationaux pour mesurer les progrès en matière de mise en œuvre des programmes et politiques de CPD sont dans l'ensemble insuffisants. Évaluant ces efforts nationaux, le PNUÉ soulève les points suivants, qui sont tous en rapport avec la conception et le développement d'un cadre de référence pour les pays en développement^{xxxvi}:

- La plupart des programmes incluent des considérations environnementales et économiques (comme l'efficacité en matière

de ressources) en ne prêtant aucune attention ou peu d'attention aux questions sociales ou internationales s'y rapportant. Ainsi, les problèmes de santé liés à une surconsommation (telles les maladies cardiaques ou l'obésité) sont rarement pris en considération, tandis que des problèmes de développement (comme la pauvreté) venant d'une sous-consommation tendent à être traités séparément dans des cadres d'indicateurs plus vastes et rarement reliés aux indicateurs de CPD.

- Les indicateurs ne prêtent généralement aucune attention aux limites absolues de l'environnement, et tendent à se concentrer sur les problèmes d'efficacité, si bien qu'une évolution positive relative dans un indicateur donné peut néanmoins représenter une situation non viable en termes absolus. Compte tenu des problèmes associés à la tendance générale à se focaliser sur les questions d'efficacité et non sur les limites absolues de l'environnement, il est suggéré de s'intéresser à d'autres ensembles d'indicateurs – comme l'Empreinte écologique, l'Indice du développement humain (IDH)^{xxxvii}, l'Indicateur de progrès véritable (IPV)^{xxxviii} et l'Indicateur du bien-être humain – qui fournissent des indications plus claires sur les résultats en termes absolus.
- Les indicateurs existants ne reflètent pas de manière satisfaisante l'impact social et environnemental potentiel qui est importé et/ou exporté du fait de l'accroissement du commerce international.
- La faiblesse des indicateurs de découplage mettant en lumière l'évolution des liens entre croissance économique et dégradation environnementale est que la relation avec la principale force motrice n'est pas toujours évidente ou bien établie.
- Les ensembles d'indicateurs ne trouvent pas toujours le juste équilibre entre indicateurs agrégés – qui peuvent donner une idée plus claire de l'orientation globale d'un pays – et indicateurs désagrégés – qui se concentrent sur certains thèmes ou secteurs, et peuvent avoir plus de poids méthodologique^{xxxix}.

Ces défauts peuvent particulièrement concerner les pays en développement, et il sera important de les prévoir lors de la conception du cadre des indicateurs de CPD. Les implications de cette brève analyse soulignent l'importance, pour les indicateurs de CPD des pays en développement, de veiller aux points suivants:

- trouver le juste équilibre entre satisfaire des considérations sociales et économiques nécessaires, et reconnaître le rôle fondamental joué par le capital naturel dans l'accomplissement d'objectifs socio-économiques;
- garantir une intégration efficace entre les indicateurs et le contexte politique national;
- prévoir explicitement les limites absolues de l'environnement, et pas seulement des indicateurs axés sur l'efficacité;
- reconnaître les conséquences du commerce international.

3.4. Élaborer des indicateurs de CPD: défis critiques

L'analyse des indicateurs ci-dessus et le bref inventaire des ensembles d'indicateurs de CPD existants ont permis d'identifier un certain nombre de défis spécifiques qu'il faudra relever lors de la conception d'un cadre d'indicateurs de CPD pour les pays en développement. Si certains concernent les indicateurs de CPD dans tous les contextes, d'autres sont particulièrement pertinents pour les pays en développement. Ces défis devraient être envisagés dans le contexte des contraintes institutionnelles, techniques et politiques identifiées dans la Section 3.1.3.

Ces défis critiques sont notamment:

- Limiter le nombre d'indicateurs, tout en couvrant des questions et des problèmes suffisamment variés.
- Trouver des indicateurs opérant à un (macro) niveau national, mais influençant les choix de production et de consommation au (micro) niveau individuel.
- Identifier les défis pertinents en fonction des difficultés propres à un pays donné, mais compatibles avec les engagements internationaux et facilitant la comparaison entre les États.
- Donner aux instances décisionnaires des informations significatives sur les évolutions qui se dessinent, leur permettant notamment de voir si le développement se fait dans la bonne direction.
- Identifier des indicateurs mesurables dans le contexte des contraintes pesant sur les ressources des pays en développement et qui peuvent freiner l'accès à des données utiles. ("L'un des plus grands problèmes pour l'élaboration des indicateurs de durabilité est que fréquemment les meilleurs d'entre eux sont ceux pour lesquels aucune donnée n'existe, tandis que les indicateurs pour lesquels il existe des données sont les moins à même de mesurer la durabilité^{XL}.)"
- Trouver un équilibre approprié entre les indicateurs du "stock critique" portant sur les limites absolues de l'environnement (nécessaires pour l'identification de la durabilité à long terme, mais souvent très difficiles à quantifier et à mesurer), et les indicateurs "axés sur l'efficacité" (susceptibles de suggérer une évolution dans une direction particulière, sans pour autant tracer un tableau suffisamment précis de l'état réel de ce que l'on essaie de suivre).
- Comprendre les informations qui devraient être déduites de la direction prise par l'indicateur: parfois, différents signaux peuvent être suggérés par une évolution donnée (par exemple, l'augmentation de la consommation d'engrais peut suggérer une hausse de la productivité agricole, et des avantages évidents à brève échéance en termes de bien-être humain, mais a aussi des conséquences sur la qualité de l'eau et la santé des êtres humains).
- Reconnaître que des priorités politiques divergentes peuvent chercher à entraîner les indicateurs dans des directions différentes (par exemple, une augmentation du prix des combustibles fossiles peut être positive en termes de réduction de la consommation de carbone, mais négative pour ce qui est d'atteindre des cibles à court terme en vue d'un développement économique).



© Erik van Oenen

- S'assurer de disposer de ressources suffisantes pour un suivi régulier de l'indicateur, de façon à pouvoir prendre des mesures appropriées en fonction de ce qu'il indique.
- Être capable d'identifier la force motrice sous-jacente d'une évolution – qui n'apparaît pas toujours de manière évidente.

3.4.1. Surmonter ces défis: suggestion de quelques principes directeurs

Dans le but de trouver des solutions aux difficultés courantes énoncées ci-dessus, l'élaboration d'indicateurs de CPD peut être guidée par les principes suivants^{xli}:

- **Lier à des ensembles d'indicateurs existants:** les indicateurs choisis pour mesurer les progrès en matière de CPD devraient être alignés sur des cadres d'indicateurs nationaux existants. Les indicateurs de CPD sont souvent incorporés à des ensembles plus vastes d'indicateurs de développement, de réduction de la pauvreté, d'environnement ou de développement durable. Ils constituent parfois un sous-ensemble des indicateurs nationaux, ou sont répartis à l'intérieur du cadre de référence. S'ils sont totalement intégrés, ils devraient au moins être identifiables en tant que tels, de façon à ce que les progrès en matière de CPD puissent être suivis de manière indépendante. Ces indicateurs doivent aussi être reconnus par les responsables politiques chargés des actions relatives à la CPD, et liés autant que possible à des (groupes de) politiques spécifiques en matière de CPD.
- **Développer un cadre de référence complet:** l'organisation des indicateurs au sein d'un cadre clair est importante en ce qu'elle facilite une analyse judicieuse des résultats. Comme indiqué plus haut, différentes méthodes de catégorisation des indicateurs de CPD existent. La dernière section de ce document propose des conseils spécifiques sur ce point.
- **Convenir d'un degré d'agrégation:** décider du degré d'agrégation des différents indicateurs est une autre considération importante. Les indicateurs agrégés peuvent donner une image plus claire de la direction prise par un pays tout entier en matière de CPD. Des indicateurs désagrégés relatifs à certains thèmes ou secteurs peuvent avoir un poids méthodologique plus important. Cependant, ils peuvent être source de confusion lorsqu'ils n'évoluent pas tous dans la même direction. Trouver un équilibre entre indicateurs agrégés et désagrégés est souvent la meilleure option^{xlii}.
- **Reconnaître les limites:** il est utile de fournir des explications détaillées pour chaque indicateur de façon à s'assurer qu'ils ne sont pas mal compris, ou utilisés à mauvais escient. Il est aussi important d'être clair sur les limites et incertitudes potentielles des différents indicateurs^{xliii}. L'Annexe 1 du présent document passe en revue quelques-unes des limites potentielles de chacun des indicateurs donnés à titre d'exemples dans la Section 4.

- **Reconnaître la nécessité d'équilibrer les cibles absolues et les cibles directionnelles:** comme souligné plus haut (Section 2), il n'est généralement pas facile de définir la cible absolue en fonction de laquelle un indicateur mesure les progrès, d'où la prédominance des cibles directionnelles, qui cherchent à indiquer de manière générale si la tendance est à se rapprocher ou à l'écartement de la durabilité. Pour que les indicateurs de CPD utilisés soient significatifs, il est important qu'ils soient de différents types – représentant aussi bien des indicateurs "axés sur l'efficacité" que des indicateurs du "stock critique" – de façon à mieux rendre compte de l'évolution en matière de CPD.
- **Adopter un processus de présélection et de sélection structuré:** l'identification des indicateurs pertinents devrait être intégrée à un processus rigoureux de présélection, puis de sélection, de façon à s'assurer qu'ils sont choisis en fonction de conditions spécifiques au contexte et qu'ils sont conformes à des critères de filtrage individuels et collectifs (voir Section 3.5 et Encadré 5)^{xliiii}.

3.5. Critères de sélection des indicateurs de CPD

Comme le suggère l'analyse ci-dessus, une composante clé de l'élaboration d'un ensemble d'indicateurs est la définition et l'utilisation de critères de sélection appropriés, destinés à restreindre leur nombre. Les Principes de Bellagio, la CDD, et l'ensemble d'indicateurs proposé pour les pays de l'AEE donnent des indications utiles en la matière^{xlv}. Conformément à l'approche suggérée dans le document de travail du CTE/GRD, il peut être utile de diviser les critères de sélection en deux groupes:

- **Critères collectifs** – relatifs à l'intégralité des indicateurs envisagés;
- **Critères de filtrage** – guidant la sélection d'indicateurs particuliers.

Si ces deux types de critères sont généralement mélangés dans la plupart des cadres d'indicateurs, le document de travail de l'AEE démontre de façon convaincante qu'ils sont en fait très différents: "Le second ensemble est exclusif, servant à filtrer les indicateurs potentiels, tandis que le premier est inclusif, cherchant à garantir la cohérence entre les différents indicateurs, un juste équilibre entre les différents piliers, thèmes et types d'indicateurs et l'importance accordée à chacun, et l'exhaustivité, la clarté et l'utilité de l'ensemble d'indicateurs dans son intégralité. En tant que tel, le premier ensemble de critères reflète une grande partie des décisions prises pour des éléments essentiels du cadre de référence, dont la portée et la conception de la CPD et la structure organisationnelle."^{xlv}

Ces critères de sélection sont décrits dans la Section 5, dans le cadre du processus d'élaboration et d'utilisation du Cadre des indicateurs de CPD (voir Encadré 5).

4. Un cadre des indicateurs de CPD pour les pays en développement

“ Il est essentiel de disposer d'un cadre pour organiser la sélection et le développement d'indicateurs. Néanmoins, il faut savoir que tout cadre, en lui-même, est un outil imparfait pour organiser et exprimer les complexités et les interactions que recouvre le développement durable. En définitive, le choix d'un cadre et d'un ensemble fondamental d'indicateurs doit répondre aux besoins et aux priorités des utilisateurs, dans le cas présent les experts nationaux, les groupes de la société civile et les instances décisionnaires responsables du développement et de l'utilisation des indicateurs destinés à surveiller les progrès en matière de développement durable. Il faut souligner que tout pays souhaitant utiliser des indicateurs, d'une quelconque manière systématique, doit développer son propre programme en s'inspirant des ressources actuellement disponibles. ” (CDD)^{XLVII}

Compte tenu des difficultés identifiées à la Section 3, il ne semble pas opportun de se limiter à fournir une liste définitive d'indicateurs parmi lesquels les responsables politiques pourraient faire leur choix. Ils doivent plutôt développer leur propre ensemble d'indicateurs en s'appuyant sur une compréhension documentée des implications pratiques de la CPD, dans le but de s'assurer que les indicateurs sont bien adaptés aux besoins d'information, aux priorités de durabilité et aux stratégies et cadres nationaux en place dans leurs pays respectifs. Ainsi, cette partie cherche à donner des conseils généraux sur la direction à suivre pour le développement et l'identification des indicateurs.

4.1. La Boussole des indicateurs de CPD: un exemple d'ensemble d'indicateurs de CPD

Le principal conseil de cette partie se traduit sous la forme d'un ensemble structuré d'exemples d'indicateurs, présentés à l'aide de la Boussole des indicateurs de CPD (Tableau 1) développée à partir du cadre conceptuel proposé dans la Section 2. L'ensemble d'indicateurs suggéré au Tableau 1 comprend des indicateurs identifiés au moyen d'une approche participative d'indicateurs dans 20 pays en développement (Tableau 2), ainsi que des indicateurs suggérés par l'analyse (directive) réalisée pour l'élaboration du cadre conceptuel (Section 2).

L'identification de ces indicateurs a aussi tenu compte des pistes de réflexion et des critères étudiés dans la Section 3. Même si l'on sait que certains des indicateurs proposés seront malgré tout affectés par certaines contraintes – relatives, par exemple, à la disponibilité des données et à la possibilité de suivi – ces indicateurs sont néanmoins susceptibles de fournir un ensemble utile d'exemples qui peuvent apporter des informations sur le développement des ensembles nationaux d'indicateurs de CPD dans les pays en développement.

Lorsque l'on étudie ces indicateurs, il est important de garder à

l'esprit les limitations éventuelles associées à chacun d'entre eux. Ces limitations sont énumérées en Annexe 1. Une bonne compréhension de ces limitations doit contribuer au développement de cadres d'indicateurs propres à chaque pays, ainsi qu'à des conseils plus détaillés sur l'utilisation du cadre d'indicateurs présenté dans la Section 5.

4.2. L'étude de référence: les indicateurs de CPD existants dans les pays en développement

Pour aider au développement d'un cadre d'indicateurs de CPD pour les pays en développement, une étude détaillée a été réalisée sur les indicateurs de CPD existants dans 20 pays en développement situés dans toutes les régions comptant des pays en développement. Ainsi, l'étude porte sur six pays d'Afrique, cinq pays d'Amérique Latine et des Antilles, cinq pays de la région Asie-Pacifique, et quatre pays d'Asie occidentale et centrale (voir Annexe 1). Un ensemble récapitulatif d'exemples fondamentaux, basé sur cette étude, est présenté dans le Tableau 2.

Même si une partie seulement des pays étudiés disposent d'un ensemble spécifique d'indicateurs de développement durable ou de CPD, il a toutefois été possible d'identifier un nombre considérable d'indicateurs de CPD pour chacun de ces pays (par exemple dans le cadre de plans nationaux de développement économique). Il s'agissait avant tout de sélectionner les indicateurs qui sont directement pertinents pour la CPD, recouvrent un large éventail de thèmes, se concentrent sur les priorités des pays en développement et sont, ou peuvent être, mesurables.

Dans le cadre de l'étude préliminaire, les ensembles d'indicateurs pour chaque pays choisi ont été divisés en trois grands thèmes correspondant aux trois piliers principaux de la durabilité, le pilier environnemental étant lui-même divisé en quatre thèmes supplémentaires. Ces thèmes ont été choisis à partir d'une étude des ensembles d'indicateurs utilisés au niveau international, et notamment ceux de la CDD et de l'AEE. Les thèmes principaux sont:

Tableau 1:
La Boussole des indicateurs de CPD:
un exemple d'ensemble d'indicateurs de CPD pour les pays en développement

Le tableau ci-dessous présente quelques exemples d'indicateurs destinés à contribuer au développement de cadres d'indicateurs de CPD dans les pays en développement. L'identification de ces indicateurs a été rendu possible par l'analyse réalisée au préalable, et par une étude de l'état actuel des indicateurs de CPD dans 20 pays en développement situés dans toutes les régions comptant des pays en développement (Tableau 2). Les indicateurs sont présentés sous la forme de la Boussole des indicateurs de CPD, dont la structure a été développée à partir de l'analyse conceptuelle expliquée dans la Section 2. Des conseils supplémentaires sont donnés dans l'Annexe 2.

Capacité croissante à s'adapter

<p>Efficacité</p> <p>Macro-niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets et déchets dangereux mis en décharge par PIB (M) • Consommation d'énergie par habitant et PIB (M) • Emissions (gaz à effet de serre, NOx, SO2, PM10) par PIB par secteur (M) • Investissement en énergies renouvelables en % de l'investissement total en énergie (M) • Utilisation de l'eau et retraits d'eau par PIB (M) • Terres utilisées pour l'agriculture bio en % du total des terres agricoles (M) • Utilisation d'engrais et de pesticides par production agricole (M) • Subventions et incitations à l'application de principes basés sur le cycle de vie (R) • Utilisation de substances dangereuses et nocives pour la couche d'ozone par PIB (M) • Taxes "vertes", subventions, capacités qui découplent la croissance par utilisation des ressources (R) • Importations et exportations par groupe de produits (tonnes et \$US) (C) 	<p>Producteurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets et déchets dangereux par produit unitaire ou CA et par secteur (M) • % de déchets ou de sous-produits recyclés ou réutilisés (dont matières premières énergétiques) • Consommation d'énergie par produit unitaire ou CA (M) • Emissions (gaz à effet de serre, NOx, SO2, PM10) par produit unitaire et par secteur (M) • Utilisation de l'eau par produit unitaire et CA (M) • Utilisation d'engrais et de pesticides par unité de production agricole (M) • Productivité agricole (tonnes de produit/ha de terre) (C) • Nbre d'entreprises appliquant les principes du cycle de vie dans la conception des produits (R) • Apports et consommation de substances dangereuses (dont persistantes) et nocives pour la couche d'ozone par PIB (M) 	<p>Consommateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déchets domestiques collectés par habitant (M) • % de déchets post-consommation recyclés (M) • Consommation d'énergie domestique par habitant (M) • Consommation moyenne d'essence ou de diesel (litres pour 100 km) (M) • Consommation d'eau domestique par habitant (M) • Part de marché de biens et services labellisés (ou classés d'une autre manière) "durables" (R) • Intensité matérielle de consommation (tonnes par habitant) (M) • Nature de la consommation de nourriture domestique (M) (suit les modes alimentaires et de consommation généraux, ayant un impact sur l'efficacité environnementale et la santé humaine, comme la malnutrition et l'obésité)
<p>Compliance</p> <p>Macro-niveau:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nbre de cas de non-conformité des conditions de permis (M) • Nbre de représentants du gouvernement chargés du contrôle de la pollution ou du contrôle des déchets ou de l'eau par nombre d'entreprises et PIB (S/D) • Politiques gouvernementales ou territoriales ou locales de CPD 0 – note re la taille du budget (R) 	<p>Producteurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nbre de cas de non-conformité des conditions de permis (M) • Part des investissements dans le PIB (C) • Investissements dans la part d'amélioration des performances environnementales dans le PIB (C) 	<p>Consommateurs:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nbre de plaintes de la communauté concernant les conditions environnementales et les conditions de travail (R)

MOINS
VIABLE

Indicateurs de référence pour le développement d'indicateurs de CPD: Croissance du PIB (%) par habitant (C)/PIB par industrie (% PIB) (C/M)

PLUS
VARIABLE

Stock critique/Résilience

Macro-niveau:

- CO2 par habitant (cf. par ex. l'objectif du GIEC de 2 tonnes par habitant en 2050)
- Retraits annuels d'eau de sol et de surface en % de l'eau disponible totale (E/M)
- Biocapacité (terres cultivables, pâtures, forêts, zones de pêche) (E/M)
- Proportion de sources d'énergies renouvelables par réserve totale d'énergie primaire (E/M)
- Taux de croissance démographique (%) (C)
- Utilisation des terres par catégorie (C)
- Terres touchées par la dégradation et la désertification (%) (E)
- Déforestation annuelle nette des terres (E/M)
- Taux d'épuisement des minéraux et des ressources non renouvelables (E/M)
- Qualité de l'eau des sources d'eau douce et d'eau potable (E)
- Concentration de polluants atmosphériques spécifiques (E/M)

Producteurs:

- Volumes de production de substances persistantes non naturelles (E/M)
- Dépenses en énergies renouvelables en % des dépenses en énergie (M)
- Investissements pour le rétablissement des systèmes naturels (R)
- Pourcentage des investissements totaux pour la protection environnementale par PIB (M)
- Investissements en méthodes de production alternatives (par ex., systèmes de biomimétique et industriels) en % de la recherche sur les processus industriels (M)

Consommateurs:

- % de la contribution des initiatives relatives aux énergies renouvelables à petite échelle, au niveau local par rapport à la réserve d'énergie nationale (R)

Connectivité

Macro-niveau:

- Revenu par habitant & coefficient de Gini (C/E/M)
- % sous ou au niveau du seuil de pauvreté (E/M)
- Taux d'exode rural
- Niveaux d'alphabétisation (%) (E)
- Accès aux services de base (%) (E/M)
- Accès aux réseaux de communication et de transport (%) (M)
- Accès aux écoles % (E)
- Création d'emplois par croissance du PIB (M)

Producteurs:

- Nbre de rapports annuels contenant des informations sociales ou environnementales (R)
- Investissements sociaux ou environnementaux en % des bénéfices ou du CA (R)
- % des employés des entreprises suivant des formations portant sur la durabilité (R)
- Participation des entreprises à des indices axés sur le DD (R)
- Croissance de la participation des PME au PIB et à l'emploi (C)
- Nbre d'entreprises certifiées ISO 14001 (R)

Consommateurs:

- Nbre d'adhésions à des organisations sociales ou environnementales (E)
- Nbre d'inscriptions à des formations portant sur le DD (R)
- % du transport effectué par les réseaux de transport public (M)
- Etablissement de marchés, de réseaux locaux de troc, d'échange (R)
- % d'abonnés à Internet (S/D)
- % de diplômés d'études supérieures % (C)

Capacité croissante à entretenir des relations qui profitent à tous

• **Environnement:**

- Consommation de matériaux et utilisation des ressources;
- Utilisation de l'énergie;
- Utilisation des terres et biodiversité;
- Déchets et pollution.

• **Société et économie** – comprenant des indicateurs économiques de référence, le logement, les services de bases, la santé. Il est apparu nécessaire d'inclure le pilier social et le pilier économique, compte tenu du contexte des pays en développement.

• **Institutions** – ces indicateurs surveillent les structures et les mécanismes de l'ordre social qui régissent le comportement de groupes d'individus.

Par ailleurs, des indicateurs relatifs aux transports, aux communications et à d'autres questions ont été regroupés dans un thème large appelé "Autres".

Tous les indicateurs spécifiques aux pays ont été classés en indicateurs directs ou indirects. Les indicateurs directs sont définis comme ceux qui indiquent soit un changement direct dans les modes de consommation ou de production, soit un effet direct des changements de consommation et de production. Les indicateurs indirects sont ceux dont l'évolution n'indique pas en soi un changement dans les modes de production ou de consommation, mais que l'on peut utiliser pour fournir un contexte au changement ou pour fournir un "indice" montrant qu'un changement est en cours (mais pas nécessairement une réponse sur la cause de ce changement). Il faut noter que la distinction entre "direct" et "indirect" peut ne pas être évidente, et que la classification comporte donc une part de subjectivité.

La distinction entre les indicateurs fondamentaux a été déterminée en fonction des caractéristiques suivantes (voir Section 3.2):

- Contexte(C) – Ils situent les indicateurs dans leur contexte et

fournissent une base logique pour comparer les indicateurs afin de déterminer leur performance.

• **Moteurs(M)** – Ils mesurent les modes de production ou de consommation exprimés, par exemple, sous forme de capacité de production de matériaux, d'énergie virtuelle, d'utilisation des ressources et de connectivité. Parmi les exemples spécifiques, on peut citer des indicateurs d'utilisation des ressources, de production d'énergie, d'émissions polluantes et d'accès aux soins de santé.

• **État(E)** – Ils se rapportent à la mesure réelle du capital humain, social ou naturel, exprimé sous la forme d'une quantité et/ou d'une qualité. Si on le compare à une référence, cet indicateur d'état montrera les diminutions ou les augmentations réelles de certains aspects du capital humain, social ou naturel (prévoyant un niveau constant ou en hausse de "capital naturel critique"). Parmi les exemples spécifiques, on peut citer la biocapacité, le niveau d'acidité des lacs, le niveau de pauvreté, etc.

• **Réponse(R)** – ils se rapportent aux politiques, actions, investissements, dépenses ou au degré de conformité en relation avec les objectifs de CPD. Il s'agit en fait d'une mesure de l'engagement, exprimé sous forme d'action.

Pour replacer l'ensemble d'indicateurs fondamentaux filtrés dans leur contexte, les indicateurs identifiés ont été comparés à deux ensembles d'indicateurs internationaux, à savoir le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ) et les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD). Les principales différences par rapport à l'ensemble d'indicateurs des OMD concernent l'agriculture, l'utilisation de l'énergie, les déchets et la pollution (l'OMD ne comprend qu'un seul indicateur pour les gaz à effet de serre). Toutefois, l'ensemble d'indicateurs choisi est assez proche du PMOJ.

Tableau 2: Exemples d'indicateurs de CPD existants

Le tableau suivant présente quelques exemples d'indicateurs de CPD utilisés dans de nombreux pays parmi les 20 pays en développement étudiés au cours de la première phase du présent projet. Ces 20 pays sont issus de toutes les régions comptant des pays en développement et se composent de six pays d'Afrique, quatre pays d'Amérique Latine et des Antilles, cinq pays de la région Asie-Pacifique, et quatre pays d'Asie occidentale et centrale.^{XLVIII}

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect

Thème	Ensembles d'indicateurs internationaux		État (E) Force motrice (M) Réponse (R) Contexte (C)
	PMOJ	OMD	
Consommation de matériaux et utilisation des ressources			
Consommation moyenne d'eau par produit unitaire	IV.25 (d+e)/IV.26 (c)	(7.4 Eau totale)	M
Consommation de substances dangereuses et de substances nocives pour l'ozone par produit unitaire	III.23 (c+d)	7.2	M
Rapport entre la consommation d'engrais/pesticides et la production agricole	(III. 23 (a))	s/o	M
Productivité agricole (tonnes de produit/hectare)	IV.40	s/o	C
Consommation de matériaux par habitant (tonnes)	s/o	s/o	M
Taux d'épuisement des minéraux et des ressources non renouvelables	s/o	s/o	E/M

Thème	Ensembles d'indicateurs internationaux		État (E) Force motrice (M) Réponse (R) Contexte (C)
	PMOJ	OMD	
Utilisation de l'énergie			
Consommation d'énergie par habitant/PIB	II.9/III.20	s/o	M
Consommation moyenne d'énergie par produit unitaire	s/o	s/o	M
Production électrique par habitant	II.9/III.20	s/o	M
Proportion de sources d'énergie renouvelables dans la production totale d'énergie primaire (%)	IV.38 (f)	s/o	E/M
Occupation des sols et biodiversité			
Déforestation annuelle des sols (ha)	IV.45	(7.1 Forêts)	E/M
Occupation des sols par catégorie (%)	III.21/X.132	(7.1 Forêts)	E/M
Terres touchées par la dégradation et la désertification (%)	IV.41	s/o	E
Nombre d'espèces menacées et disparues	V.44	7.6	E
Conservation des terres (en pourcentage du territoire total)	V.44	7.5	E/M
Déchets et pollution			
Production moyenne de déchets solides par produit unitaire	(III.22)	s/o	E/M
Recyclage et réutilisation des déchets (%)	III.22	s/o	M
Production de déchets généraux par habitant et par an (tonnes)	III.22	s/o	E/M
Production de déchets dangereux par secteur et par an (tonnes)	III.23	s/o	M
Émissions de CO ₂ /gaz à effet de serre par PIB/par personne	IV.38	7.2	E/M
Concentration de polluants atmosphériques de référence en zone urbaine	IV.39	s/o	E/M
Qualité de l'eau douce et des sources d'eau potable	IV.25, VIII.66	s/o	E
Contexte socioéconomique			
Croissance du PIB par an (%)/par personne	III.15	1.4 (Croissance du PIB par employé)	C
PIB par secteur d'activité (% PIB)/PIB Agriculture (% PIB)	s/o	s/o	C/M
Part des investissements dans le PIB	s/o	s/o	C
Importations/exportations par groupe de produits (tonnes et USD)	V.47	s/o	M
Taux de chômage (%)	II.7(e)/10(b)/11(c)	1.5 (Coefficient emploi/population)	C
Coefficient de Gini	V.47	1.2 (Taux d'écart de la pauvreté)	E
Population au niveau de pauvreté (%)	II.7(a)	1.1	E/C
Croissance démographique	s/o	s/o	C/ M
Taux d'alphabétisation (%)	X.123	2.3	E/M
Population ayant accès à de l'eau salubre (%)	IV.25 (a)	7.7	E
Population ayant accès à des installations d'assainissement (%)	IV.25 (a)	7.8	E
Population ayant accès à un système de santé (%)	VI.54	s/o	E
Kilocalories consommées par jour et par adulte (sécurité alimentaire)	IV.40 (a)	1.9	E
Coefficients de logement formel/informel (%)	II.11 (b)	7.9	E
Nombre de professionnels participant à des formations, ateliers et séminaires en cours d'emploi sur l'aménagement et la construction durables	s/o	s/o	M
Contribution des PME au PIB/Emploi (%)	IV.43 (e)	(1.7 Compte propre)	E/M
Nombre d'enfants au travail	(II.7 (g))	s/o	E
Contexte institutionnel			
Nombre d'établissements certifiés ISO 14001	III.18(a)	s/o	E
Programmes scolaires évoquant le concept de consommation durable	X.124	s/o	M
Variation des dépenses en recherche et développement en pourcentage du PIB (%)	e.g. III.20(k)/28/33(a)/37(c)/40(g)/42(f)/44(q)	s/o	M
Total des investissements en protection de l'environnement en pourcentage du PIB (%)	s/o	s/o	M
Autres			
Changement de l'accès aux transports publics (%)	III.21 (a)	s/o	E/M
Superficie des terres utilisées pour les infrastructures de transport routier	III.21	s/o	E
Nombre de lignes téléphoniques principales pour 1 000 habitants	V.52	8.14	E
Nombre d'abonnés à Internet pour 1 000 habitants	V.52	6.16	E/M

5. Conseils d'utilisation du cadre des indicateurs de CPD

“ De toute évidence, il est nécessaire de développer et élargir encore l'ensemble des indicateurs disponibles rendant compte des dimensions écologique, sociale, économique et internationale des modes de consommation et de production que les pays peuvent choisir en fonction de leurs besoins et adapter pour créer leurs propres ensembles d'indicateurs. En effet, au cours de la Troisième Réunion Internationale d'Experts de la CPD, qui s'est tenue à Stockholm du 26 au 29 juin 2007, il a été admis qu'il n'est pas nécessaire de disposer d'indicateurs de CPD harmonisés (ou d'un ensemble d'indicateurs de CPD mondiaux), compte tenu de la différence de besoins et de situations entre les pays développés et les pays en développement. ” (PNUE)^{XLIX}

Le Guide pour le développement des programmes nationaux de CPD, récemment publié par le PNUE, propose une approche structurée du développement et de la mise en œuvre de programmes nationaux de CPD, dont un élément essentiel consiste notamment à développer des indicateurs de CPD. Il est vivement recommandé – mais pas indispensable – de lire les conseils suivants sur l'utilisation du cadre d'indicateurs en parallèle avec le Guide du PNUE, qui fournit un cadre global utile pour la compréhension du rôle des indicateurs de CPD.

Par rapport au Guide du PNUE, le processus de développement d'indicateurs de CPD correspond à l'Étape 5 (“Définir des objectifs et fixer des cibles”) de l'approche structurée en dix étapes proposée pour les programmes nationaux de CPD. Selon le Guide du PNUE, à cette étape du processus, les responsables politiques ont déjà:

- 1 mis en place un groupe consultatif multipartite;**
- 2 réalisé un exercice d'inventaire;**
- 3 défini le cadre institutionnel;**
- 4 identifié et sélectionné des domaines prioritaires.**

L'Étape 5 vise principalement à définir des objectifs et des cibles, et à identifier des indicateurs de progrès adaptés au regard de ces objectifs et cibles.

La dernière partie de ce Cadre d'orientation propose une approche de développement et d'utilisation des indicateurs pertinents pour la CPD. Cette approche d'utilisation du Cadre d'indicateurs se fonde sur les grandes hypothèses suivantes:

- Afin d'éviter de succomber au contentement de soi, pour que les indicateurs (et le programme national de CPD lui-même) réussissent à déboucher sur des “changements fondamentaux

dans la manière dont les sociétés produisent et consomment^{LI}, les responsables politiques doivent absolument se positionner dans un contexte le plus large possible, et se rappeler notamment qu'il est nécessaire de conserver un stock critique de capital naturel. Il est aussi important de développer des indicateurs qui soient des moteurs du changement – ou qui influencent la prise de décision – du niveau de l'État jusqu'à chaque producteur et consommateur. La “boussole des indicateurs” qui est proposée vise à fournir des conseils sur ces deux questions.

- Comme il a été souligné lors de la Troisième réunion internationale d'experts sur la CPD, il faut savoir qu'il n'existe pas un ensemble unique d'indicateurs universels susceptible de s'appliquer de manière identique à tous les pays, mais qu'il faut adapter les indicateurs aux différents besoins et intérêts de chaque pays.
- Pour cela, il est important que les responsables politiques et les parties prenantes connaissent bien l'ensemble des thèmes identifiés, qu'ils aient déterminé la pertinence de ces thèmes par rapport à leur pays ou leur région, et qu'ils aient étudié en profondeur la nature des différents types d'indicateurs par rapport au but recherché.

En fournissant aux responsables politiques des conseils qui s'adaptent aux différents contextes dans lesquels ils agissent, l'approche proposée ici doit les inciter à réfléchir à une série de questions, dont les réponses les aideront à déterminer la direction à prendre pour appliquer efficacement le cadre d'indicateurs. Dans le même esprit que les quatre phases utilisées dans le Guide du PNUE pour décrire l'approche en dix étapes pour le développement de programmes nationaux de CPD, les questions et les conseils ont été structurés de la manière suivante:

- **Planifier:** Définir le contexte des indicateurs de CPD;
- **Développer:** Identifier les indicateurs et le cadre des indicateurs;
- **Mettre en œuvre:** Mettre en œuvre le cadre de la CPD;
- **Suivre:** Évaluer l'efficacité des indicateurs.

Les conseils donnés ci-dessous pour chacune des quatre phases s'inspirent et se basent sur les recommandations du Guide pour le développement des programmes nationaux de CPD publié par le PNUE.

5.1. Planifier: Définir le contexte

La première étape vers l'utilisation du Cadre de la CPD consiste à définir le contexte dans lequel les indicateurs doivent être utilisés et appliqués. Cela implique de tenir compte des buts et objectifs principaux des indicateurs, de définir l'utilisateur final ciblé, et d'évaluer la nature des ressources existantes.

Pour réfléchir à ces questions, les responsables politiques ont tout intérêt à se poser les questions suivantes:

- **Quels sont la portée et le but fondamentaux des indicateurs?**
 - Avons-nous une idée claire des buts et objectifs principaux de ces indicateurs?
 - Quels cadres politiques existants peuvent nous guider dans la conception de ces indicateurs?
 - La portée thématique des indicateurs est-elle clairement définie?
- **Qui sont les utilisateurs finaux ciblés?**
 - Savons-nous clairement qui sont les utilisateurs finaux ciblés par les indicateurs (par ex. les responsables politiques, les hommes politiques et/ou les consommateurs)?
 - Qui doit tenir compte de ces informations? Dans quel but?
 - Quelle est l'importance du groupe d'utilisateurs et du but final ciblés dans la conception des indicateurs?
- **Où ces indicateurs seront-ils appliqués?**
 - Le périmètre géographique du cadre d'indicateurs est-il clairement défini?
 - S'agit-il de dresser le bilan de la situation au niveau national,

Encadré 3:

Obstacles courants à l'utilisation des indicateurs de CPD

Au moment de la conception d'un cadre d'indicateurs destiné à encourager l'adoption de pratiques de production et de consommation durables dans les pays en développement, il est important de prévoir les obstacles institutionnels, techniques et politiques suivants, fréquemment observés, qui empêchent d'utiliser de manière efficace les indicateurs de durabilité en général, et les indicateurs de CPD en particulier. Une estimation de ces obstacles éventuels – et l'identification des moyens susceptibles d'y remédier – doit être réalisée dans le cadre de l'exercice d'inventaire structuré qui évalue le contexte des indicateurs de CPD.

Obstacles institutionnels

- Obstacles institutionnels généraux – moyens, personnel et équipements limités;
- Unités de communication des données – difficultés pour rassembler et comparer les jeux de données;
- Gestion des données – absence de systèmes centraux de rassemblement des données;
- Pertinence – le manque de pertinence de certaines questions pour certains pays donne lieu à des jeux de données mondiaux incomplets.

Obstacles techniques

- Différences de définition – définitions vagues, et définitions différentes selon les pays, susceptibles de déboucher sur des erreurs d'interprétation;
- Couverture des réseaux de suivi – l'absence de réseaux de suivi se traduit par des vides dans les séries chronologiques de données;
- Périodes de rapport différentes – difficulté à comparer les séries chronologiques collectées par les pays;
- Comblent des vides – l'utilisation de diverses estimations à la place de données réelles peut déboucher sur des erreurs d'interprétation;
- Difficultés conceptuelles et techniques pour les mesures – certains aspects du développement durable sont difficiles à suivre sur des zones géographiques étendues, ou bien il est difficile de déterminer la relation de cause à effet;
- Différences dans les méthodes de mesure – sans une analyse détaillée des méthodes de collecte et de mesure des données, des données incompatibles risquent d'être rassemblées dans le même jeu de données agrégées.

Obstacles politiques

- En général, les questions environnementales ne figurent pas en tête des priorités des

gouvernements, particulièrement dans les pays en développement, où il existe des problèmes sociaux plus criants;

- Par ailleurs, les questions relatives à l'environnement et à la durabilité exigent généralement (mais pas toujours) des investissements à long terme, parfois avec des coûts à court terme dont les avantages ne sont pas perçus immédiatement;
- Ces obstacles, liés au manque de priorité et de volonté politique, se traduisent souvent par l'attribution de budgets limités pour le suivi, le bilan et les actions relatifs aux questions sociales et environnementales à plus long terme;
- Par conséquent, le manque de données facilement disponibles gêne la prise de conscience du public, ce qui freine l'opinion publique et donc la volonté politique d'agir.

Le cadre des indicateurs devrait être développé de telle sorte que, dans la mesure du possible, la conception du cadre et la sélection des indicateurs tiennent suffisamment compte de ces obstacles. À cet égard, une contrainte essentielle consiste à s'assurer que les indicateurs sont sélectionnés par rapport à un ensemble de critères de sélection fondamentaux (voir Section 3.5).

local ou régional?

- Est-il nécessaire de prévoir les effets indirects en rapport avec le commerce international et, le cas échéant, de quelle manière?
- **Quand (selon quel calendrier) sont-ils applicables?**
 - Quels sont les calendriers pour le suivi et le bilan des indicateurs?
 - Des dates de référence adaptées ont-elles été définies? Sont-elles cohérentes avec tous les indicateurs?
- **Comment doivent-ils être appliqués?**
 - Sur quelles ressources existantes doit-on se baser pour avoir accès à des données?
 - Quels partenariats rendront la tâche plus facile?
 - Serait-il raisonnable de mettre en place un programme pilote?

Il faut réfléchir à ces questions dans le cadre d'un exercice d'inventaire formel, qui idéalement prévoit un processus multipartite (dont, par

exemple, l'éventuelle mise en place d'un groupe consultatif multipartite). Lors de l'examen des questions ci-dessus, l'exercice d'inventaire peut comprendre, par exemple¹⁴:

- Une estimation des répercussions écologiques, économiques et sociales des modes de consommation et de production actuels dans la région ciblée, et notamment une étude attentive de la nature possible d'un stock critique de capital naturel;
- Une étude de la nature des coûts et bénéfices éventuels d'initiatives pour la CPD dans le contexte local;
- Une vue d'ensemble des politiques et des stratégies récentes relatives à la CPD achevées ou en cours, particulièrement celles qui se situent au niveau international/régional et celles qui sont comprises dans des politiques et des stratégies nationales existantes, afin d'assurer une synergie entre ces initiatives et les indicateurs proposés;
- L'identification des éventuelles parties prenantes à impliquer dans le

Encadré 4: Critères de sélection des indicateurs de CPD

L'identification d'indicateurs pertinents doit être réalisée dans le cadre d'un processus de sélection attentif assurant que les indicateurs sont choisis par rapport à des critères propres au contexte. Comme il est indiqué dans la Section 3.5, les Principes de Bellagio, le DAES et l'ensemble d'indicateurs proposé pour les pays membres de l'AEE fournissent des conseils utiles sur les critères à appliquer pour le choix des indicateurs.

Lors de l'identification d'indicateurs appropriés pour les pays en développement, il est recommandé aux responsables politiques de tenir compte des critères suivants, proposés par le CTE/GRDL¹⁵:

Critères de filtrage collectifs – aidant à la sélection de tout l'ensemble d'indicateurs

Il est recommandé que les indicateurs choisis pour un pays ou une région déterminés soient:

- En nombre limité, mais couvrent la totalité des questions relatives à la CPD;
- En rapport direct avec le contexte national de la politique, résumant les informations nécessaires à une prise de décision efficace;
- Fondés sur des bases théoriques solides et reflétant un niveau de consensus international;
- En rapport direct avec le groupe cible choisi, dans la mesure où différents groupes peuvent avoir des besoins et des usages différents pour les informations données par les indicateurs;
- Composés d'indicateurs d'intensité/efficacité

(par ex., éco-efficacité, intensité d'énergie, productivité des ressources) et d'indicateurs absolus (par ex., énergie totale et utilisation des ressources);

- Mutuellement compatibles, non contradictoires et non redondants;
- Basés sur des échelles spatiales et temporelles adaptées.

Critères de filtrage individuels – aidant à la sélection de chaque indicateur

Au niveau individuel, il est recommandé que chaque indicateur soit¹⁶:

- Compréhensible – l'indicateur doit être clair, simple et sans ambiguïté. Moins il demande d'interprétation, plus il est efficace;
- Pertinent – il doit contribuer à la vision de la CPD, comme expliqué précédemment dans ce cadre d'orientation;
- Représentable sous forme graphique – il doit être possible de représenter graphiquement l'indicateur, et toute tendance associée;
- Facile à interpréter – il faut savoir clairement dans quelle direction l'indicateur doit évoluer pour indiquer des modes de production et de consommation plus durables;
- Pertinent dans la plupart des pays en développement – il doit être suffisamment général pour s'appliquer à la plupart des pays en développement, mais doit aussi tenir compte des besoins particuliers de ceux-ci par rapport aux pays industrialisés;

- Facile à surveiller – il doit être basé sur des données aisément disponibles dans la plupart des pays en développement ou qui peuvent être mises à disposition pour un rapport coût-bénéfice raisonnable et de manière régulière dans le cadre temporel d'un cycle politique adapté (c'est-à-dire mis à jour chaque année et au maximum tous les quatre ans);
- Fiable et cohérent – les méthodologies de collecte et d'analyse des données associées à l'indicateur doivent être cohérentes d'un pays à l'autre et au moins cohérentes pour un pays donné, d'une année sur l'autre;
- Représentatif – l'indicateur doit être choisi pour représenter les tendances de CPD actuelles au sein d'un secteur ou d'un groupe final de consommation donné.

Bien entendu, il faut savoir que tous les indicateurs ne pourront pas toujours répondre à tous les critères ci-dessus. Ce sera particulièrement le cas dans les pays en développement, dans lesquels les obstacles techniques, institutionnels et politiques sont le plus marqués. Toutefois, plutôt que d'adapter des indicateurs pour qu'ils répondent à tous ces critères, nous suggérons de ne pas hésiter à inclure certains critères ambitieux dans l'espoir que certaines contraintes existantes pourront être levées.

processus contribuant à identifier les indicateurs;

- L'identification et l'examen de domaines prioritaires/à surveiller et de réponses politiques possibles; et
- Une estimation des conditions favorables nécessaires – et des contraintes éventuelles – au développement d'indicateurs de CPD efficaces (voir par exemple l'Encadré 4)¹⁴.

Cette estimation structurée du contexte de la CPD constitue une base importante pour aider à l'identification des indicateurs.

5.2. Développer: Identifier les indicateurs et le cadre d'indicateurs

La deuxième phase du processus porte sur le développement et l'identification des indicateurs de CPD et du cadre d'indicateurs choisi. Cette phase ne peut se faire sans une bonne compréhension de la vision et de la raison d'être des indicateurs, basées sur un accord clair au sujet des priorités politiques et de la direction souhaitée pour le développement.

Afin d'indiquer clairement quelle évolution les indicateurs de CPD doivent montrer, le Cadre d'orientation a proposé une "Boussole des indicateurs de CPD" qui vise à servir de base à une meilleure compréhension conceptuelle des implications pratiques de la CPD, et de la nature de l'évolution nécessaire à la promotion de la CPD.

Sachant que le choix final des indicateurs sera déterminé par le contexte politique local (tel qu'il a été estimé au cours de la Phase 1 ci-dessus), il semble que les questions suivantes seront utiles pour le développement et l'identification des indicateurs de CPD et du cadre d'indicateurs:

- **Portée et vision**
 - Quels objectifs de CPD faut-il viser pour se diriger vers une société plus durable?
 - Est-ce que cette question bénéficie d'une bonne appréciation des éventuelles répercussions profondes d'une consommation et d'une production durables?
 - Sur quoi se concentre le programme de CPD? S'agit-il de l'objectif le plus adapté?
 - Tenir compte du cadre conceptuel présenté dans la Section 2, et résumé dans la Figure 2.
- **Identification des indicateurs**
 - Quel(s) indicateur(s) permettront une meilleure compréhension de la portée et de la vision?
 - Quel(s) indicateur(s) aideront à suivre les progrès vers la réalisation de cette vision?
 - Est-ce que l'ensemble des indicateurs dans sa totalité est conforme aux critères de filtrage collectifs? (voir Encadré .5)
 - Est-ce que l'indicateur est conforme aux critères de filtrage individuels? (voir Encadré 5)
 - Tenir compte des exemples d'indicateurs possibles donnés dans les Tableaux 1 et 2.

• Le Cadre des indicateurs de CPD

- Quel cadre d'organisation des indicateurs est le plus efficace pour la communication et la gestion des jeux d'indicateurs?
- Tenir compte des conseils du Tableau 3 et des quatre grandes options de cadre présentées à la Section 3.2.

Cette deuxième phase du processus permet avant tout de disposer d'un ensemble d'indicateurs de CPD clairement défini, et d'un cadre utile destiné à faciliter l'interprétation et l'analyse de ces indicateurs. La Boussole des indicateurs présentée dans le Tableau 1 est destinée à donner aux responsables politiques une base utile pour le développement de leurs propres indicateurs. Elle ne vise pas à être adoptée telle quelle, mais doit être adaptée au contexte local.

5.3. Mettre en œuvre: Mettre en œuvre le cadre d'indicateurs

La phase de mise en œuvre du cadre d'indicateurs de CPD implique de nombreuses actions destinées à assurer que les indicateurs sont appliqués et utilisés avec efficacité. Ces actions consistent à identifier les obstacles éventuels et à leur trouver des solutions, identifier les opportunités de provoquer un plus grand "effet de levier", et s'assurer que les indicateurs bénéficieront d'une communication et d'un bilan efficaces.

• Identification des principaux obstacles et solutions:

- Quels obstacles gênent l'éventuelle mise en œuvre du cadre? (Voir Encadré 4)
- Quelles sont les implications de ces obstacles pour les indicateurs identifiés?
- Quelles actions peuvent permettre de surmonter ces obstacles?
- Quelle est la différence entre notre "idéal" et la réalité actuelle?
- Quand devons-nous étudier cette différence? Pouvons-nous mettre en place et respecter un mécanisme?
- Comment inciter les producteurs/consommateurs à atteindre cet objectif?

• Identifier les opportunités de provoquer un plus grand "effet de levier":

- Quelles données connexes sont déjà collectées?
- Comment intégrer ces données et utiliser les liens?

• Communication et bilan:

- Comment faire connaître les indicateurs identifiés?
- Comment transformer ces données en informations?
- Comment présenter les indicateurs de manière narrative?

La mise en œuvre efficace du cadre d'indicateurs dépend de l'existence d'une structure institutionnelle adaptée et de l'accès à des ressources humaines, techniques et financières suffisantes. Alors que la nature de la structure institutionnelle la plus adaptée dépendra des buts et des objectifs du cadre d'indicateurs, ainsi que du contexte politique et social

Tableau 3:
Analyse thématique des indicateurs de CPD:
exemples pour les pays en développement

Le tableau suivant présente un cadre possible d'organisation et d'analyse thématiques des indicateurs de CPD, et montre comment des indicateurs possibles peuvent se rattacher à la Boussole des indicateurs de CPD proposée et aux types d'indicateur (force motrice, état ou réponse). Le tableau comprend aussi quelques exemples de cibles et d'unités de mesure possibles.

Thème	Secteurs prioritaires	Objectif	Cible (exemples)	Perspective de la Boussole de la CPD	Type d'indicateur (FER)	Exemple d'indicateur
Déchets et pollution	Industriel –déchets solides	Réduire les déchets industriels à l'enfouissement	15% d'ici 2010	Efficacité	Force motrice	Déchets solides/produit unitaire; déchets solides/CA
Consommation de matériaux et utilisation des ressources	Industriel – utilisation de l'eau	Réduire la demande en eau	Réduction de 5% d'ici 2020	Efficacité	Force motrice	Utilisation de l'eau / produit unitaire
Utilisation de l'énergie	Consommation nationale	Réduire la consommation nationale d'énergie	Réduction de 10% d'ici 2012	Efficacité	Force motrice	Consommation d'énergie nationale par habitant
	Énergie renouvelable	Augmenter la part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement en énergie	4% d'énergies renouvelables d'ici 2015	Stock critique (énergies non-renouvelables)	Réponse	Investissement en énergies renouvelables en % de l'investissement total en énergies
Utilisation des terres et biodiversité	Zone forestière	Réduire les taux de déforestation	Réduction de 80% d'ici 2008	Stock critique (biocapacité)	Force motrice	Déforestation annuelle nette
	Fertilité des sols	Augmenter l'utilisation des méthodes de culture biologique	Augmentation de 15% d'ici 2009	Stock critique (biocapacité)	Force motrice	Utilisation des terres pour la culture biologique en % des terres agricoles totales
Transport et communication	Transports	Augmenter le % de population ayant accès aux réseaux de transports publics	60% ayant accès d'ici 2010	Connectivité	Force motrice	Population ayant accès aux transports publics
	Communication	Augmenter le % de population ayant accès à Internet	30% d'ici 2010	Connectivité	État	Nombre d'abonnés à Internet
Socio-économique	Emploi	Réduire le taux de chômage	Réduction de 50% d'ici 2008	Connectivité	Force motrice	Création d'emplois/ croissance du PIB
	Investissements sociaux	Augmenter les taux d'investissements sociaux	Invest. social des entreprises moyen à 2% des bénéficiaires après impôts	Connectivité	Réponse	Investissements sociaux/ environnementaux en % du bénéfice
Institutionnel	Qualité de l'air	Réduire le smog	Aucun dépassement	Efficacité	Force motrice	Nombre de dépassements des conditions de pollution atmosphérique autorisées
	Encouragement de l'innovation	Augmenter les moyens de la recherche sur la durabilité	Augmentation de 10% par rapport à l'année précédente	Efficacité/Connectivité	Réponse	Dépenses totales en recherche consacrée à la durabilité

Cible principale (État/ Producteurs/Consommateurs)	Unité 2	Direction	Existe-t-il une référence?
Producteurs	Tonne	↓	Oui/Non
Producteurs	Kilolitre	↓	Oui/Non
Consommateurs	KWh	↓	Oui/Non
État/Producteurs	%	↑	Oui/Non
Producteurs	Ha	↓	Oui/Non
Producteurs	Ha	↑	Oui/Non
Consommateurs	%	↑	Oui/Non
Consommateurs		↑	Oui/Non
Producteurs	Nombre d'emplois par augmentation de chaque unité du PIB	↑	Oui/Non
Producteurs	%	↑	Oui/Non
Producteurs	Nombre	↓	Oui/Non
État/Producteurs	Devise locale/USD	↑	Oui/Non

local, il est généralement conseillé de chercher à établir une approche basée sur le partenariat et impliquant la participation du gouvernement, du monde des affaires et des organisations de la société civile.

5.4. Suivre: Évaluer l'efficacité des indicateurs

La phase finale vise à favoriser une amélioration continue du cadre d'indicateurs et du choix des indicateurs, au moyen d'un processus régulier de suivi et d'évaluation. Le suivi et l'évaluation de l'impact et de l'efficacité du cadre d'indicateurs représentent une étape essentielle: elle encourage la responsabilisation des parties impliquées et donne une indication sur les résultats et la valeur des indicateurs identifiés.

Parmi les questions que l'on peut se poser pendant le suivi et de l'évaluation des indicateurs et du cadre d'indicateurs, citons:

- Les objectifs sous-jacents du cadre d'indicateurs ont-ils été abordés?
- Le cadre d'indicateurs fournit-il une estimation significative des progrès en cours?
- Les progrès sont-ils suivis sur une plage suffisamment large de la boussole des indicateurs?
- Les producteurs et les consommateurs sont-ils suffisamment impliqués dans le processus?

La nature du programme de suivi et d'évaluation sera fonction de la portée et des objectifs du cadre d'indicateurs, ainsi que du contexte local dans lequel les indicateurs sont appliqués. Donner des conseils détaillés sur la portée d'un programme de suivi et d'évaluation des indicateurs de CPD n'entre pas dans les attributions du présent document d'orientation. On trouvera plusieurs options – et des indications plus précises – concernant les programmes de suivi et d'évaluation de la CPD dans le Guide pour le développement des programmes nationaux de CPD publié par le PNUE.

Dans de nombreux cas, on trouvera des programmes de suivi et d'évaluation existants qui se rapportent à différents aspects des politiques relatives à la CPD et qui relèvent des indicateurs de CPD. Il faudra procéder par étapes afin de s'inspirer des programmes existants et assurer une bonne synergie avec ceux-ci.

6. Conclusion

L'objectif sous-jacent de ce Cadre d'orientation est d'aider les instances décisionnelles à identifier les indicateurs de CPD qui sont spécifiquement adaptés aux besoins d'information et aux priorités de durabilité de leurs pays ou régions respectifs, et à donner des conseils généraux sur le processus de développement et d'utilisation des indicateurs de CPD. En plus d'encourager et de favoriser le bilan des progrès, le présent document vise principalement à contribuer à une meilleure compréhension de la signification de la CPD dans la pratique, dans le contexte des pays en développement.

L'ensemble d'indicateurs proposé ici est présenté uniquement à titre d'exemple, dans le but d'encourager le dialogue et le débat en interne sur l'identification d'indicateurs pertinents au niveau local. Il faut en outre les examiner en termes d'ambiguïté/clarté, de mesurabilité, de capacité à être acceptés par les gouvernements comme éléments constitutifs des décisions politiques relatives aux priorités des pays, et envisager toute autre limitation éventuelle. Enfin, nous espérons que le présent document sera utilisé comme un outil de développement d'une politique qui reconnaît le besoin de "changements fondamentaux dans la manière dont les sociétés produisent et consomment"¹⁴ et y répond.

Annexe 1

Indicateurs de CPD existants dans les pays en développement

Cette Annexe récapitule les résultats d'une étude approfondie des indicateurs de CPD dans vingt pays en développement, réalisée dans le but de servir de base au développement du Cadre d'orientation des indicateurs de CPD (le présent document), en apportant une perspective "participative" sur les indicateurs de CPD existants dans des pays en développement. Les principaux résultats de cette étude sont présentés dans le Tableau 2 – Exemples d'Indicateurs de CPD existants (voir page 20).

En plus d'inciter vivement les responsables politiques à identifier les indicateurs de CPD pertinents au niveau local, l'étude cherche aussi à montrer que les pays peuvent disposer et utiliser des indicateurs de CPD, même sans stratégie de CPD spécifique. L'étude vise par ailleurs à encourager les pays en développement qui aimeraient introduire une réflexion axée sur la CPD dans leurs ensembles d'indicateurs, nouveaux ou révisés (que ces ensembles d'indicateurs soient spécifiques ou non à la CPD).

Périmètre de l'étude des pays en développement

Les vingt pays en développement suivants ont été sélectionnés dans le cadre de l'étude. Ils sont de tailles différentes, ont atteint des niveaux de développement économique différents, et représentent toutes les régions comprenant des pays en développement, y compris des petits états insulaires en développement:

- **Afrique:** Afrique du Sud, Égypte, Éthiopie, Maurice, République unie de Tanzanie, et Sénégal;
- **Amérique Latine et les Caraïbes:** Brésil, Chili, Colombie, Cuba et Jamaïque;
- **Asie-Pacifique:** Chine, Indonésie, Malaisie, Papouasie-Nouvelle Guinée et Thaïlande;
- **Asie occidentale et centrale:** Jordanie, Liban, Kazakhstan et Yémen.

L'étude porte sur des pays dans lesquels le PNUE pilote le développement de stratégies de CPD, sur des pays où celui-ci est déjà avancé ou sur des pays qui en sont encore au tout début. Parmi les pays pris en compte, le Brésil a mis en place un ensemble d'indicateurs de CPD particulier, et trois autres pays ont l'intention de lui emboîter le pas (Sénégal, République unie de Tanzanie et Thaïlande). Les indicateurs de développement durable (IDD) sont les plus fréquents, et trois pays disposent d'un ensemble d'indicateurs défini (Brésil, Chili et Afrique du Sud), tandis que sept autres sont en train d'élaborer de tels indicateurs (Égypte, Maurice, Chine, Malaisie, Kazakhstan, Colombie et Jamaïque). Sept des pays étudiés n'ont pas développé d'ensembles spécifiques d'indicateurs de CPD ou de DD. Toutefois, il n'est pas essentiel que les pays élaborent des ensembles spécifiques d'indicateurs de CPD ou de DD, puisque les indicateurs de CPD ou de DD peuvent aussi être incorporés dans d'autres cadres pertinents.

Si les priorités en matière de CPD de certaines économies émergentes connaissant une industrialisation rapide (comme la Chine et les pays d'Asie du Sud-Est) peuvent différer des priorités des économies de "la base de la pyramide" (comme c'est le cas pour de nombreux pays africains), cette vue d'ensemble regroupe néanmoins tous ces pays sous l'étiquette "pays en développement", dans la mesure où leurs priorités en termes de CPD ont généralement plus de points communs entre elles qu'avec celles des pays développés.

Même si tous les pays ne disposent pas d'un ensemble spécifique d'indicateurs de DD ou de CPD, il a néanmoins été possible d'identifier un grand nombre d'indicateurs de CPD pour chaque pays. La principale difficulté a consisté à sélectionner les indicateurs qui sont directement pertinents pour la CPD, recouvrent un large éventail de thèmes, se concentrent sur les priorités des pays en développement et sont, ou peuvent être, mesurables.

Critères de sélection des indicateurs

Comme l'indique l'Encadré 4 (page 24), l'identification d'un ensemble d'indicateurs doit se fonder sur l'utilisation d'un ensemble de critères de sélection. Le choix des indicateurs pour chaque pays s'est inspiré des Principes de Bellagio, adaptés par la Commission des Nations Unies sur le Développement durable:

- (i) niveau national;
- (ii) pertinents pour mesurer les progrès;
- (iii) simples, clairs et sans ambiguïté;
- (iv) réalistes compte tenu des capacités des gouvernements nationaux;*
- (v) reposant sur une bonne base conceptuelle;
- (vi) en nombre limité, mais permettant une couverture large;
- (vii) représentant un consensus international;
- (viii) basés sur des données facilement accessibles ou pouvant être mises à disposition pour un coût raisonnable;*

(ix) de qualité reconnue et mis régulièrement à jour.*

* Si la majorité de ces critères ont été appliqués pour le choix d'indicateurs spécifiques selon les pays dans la présente vue d'ensemble, les critères (iv), (viii) et (ix) ont été appliqués de manière moins stricte compte tenu des réalités pratiques dans les pays en développement.

Les indicateurs présentés dans les listes de pays jointes en annexe ont été choisis à l'aide des critères de sélection d'indicateurs énumérés ci-dessus, parmi un grand nombre d'indicateurs trouvés dans divers stratégies et cadres nationaux. Les indicateurs choisis ne couvrent pas nécessairement tous les indicateurs de CPD possibles pour les pays en question, mais ils constituent plutôt une sélection ciblée d'indicateurs ayant une vocation d'illustration et de conseil. Les indicateurs qui ont été sélectionnés comme indicateurs fondamentaux (voir Tableau 1) ont été introduits dans les listes de pays dans le but d'indiquer quels pays comptent déjà certains indicateurs fondamentaux dans leurs stratégies et leurs systèmes de suivi (souvent extraits d'études statistiques).

Thèmes des indicateurs

Dans le cadre de la présente étude, les ensembles d'indicateurs de chaque pays choisi ont été divisés en trois grands thèmes couvrant les trois piliers principaux de la durabilité, le pilier de l'environnement étant lui-même divisé en quatre thèmes supplémentaires. Ces thèmes ont été identifiés grâce à une étude des ensembles d'indicateurs utilisés au plan international, principalement les ensembles d'indicateurs du CDD et de l'AEE. Les thèmes principaux sont les suivants:

- **Environnement:**
 - Consommation de matériaux et utilisation des ressources;
 - Utilisation de l'énergie;
 - Utilisation des terres et biodiversité;
 - Déchets et pollution.
- **Société et économie:** comprennent des indicateurs relatifs à des questions économiques de référence, au logement, aux services de base, et à la santé – autant de sujets revêtant une importance particulière pour les pays en développement.
- **Institutions:** surveillent les structures et les mécanismes de l'ordre social régissant le comportement des individus.
- **Autres:** regroupent des indicateurs relatifs, par exemple, aux transports et aux communications.

Classification en indicateurs directs ou indirects

Pour chaque pays, les indicateurs ont ensuite été classés en indicateurs directs ou indirects. (La distinction entre "direct" et "indirect" peut être floue, et la classification peut donc être quelque peu subjective).

Les indicateurs directs sont définis comme étant ceux qui indiquent

soit un changement direct dans les modes de consommation ou de production, soit un effet direct des changements de consommation et de production.

Les indicateurs indirects sont ceux dont l'évolution n'indique pas en soi un changement dans les modes de production ou de consommation, mais que l'on peut utiliser pour fournir un contexte au changement ou pour fournir un "indice" montrant qu'un changement est en cours (mais pas nécessairement une réponse sur la cause du changement).

Différence entre les indicateurs des pays développés et des pays en développement

L'étude des indicateurs de CPD pour les pays en développement souligne l'importance des aspects socio-économiques et institutionnels en tant qu'éléments essentiels de l'efficacité des politiques et des programmes de CPD. Chacun des pays étudiés comprend un ensemble d'indicateurs socio-économiques, reflétant l'importance particulière, dans les pays en développement, de questions telles que l'emploi, la répartition du revenu ou l'accès à des services de base comme l'eau, la collecte des déchets, l'assainissement et la santé. Certains indicateurs des pays en développement reflètent aussi une originalité particulière, comme l'utilisation du nombre de corbeaux dans les zones urbaines pour pallier des pratiques de gestion des déchets insuffisantes.

Conclusion: aider à l'identification des indicateurs de CPD

Même si seuls quelques pays en développement choisis pour cette étude procèdent actuellement au suivi d'un ensemble spécifique d'indicateurs de développement durable ou de CPD, il a néanmoins été possible d'identifier de nombreux indicateurs de CPD pour tous les pays. L'une des grandes difficultés de la présente étude a consisté à sélectionner les indicateurs qui sont directement pertinents en termes de CPD, couvrent un large éventail de thèmes, se concentrent sur les priorités des pays en développement et sont, ou peuvent être, mesurables.

Lors de l'estimation de la pertinence de chacun de ces indicateurs, il est important d'évaluer certaines des difficultés et des contraintes potentielles associées à certains de ces indicateurs:

- Il faut tout d'abord se demander combien, parmi les indicateurs énumérés, sont activement suivis par les pays qui les ont inclus dans leurs stratégies ou leurs cadres.
- Certains critères du CDD pour la sélection des indicateurs n'ont pas été strictement appliqués pour la sélection des indicateurs, et un certain nombre des indicateurs sélectionnés peuvent en effet être ambitieux pour certains pays en développement.
- L'identification des indicateurs a été limitée par le fait que le

rassemblement des données pour certains pays s'est avéré problématique, les données n'étant pas toujours facilement disponibles et les tentatives de contact personnel s'étant souvent montrées infructueuses. Il est donc possible que certains indicateurs pertinents utilisés par certains pays aient été écartés.

- Par ailleurs, certains des indicateurs rassemblés pour certains pays sont tirés de jeux de données qui ne font pas nécessairement partie de stratégies ou de cadres avalisés. Ceci peut s'avérer problématique lors de la phase de mise en œuvre des indicateurs de CPD pour les pays en développement.

Malgré ces difficultés, la liste des indicateurs présentée dans le présent document est néanmoins considérée comme une base précieuse pour le volet d'analyse "participative" de la présente étude, qui fournit un ensemble d'exemples utiles et des idées pour les responsables politiques des pays en développement. Cette étude "participative" est destinée à accompagner l'analyse "directive" réalisée dans la Section 3 du présent document, et dont les implications sont présentées dans le Tableau 1 (page 20). Quand elles sont combinées, les approches directive et participative constituent les éléments essentiels du Cadre d'orientation sur les indicateurs de CPD pour les responsables politiques des pays en développement.

Ce Cadre d'orientation est destiné à aider les instances décisionnaires à identifier les indicateurs de CPD spécifiquement adaptés aux besoins d'information et aux priorités de durabilité des pays en développement, et qui peuvent être intégrés dans des cadres et des stratégies nationaux. L'ensemble d'indicateurs proposé n'est qu'une ébauche et il faudra encore réfléchir en termes d'ambiguïté/clarté, de mesurabilité, de capacité à être accepté par les gouvernements comme élément des décisions politiques relatives aux priorités des pays considérés, et à toute autre limitation.



ÉGYPTE Afrique

L'existence d'une "Commission nationale sur le développement durable", fondée par le Gouvernement, est la preuve que la question de la durabilité est prise en compte aux plus hauts niveaux politiques en Égypte, l'un des pays d'Afrique les plus développés. Il est donc surprenant, dans un tel contexte, que les activités intégrées de bilan sur la CPD et le développement durable soient encore si peu importantes. Les efforts déployés par le pays pour concevoir un ensemble d'Indicateurs de développement durable – amorcés dès 1995 – ne semblent guère avoir produit de résultats tangibles, et la documentation en libre accès sur le processus de développement demeure bien maigre. Pour l'heure, le Gouvernement égyptien n'envisage aucun programme axé sur la CPD.

Les informations et statistiques disponibles sur la CPD en Égypte semblent témoigner que les principaux indicateurs employés par le pays négligent

de nombreux aspects de la durabilité. En particulier, plusieurs thèmes environnementaux, comme l'occupation des sols, les déchets et la pollution, sont passés sous silence. De plus, sur le front socioéconomique, les indicateurs disponibles présentent plutôt une nature générale et "unidimensionnelle" (ils n'intègrent pas les questions économiques, sociales et environnementales associées dans de véritables indicateurs de durabilité). De fait, comme la documentation sur les informations et indicateurs pertinents est incomplète, l'Égypte aurait intérêt à utiliser un meilleur système de suivi que celui fondé sur les indicateurs présentés ici. Les efforts déployés par l'Égypte en matière de CPD gagneraient en efficacité avec une approche davantage intégrative et une meilleure accessibilité. Ce processus pourrait être dirigé par la Commission nationale sur le développement durable.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan de développement national égyptien	Programme de développement quinquennal.	2008 – 2012	Non disponible en ligne
Stratégie nationale de développement durable	Stratégies de durabilité dans différents domaines d'intervention.		Non disponible en ligne
Observatoire national des villes	Programme national pour la conception et l'utilisation d'indicateurs de développement durable (DD). Groupe préliminaire d'indicateurs de DD traitant, notamment, des abris, du développement socioéconomique et de l'environnement. Les indicateurs sont élaborés au niveau national et au niveau municipal.	1990/1995	Non disponible en ligne
Plan d'action national pour l'environnement (NEAP)	Introduction d'un processus de planification environnementale participatif et axé sur la demande, favorable à la CPD.	2002 – 2017	Agence des affaires environnementales: www.eeaa.gov.eg
Stratégie nationale de développement urbain pour l'Égypte	Des principes de développement durable sont intégrés à différentes stratégies et politiques urbaines et régionales.	Jusqu'en 2017	Non disponible en ligne
Stratégie et plan d'action pour une production propre dans l'industrie égyptienne	Stratégie d'incitation à l'adoption et à la mise en œuvre d'une production propre dans le secteur industriel égyptien. Contient des indicateurs de production durable (IPD).	2004	Agence des affaires environnementales: http://industry.eeaa.gov.eg/english/main/info-cleaner.asp
Autres stratégies sectorielles	Les stratégies sectorielles ayant trait à la CPD sont, entre autres : <ul style="list-style-type: none"> • Stratégie d'énergie renouvelable • Plan national des ressources en eau (NWRP) • Stratégie nationale d'intégration municipale • Stratégie et plan d'action nationaux pour la conservation de la biodiversité • Gestion des déchets solides 		
Statistiques	Indicateurs statistiques (essentiellement économiques et sociaux) à l'appui des décisions gouvernementales aux niveaux national et local.	2007	Centre d'information et d'appui à la prise de décisions (IDSC): www.idsc.gov.eg
Indicateurs de CPD		Ensemble d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matériaux et utilisation des ressources			
Consommation locale de pétrole et de produits pétrochimiques		IDSC	
Consommation moyenne d'eau par produit unitaire		CPI	•
Consommation moyenne des différentes matières par produit unitaire		CPI	
Consommation moyenne des différents types de substances dangereuses (contenant des composants dangereux) par produit unitaire		CPI	•
Capacité disponible en eau potable		IDSC	
Utilisation d'engrais par hectare de terre agricole		IDD	•
Consommation de substances menaçant l'ozone		IDD	
Utilisation de l'énergie			
Consommation moyenne d'énergie par produit unitaire en tonnes d'équivalent pétrole		CPI	•
Consommation industrielle d'énergie électrique		IDSC	
Occupation des sols et biodiversité			
Déchets et pollution			
Émissions moyennes de polluants atmosphériques par produit unitaire en fonction du type d'industrie		CPI	
Production moyenne de déchets solides par produit unitaire		CPI	•
Production moyenne de déchets dangereux par produit unitaire		CPI	
Production moyenne d'eaux usées par produit unitaire		CPI	
Contexte socioéconomique			
Produit intérieur brut (PIB) aux prix du marché (prix courants)		IDSC	•
Taux de croissance démographique		IDD	•
Valeur ajoutée de la production industrielle		IDSC	
Taux d'emploi		IDD	•
Contexte institutionnel			
Nombre d'établissements certifiés ISO 14001		IDSC	•
Pourcentage d'établissements non-conformes (production propre) par secteur industriel		CPI	
Harmonisation des subventions destinées aux apports et services avec les objectifs environnementaux		CPI	
Autres			
Revenus du transport ferroviaire de marchandises/passagers		IDSC	
Nombre de véhicules immatriculés (par catégorie de véhicule)		IDSC	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



ÉTHIOPIE Afrique

Forte de son "Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté", l'Éthiopie a formellement reconnu la question de la durabilité au niveau national. Néanmoins, le document semble axé sur le développement économique et l'atténuation de la pauvreté, peut-être au détriment de la composante environnementale de la durabilité. Cette lacune transparaît également dans l'ensemble d'indicateurs actuellement suivis en Éthiopie. En effet, les indicateurs renvoient essentiellement à des modes fondamentaux de consommation et à la production agricole, dans un pays qui demeure largement caractérisé par une économie agraire, avec une agriculture autosuffisante. Il existe un manque flagrant d'indicateurs afférents à l'occupation des sols et à la biodiversité, aux déchets et à la pollution, et tous les indicateurs sélectionnés, sauf un, sont des indicateurs indirects.

Ces dernières années, toutefois, la pression exercée par les environnementalistes s'est accentuée sur le pays: la Vision du développement écologiquement rationnel récemment adoptée s'efforce de contrôler la performance du pays aux niveaux régional et national. A priori, le programme éthiopien spécifique à la CPD devrait pouvoir être conçu en temps opportun. Étant donné la priorité conférée par l'Éthiopie au développement économique et aux affaires sociales, le récent intérêt politique porté à la durabilité environnementale pourrait fort bien s'expliquer en partie par la volonté d'attirer des capitaux étrangers via des projets environnementaux et de production propre.



© Luc Reuter

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Programme de développement durable et de réduction de la pauvreté (SDPRP)	DSRP – Inclut des indicateurs en rapport avec la pauvreté et le développement.	2002	Ministère des Finances et du Développement économique: www.mofaed.org
Rapport SDPRP 2005	Rapport intérimaire sur le programme gouvernemental. Inclut des indicateurs en rapport avec la pauvreté et le développement.	2005	Ministère des Finances et du Développement économique: www.mofaed.org
Vision du développement écologiquement rationnel	Contribution de l'EPA à la "Vision éthiopienne du développement durable"; programme national de CPD envisagé dans le cadre de la Vision du développement écologiquement rationnel. Cette Vision couvre huit grands thèmes visant à la durabilité sociale, économique et environnementale, mais n'est assortie d'aucune cible spécifique.	2008	Agence de protection de l'environnement: http://www.epa.gov.et/epa/home2.asp
Documents de stratégie et normes	Différents domaines d'intervention, cibles et indicateurs de développement.		Non disponible en ligne
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Consommation d'engrais		Rapport SDPRP 2005	•
Consommation d'énergie			
Production électrique par personne		SDPRP	•
Occupation des sols et biodiversité			
Déchets et pollution			
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance par secteur d'activité (%)		SDPRP	•
Valeur ajoutée agricole réelle par personne		SDPRP	
Coefficient de Gini		SDPRP	•
Croissance démographique (totale)		Rapport SDPRP 2005	•
Tendances du taux d'alphabétisation (%)		SDPRP	•
Accès à l'eau potable salubre (%)		SDPRP	
Accès aux services de santé (%)		Rapport SDPRP 2005	•
Kilogrammes-calories consommés par jour et par adulte		SDPRP	•
Contexte institutionnel			
Autres			
Densité des télécommunications (nombre de lignes pour 100 habitants)		SDPRP	
Croissance du trafic (%)		SDPRP	

■ Indicateur direct
 ■ Indicateur indirect



SÉNÉGAL Afrique

Le Sénégal a plusieurs politiques nationales en place, axées sur le développement et la durabilité. Le Gouvernement a également approuvé un Plan d'action national de CPD en 2006. Cependant, l'ensemble complémentaire d'indicateurs requis pour évaluer l'avancement n'a pas encore été mis au point. Ce document s'appuie donc principalement sur les indicateurs utilisés pour documenter le DSRP du Sénégal. Il en résulte néanmoins un vaste groupe d'indicateurs ayant trait aux principaux

thèmes afférents à la CPD.

Le système d'information du Sénégal peut donc être considéré comme déjà bien avancé. La seule chose qui manque est une approche formalisée, lacune qui transparait également dans la rareté des documents de CPD disponibles en ligne. La nature des indicateurs dénote l'importance de l'agriculture dans l'économie sénégalaise, puisqu'il s'agit du seul secteur d'activité qui soit suivi séparément.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Document de stratégie pour la croissance et la réduction de la pauvreté (DSRP II)	Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté. Inclut des indicateurs.	2006	Banque mondiale: http://www.worldbank.org/
Plan d'action national relatif aux objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)	Analyse de différents secteurs concernés par l'environnement et proposition d'un Plan d'action et d'investissement jusqu'en 2015 en appui au développement écologiquement durable. Contient des indicateurs.	2004 – 2015	
Document de stratégie de CPD avec une perspective DSRP (opérationnalisation des objectifs de production et de consommation durables à travers la mise en œuvre du DSRP)	Inclut plusieurs indicateurs liés à la CPD.	2007	
Stratégie Nationale Initiale de Mise en Oeuvre (SNMO) de la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)	IStratégie initiale de mise en œuvre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.	1999	Ministère de l'Environnement et de la Protection de la nature : www.environnement.gouv.sn/
Plan d'action national décennal sur les modes de production et de consommation durables au Sénégal 2006	Promotion d'un cadre institutionnel favorable à une gestion améliorée de l'environnement et promotion de la CPD pour la préservation des ressources naturelles: approche multisectorielle. Inclut une surveillance et un groupe d'indicateurs libres.	2006	
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Consommation de pesticides, biens de consommation (tonnes)		Plan d'action national CPD	•
Utilisation de technologies d'irrigation économes en eau (%)		Plan d'action national CPD	
Production annuelle de plantes économiquement utiles		Plan d'action national CPD	•
Consommation de produits pétroliers (tonnes)		Plan d'action national CPD	
Prises annuelles de pêche maritime (tonnes)		Plan d'action national CPD	
Consommation d'énergie			
Production électrique (GWh)		Plan d'action national CPD	•
Énergie renouvelable (%)		Plan d'action national CPD	•
Occupation des sols et biodiversité			
Déforestation annuelle des sols (ha)		Plan d'action national CPD	•
Terres victimes de désertification (ha) et terres dégradées (ha)		Plan d'action national CPD	•
Nombre d'espèces végétales et animales réapparues		OMD	
Superficie de terre placée sous protection		OMD	•
Superficie et fonctionnalité des zones marines protégées		OMS	
Superficie des terres irriguées (% de la superficie totale)		DSRP II	
Déchets et pollution			
Production de déchets ménagers par personne		Plan d'action national CPD	•
Quantité de déchets		Plan d'action national CPD	
Déchets par secteur d'activité (tonnes, litre, m ³)		Plan d'action national CPD	
Taux de recyclage des eaux usées		OMD	
Émissions de gaz à effet de serre par source – ex: énergie, agriculture, forêts, déchets (tonnes)		CCNUCC	•
Réduction des émissions atmosphériques polluantes (%)		OMD	•
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance du PIB (%)		Document de stratégie CPD	•
Taux de croissance des secteurs de la pêche, du tourisme et de l'agriculture		Plan d'action national CPD	•
Agriculture (% du PIB)		Plan d'action national CPD	•
Exportations de produits agricoles (tonnes)		DSRP II	
Taux de chômage (%)		Document de stratégie CPD	•
Taux de pauvreté (% de la population)		Document de stratégie CPD	
Foyers (ruraux/urbains) ayant accès à de l'eau potable		Plan d'action national CPD	•
Pourcentage de population rurale/urbaine ayant accès à des installations d'assainissement		DSRP II	•
Taux de consultations médicales en soins primaires		DSRP II	•
Population urbaine (% de la population totale)		Plan d'action national CPD	
Proportion de travailleurs infantiles (6 – 14 ans)		Document de stratégie CPD	•
Contexte institutionnel			
Nombre de sociétés respectant les normes environnementales		Plan d'action national CPD	
Projets de construction évalués de "haute qualité environnementale" (nombre)		Plan d'action national CPD	
Contrôle de l'impact environnemental des activités économiques		Document de stratégie CPD	
Autres			
Automobiles privées (%)		OMD	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



MAURICE Afrique

Maurice applique déjà, à l'heure actuelle, un ensemble complet d'indicateurs transversaux liés à la CPD, mais ne dispose d'aucun groupe d'indicateurs de CPD spécifiques. Les indicateurs sélectionnés émanent de l'Office central de statistique et ne sont pas nécessairement repris dans les stratégies et plans d'action nationaux. Pour l'État de l'île Maurice, le respect de l'environnement est un concept important, notamment au regard du milieu marin et de l'industrie de la pêche. Le pays dispose ainsi d'une vaste gamme d'indicateurs environnementaux, dont certains très spécifiques, comme la "Notation de l'état environnemental par chef de foyer sondé".

Témoin de l'importance de la mer dans l'économie du pays, le seul indicateur commercial lié à la CPD actuellement suivi est "Importations, exportations et balance commerciale de poissons et produits de la pêche". Bien que le résumé ci-dessus s'intéresse essentiellement aux indicateurs environnementaux, il convient de noter qu'il y a également des informations détaillées sur d'autres indicateurs socioéconomiques, couvrant les thèmes génériques de l'économie, du développement et de la pauvreté (voir le site Web de l'Office central de statistique). En coopération avec le PNUE, Maurice conçoit actuellement un programme national de CPD qui pourrait être développé sur les bases solides des cadres politiques mauriciens sur le développement et l'environnement.



© UNESCO photobank – Jasmina Sopova

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Stratégie nationale de développement (NDS)	Appui aux services améliorés d'aménagement des espaces/Aménagement du territoire. Inclut des indicateurs en rapport avec les questions de CPD (établis par le CSO).	2003	Ministère du Logement et du Territoire: www.gov.mu/portal/site/housing?content_id=2721675ffa058010VgnVCM100000ca6a12acRCRD
Livres blancs: Politique nationale de l'environnement (NEP)	Politique visant à promouvoir la gestion des écosystèmes contribuant à la croissance économique et à l'amélioration de la qualité de vie de la population. Présente NEAP2. La CPD est l'un des 17 "Domaines prioritaires d'intervention" de la NEP.	1999	Ministère de l'Environnement et du Développement national: www.gov.mu/portal/site/menvsite
	Indicateurs de développement durable: mentionnés dans les domaines prioritaires d'intervention de la NEP ("Gouvernance environnementale", chapitre 7.12).	À élaborer	S/O
Stratégie et plan d'action nationaux pour l'environnement (NEAP2)	Mise en œuvre de la NEP pour la promotion d'une croissance économique durable. Évaluation des pressions environnementales et définition d'un programme pour la mise en œuvre d'une stratégie environnementale.	2000 – 2010	Ministère de l'Environnement et du Développement national: www.gov.mu/portal/site/menvsite
Plan d'action CPD	Promotion de la CPD dans certains domaines clés (énergie, eau, construction, gestion des déchets, pratiques gouvernementales durables et éducation/communication). Développement via un processus consultatif ouvert à tous les acteurs clés. Projet de démonstration officiel du PNUE.	En cours d'élaboration (finalisation prévue en juillet 2008)	S/O
	Indicateurs de CPD: prévus dans le cadre du programme de CPD.	À élaborer	S/O
Statistiques	Office central de la statistique (CSO): Informations et rapports statistiques destinés à informer les décisions aux niveaux national et régional. Thèmes couverts, entre autres: productivité et compétitivité, environnement, production agricole et halieutique, transport routier, énergie et eau, etc.	Publications régulières (essentiellement annuelles)	CSO: www.gov.mu/portal/sites/ncb/cso/index.htm

“ Pour l'État de l'île Maurice, le respect de l'environnement est un concept important, notamment au regard du milieu marin et de l'industrie de la pêche. Le pays dispose ainsi d'une vaste gamme d'indicateurs environnementaux, dont certains très spécifiques, comme la 'Notation de l'état environnemental par chef de foyer sondé'. ”

MAURICE

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Consommation intérieure d'eau par personne, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	•
Utilisation de l'eau par source d'eau	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	
Consommation d'engrais, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	•
Consommation de substances contrôlées menaçant l'ozone par secteur, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	•
Production locale, importation et consommation de bois, de poteaux et de bois de feu, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Variation de la production de canne à sucre/thé/tabac/cultures vivrières/volaille/poisson (%)	CSO: Statistiques relatives à la production agricole et halieutique	
Prises par pêcheur-jour, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Nombre total et type de bateaux de pêche à Port-Louis, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Consommation d'énergie		
Intensité énergétique (tep par PIB 100 000 Rs.)	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	•
Énergie – Augmentation annuelle (%)	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	
Consommation d'énergie finale par personne	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	•
Bilan énergétique (offre et utilisation finale d'électricité et des différents types de combustible)	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	•
Consommation d'énergie finale par secteur et par type de combustible (unité physique), 1996 – 2005	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	•
Importations de sources d'énergie (unité d'énergie), 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Ménages particuliers consommant du bois et du charbon pour la cuisine	CSO: Statistiques environnementales	
Occupation des sols et biodiversité		
Variation des surfaces boisées (1996 et 2005)	CSO: Statistiques environnementales	•
Occupation des sols par catégorie, 1986 et 1995	CSO: Statistiques environnementales	•
Déchets et pollution		
Répartition en pourcentage des ménages particuliers par méthode d'élimination des ordures ménagères	CSO: Statistiques environnementales	
Émissions totales et élimination des gaz à effet de serre, 2001 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	•
Émissions sectorielles de dioxyde de carbone produites par des activités de combustion, 2002 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Surveillance de la qualité de l'air ambiant aux stations fixes et mobiles	CSO: Statistiques environnementales	•
Maladies respiratoires enregistrées dans les hôpitaux d'État, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Qualité de l'eau	Ministère de l'Environnement et CSO: Statistiques environnementales	•
Contexte socioéconomique		
PIB par personne (prix du marché) – Taux de croissance (% PIB)	CSO: Indicateurs de productivité et de compétitivité	•
Productivité multifactorielle – Taux de croissance (%)	CSO: Indicateurs de productivité et de compétitivité	
Importations, exportations et balance commerciale de poissons et produits de la pêche, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Croissance de l'emploi sélectionné par secteur	NDS	•
Répartition du revenu	NDS	
Croissance démographique entre deux recensements, 1851 – 2000	CSO: Statistiques environnementales	•
Ménages particuliers – Réservoirs à eau et réseaux d'égout	CSO: Statistiques relatives à l'énergie et à l'eau	
Croissance des unités d'habitation par zone urbaine/rurale	NDS	
Contexte institutionnel		
Nombre de licences EIE et PER concédées par type de projet, 2001 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	
Autres		
Véhicules automobiles immatriculés	NDS	
Notation de la situation de l'environnement par chef de foyer sondé, 2001	CSO: Statistiques environnementales	
Services téléphoniques, 1996 – 2005	CSO: Statistiques environnementales	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect





AFRIQUE DU SUD Afrique

Le développement économique et la durabilité environnementale figurent à l'ordre du jour politique de l'Afrique du Sud depuis plusieurs années. L'Afrique du Sud possède en effet un complexe arsenal d'indicateurs de CPD, grâce à ses activités d'information environnementale et à son "Cadre national pour le développement durable", doté de divers indicateurs de CPD. Néanmoins, le concept de CPD n'est pas encore pleinement établi en Afrique du Sud. Certains indicateurs traitent de questions particulièrement pertinentes ou problématiques pour la société sud-africaine, qui se caractérise par de profondes disparités en termes de revenus (ex: "Variation démographique des implantations urbaines formelles et informelles"). Ils démontrent en tous cas que les responsables des politiques de durabilité portent

une attention appropriée aux enjeux spécifiques de l'Afrique du Sud.

Le groupe relativement complet d'indicateurs disponibles traite des questions de durabilité propres à l'un des pays les plus développés de cette étude. Il est intéressant de noter que nombre de ces indicateurs sont dynamiques, en ce sens qu'ils mesurent l'évolution, et non pas la situation statique des paramètres spécifiés. Afin de bien évaluer la liste ci-dessus des indicateurs sud-africains liés à la CPD, il faut savoir que certains d'entre eux apparaissent encore très ambitieux à l'heure actuelle, avec des ressources quelque peu limitées qui n'autorisent guère l'établissement de rapports fiables sur tous les aspects étudiés (ex: "Variation de la proportion de foyers satisfaits de leur qualité de vie").

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Initiative de croissance accélérée et partagée – Afrique du Sud (ASGISA)	Promotion de la croissance économique durable aux fins de la réduction de la pauvreté.	2006	Présidence: www.thepresidency.gov.za
Cadre national pour le développement durable (NFSD) – Cadre stratégique pour le développement durable en Afrique du Sud	Stratégie nationale cohérente de développement durable commune à différents programmes et initiatives indépendants de durabilité en Afrique du Sud. Inclut des indicateurs (NFSD).	2006	Ministère des Affaires environnementales et du Tourisme: www.environment.gov.za/
	Groupe principal d'Indicateurs de performance environnementale (EPI).	2004	
	Rapport (régional et national) sur la situation de l'environnement (SoER).	Régulier	
South Africa's National Biodiversity Strategy and Action Plan (NBSAP)	Promotion de la conservation. Inclut des indicateurs.	2005	Ministère des Affaires environnementales et du Tourisme: www.environment.gov.za/
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Variation des prélèvements annuels d'eaux souterraines et de surface en pourcentage de l'eau disponible totale		NFSD	
Variation du rapport entre la consommation d'engrais/pesticides et la production agricole		NFSD	•
Variation de la consommation de substances menaçant l'ozone		NFSD	•
Consommation d'énergie			
Variation de la consommation annuelle d'énergie par personne/PIB		NFSD	•
Variation de la proportion des sources d'énergie renouvelables dans la production totale d'énergie primaire		NFSD	•
Occupation des sols et biodiversité			
Variation des terres touchées par la dégradation et la désertification		NFSD	•
Nombre d'espèces menacées et disparues		EPI	•
Pourcentage de terres "importantes pour la conservation" dans la zone municipale bénéficiant du statut d'aire protégée		EPI	•
Déchets et pollution			
Production de déchets généraux par personne et par an		EPI	•
Production de déchets dangereux par secteur et par an		EPI	•
Variation du recyclage et de la réutilisation des déchets		NFSD	•
Variation des émissions de gaz à effet de serre par rapport au PIB/par personne		NFSD	•
Variation de la concentration de polluants atmosphériques en zone urbaine		NFSD	•
Degré de dépassement des normes nationales par les concentrations de polluants atmosphériques		EPI	
Concentrations de polluants atmosphériques		EPI	
Variation de la qualité de l'eau (niveaux de salinité et concentration de matières fécales en eau douce)		NFSD	
Contexte socioéconomique			
Variation du taux de chômage: conception étroite ou large		NFSD	•
Variation de la part des investissements dans le PIB		NFSD	
Variation du coefficient de Gini (inégalité de la distribution des revenus)		NFSD	•
Variation du taux de croissance démographique		NFSD	•
Variation en pourcentage de l'accès des foyers pauvres (< R1 100 pm) aux services gratuits de base: eau, assainissement – ainsi qu'élimination des déchets solides, santé et électricité		NFSD	
Variation du taux d'alphabétisation des adultes		NFSD	•
Variation en pourcentage de la population ayant accès aux services de santé de base		NFSD	•
Variation des coefficients de logement formel/informel		NFSD	•
Contexte institutionnel			
Variation du nombre de certificats ISO 14 001 délivrés		NFSD	•
Variation des dépenses en recherche et développement en pourcentage du PIB		NFSD	•
Variation du pourcentage d'entreprises mettant des mesures en œuvre pour une production propre		NFSD	
Degré de dépassement des directives émises par le ministère de l'Eau et de la Forêt par des variables sélectionnées de la qualité des eaux souterraines		EPI	
Degré de dépassement des directives émises par le ministère de l'Eau et de la Forêt par des variables sélectionnées de la qualité des eaux de surface		EPI	
Pourcentage d'industries détentrices d'une licence ne respectant pas les conditions de leur licence		EPI	
Autres			
Variation de l'accès aux transports publics		NFSD	•
Variation du nombre de lignes téléphoniques principales pour 1 000 habitants		NFSD	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



TANZANIE Afrique

MKUKUTA, la Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté de la Tanzanie, constitue un cadre directeur pour l'identification des indicateurs liés à la pauvreté et à l'environnement, avec différents objectifs et cibles. Trois grands thèmes sont ainsi définis dans la MKUKUTA: (i) croissance et réduction de la pauvreté, (ii) amélioration de la qualité de vie et du bien-être social et (iii) gouvernance et responsabilité. Le processus de "Conception d'indicateurs des liens entre la pauvreté et l'environnement" lancé par la Tanzanie a permis de dresser une liste impressionnante de 129 indicateurs transversaux, qui évaluent toutes sortes d'aspects, tant au niveau de la réduction de la pauvreté (système de suivi de la

pauvreté [PMS]) qu'au niveau sectoriel.

Les 34 indicateurs de "niveau PMS" étudient l'évolution de l'ampleur, de l'intensité et de la nature de la pauvreté (résultats et impacts). Les 95 indicateurs sectoriels, pour leur part, déterminent l'impact de certaines stratégies sectorielles spécifiques au PMS et fournissent des données intermédiaires sur les progrès réalisés. Il subsiste toutefois quelques doutes et il est impossible de déterminer avec certitude si les indicateurs de la liste qui sont issus des pilotes du Programme décennal de consommation et production durables de la Tanzanie sont purement prospectifs ou sont d'ores et déjà mesurés.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Vision du développement national	Plan de développement à long terme définissant les aspirations tanzaniennes au développement économique et social d'ici à 2025. La vision repose sur le concept de développement durable (et de CPD).	1995 – 2025	www.tanzania.go.tz/vision.htm
Stratégie nationale pour la croissance et la réduction de la pauvreté (NSGRP/MKUKUTA)	Identifie des facteurs à l'origine de la pauvreté en Tanzanie (dont la dégradation de l'environnement et la variabilité climatique, manifestation du changement climatique); équivalent au DSRP. Inclut des indicateurs.	2007	www.tzdp.org.tz/index.php?id=5
Conception d'indicateurs des liens entre l'environnement et la pauvreté	Gouvernement de Tanzanie et PNUD: Initiative d'indicateurs menée dans le cadre d'un programme visant à intégrer l'environnement au processus stratégique de réduction de la pauvreté. Identifie un groupe de 95 indicateurs et propose un groupe de 34 indicateurs à inclure dans le système de surveillance tanzanien MKUKUTA (MMS), très proches des indicateurs de CPD.	2005	www.unpei.org/PDF/Blandina-Final-PElrpt.pdf
Pilotes du Programme décennal de Tanzanie sur la consommation et la production durables	Objectif général: faire fonction de pilote pour promouvoir l'élaboration et la mise en œuvre du Programme-cadre décennal africain sur la consommation et la production durables aux niveaux national et municipal et pour produire une expérience proprement africaine susceptible d'être répliquée dans d'autres pays et villes d'Afrique.	2007	Non disponible en ligne
Diverses politiques sectorielles nationales sur l'environnement, l'énergie, l'eau, les établissements humains, le développement industriel durable et le développement des PME	Objectifs généraux: promouvoir une utilisation durable des ressources et minimiser les impacts environnementaux et sociaux négatifs de la consommation et de la production, tout en maximisant les impacts positifs	Divers: 1996 – 2007	www.tanzania.go.tz/sectoralpol.htm#Environmental%20Policy
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Economies réalisées en termes de ressources (ex: énergie, eau) grâce aux programmes d'amélioration		Pilotes	
Nombre de réserves marines/aquatiques créées et dûment gérées dans le respect de la production durable		MKUKUTA	
Variation des cultures vivrières (%)		MKUKUTA	
Variation du nombre de petits agriculteurs appliquant des méthodes modernes (irrigation, engrais et semences améliorées)		MKUKUTA	
Consommation d'énergie			
PIB par unité d'énergie employée		MKUKUTA	•
Pourcentage d'électricité tanzanienne produite par des sources renouvelables (solaire, éolienne, biomasse et mini-sources hydrauliques)		MKUKUTA	•
Capacité de production et utilisation totales d'électricité		MKUKUTA	•
Hausse du nombre de consommateurs d'électricité sur réseau et hors réseau national (%)		MKUKUTA	
Volume total d'électricité en KWh économisé grâce à la mise en œuvre de mesures		Pilotes	
Taux d'adoption de technologies d'économie d'énergie pour différentes catégories d'utilisateurs d'énergie		MKUKUTA	
Occupation des sols et biodiversité			
Hausse des superficies de biodiversité forestière sous gestion effective		MKUKUTA	
Pourcentage de forêts par rapport à la superficie totale		Politique nationale de l'environnement	
Déchets et pollution			
Volume de déchets éliminés du flux		Pilotes	•
Emplois créés dans le secteur du recyclage/réutilisation		Pilotes	
Nombre d'unités industrielles ayant installé des technologies qui réduisent la dissémination des polluants dans l'environnement (technologies de production propre).		MKUKUTA	
Émissions de CO2 par personne		Politique nationale de l'environnement	•
Contexte socioéconomique			
Croissance du PIB par an		MKUKUTA	•
Taux de chômage		MKUKUTA	•
Coefficient de Gini		MKUKUTA	•
Taux d'alphabétisation de la population âgée de 15 ans et plus		MKUKUTA	•
Nombre de diplômés en architecture et en construction/génie civil ayant des connaissances suffisantes en aménagement et construction durables		Pilotes	
Contexte institutionnel			
Nombre de sociétés respectant les normes ISO 14000		MKUKUTA	•
Nombre de clubs de CPD fondés		Pilotes	
Nombre d'initiatives entreprises en termes de CPD		Pilotes	
Proportion du budget agricole consacrée à la formation des agriculteurs et éleveurs aux bonnes pratiques de conservation de l'environnement		MKUKUTA	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



CHINE Asie-Pacifique

Alors que la plupart des pays en développement privilégient les questions socioéconomiques aux affaires environnementales, la Chine semble accorder une importance particulière à l'environnement. L'examen de ses politiques nationales en matière de CPD suggère en effet que ce pays, dont les taux de croissance atteignent des sommets, s'est forgé une base solide pour le suivi de son développement d'un point de vue environnemental. Certaines lacunes se font toutefois sentir dans les domaines de l'énergie, de l'occupation des sols et de la biodiversité et au niveau des indicateurs relatifs aux services de base et à la santé.

Sur le plan socioéconomique, les indicateurs sont essentiellement fondés sur des données génériques, sans guère d'introspection au regard des problèmes et développements spécifiquement chinois. Il est toutefois intéressant de noter que l'actuel groupe d'indicateurs cible le suivi d'un nombre relativement important d'aspects institutionnels de l'économie liés à la CPD. Quoi qu'il en soit, le caractère mesurable des indicateurs étudiés reste sujet à caution (ex: "Coefficient d'utilisation efficace de l'eau d'irrigation agricole"), tout comme leur influence sur le processus décisionnel politique.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Onzième Plan quinquennal pour le développement économique et social national de la République populaire de Chine	Développement économique, évolution sociale (rurale); porte également sur des aspects environnementaux.	2006 – 2010	Commission nationale de développement et de réforme (NDRC): http://en.ndrc.gov.cn
Indicateurs de développement économique et social du Onzième Plan quinquennal (Plan quinquennal).		2006 – 2010	
Livre blanc sur la population, l'environnement et le développement de la Chine au XXI ^e siècle	Stratégie nationale de développement durable. Défend des concepts liés à la CPD et des indicateurs nationaux de développement durable (6.9).	1994	
Programme d'action pour le développement durable en Chine au début du XXI ^e siècle	Mise en œuvre de la Stratégie chinoise de développement durable.	2005	
Loi sur la protection de l'environnement de la République populaire de Chine	Fondation légale pour la durabilité de l'environnement. Publie des Rapports sur la situation de l'environnement à des fins de surveillance.		
Rapport sur la situation de l'environnement (SoER)	Agence nationale pour la protection de l'environnement (SEPA). Inclut des indicateurs environnementaux.	2005	SEPA
Indicateurs de mise en œuvre et de respect de la législation environnementale	Mesure de la conformité, SEPA.		SEPA
Province du Yunnan, République populaire de Chine: Rapport d'évaluation de la performance environnementale nationale (EPA)	Bureau de protection de l'environnement de la Province du Yunnan (et PNUE): surveillance régionale de l'environnement, admettant l'importance de la responsabilité environnementale au regard de la croissance économique durable.	2006	http://ekh.unep.org/?q=taxonomy_menu/9/28/17/82&cf=9/28/17/82
Loi sur l'économie circulaire	Promotion d'une économie efficace à faible impact favorisant la durabilité de la croissance économique; inclut des concepts de CPD (ex: recyclage/efficacité de la production).	2007	Comité de protection de l'environnement et de conservation des ressources de la République populaire de Chine
Sont également d'application: • Programme national sur le changement climatique de Chine CNCCP (2007) • Étude du cadre politique: Renforcement politique pour un développement économique rationnel et socialement responsable en Chine (PRODEV) (2006)			
Statistiques	Bureau national chinois de la statistique: informations statistiques sur diverses questions socioéconomiques et environnementales.	Publications essentiellement annuelles	www.stats.gov.cn/english/
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Réduction de la consommation d'eau par valeur ajoutée industrielle unitaire (%)		Plan quinquennal	•
Coefficient d'utilisation efficace de l'eau d'irrigation agricole		Plan quinquennal	
Consommation d'énergie			
Consommation de charbon aux fins de la production d'énergie		EPA	
Occupation des sols et biodiversité			
Occupation des sols par type d'affectation		SoER	•
Érosion hydrique et des sols – Superficie touchée (km ²)		SoER	
Productivité des herbages et détérioration des pâturages (en tonnes)		SoER	
Déchets et pollution			
Volume de déchets municipaux/industriels		EPA	
Variation de la production de déchets industriels solides (%)		SoER	
Pourcentage de déchets solides intégralement utilisés (%)		Conformité SEPA	•
Taux d'élimination de déchets dangereux (%)		Conformité SEPA	
Réduction du volume total d'émissions atmosphériques polluantes (%)		Plan quinquennal	•
Taux de réduction du volume total d'eaux usées et du volume total des émissions de CO ₂ (%)		Conformité SEPA	
Niveau de qualité de l'air (en ville)		SoER	•
Qualité de l'eau douce et des sources d'eau potable		SoER	•
Bruit ambiant régional urbain		SoER	
Contexte socioéconomique			
Taux de chômage urbain (%)		Plan quinquennal	•
Contexte institutionnel			
Rapport entre les dépenses en recherche et développement et le PIB (%)		Plan quinquennal	•
Total des investissements en protection environnementale en pourcentage du PIB (%)		Conformité SEPA	•
Conformité EIE des entreprises (taux de mise en œuvre)		EPA	
Autres			
Taux de conformité des gaz d'échappement automobiles (%)		Conformité SEPA	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



INDONÉSIE Asie-Pacifique

L'Indonésie met actuellement au point un programme national de CPD dans le cadre d'un projet de démonstration du PNUE. Ce programme devrait s'inspirer des deux grandes politiques indonésiennes en matière de développement : le Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté et le Plan de développement à moyen terme. L'Agence statistique du pays (BAPPENAS) a dressé une liste complète d'indicateurs, dont beaucoup ont trait à des questions de CPD. Cependant, il n'existe et n'est prévu aucun groupe distinct et spécifique en matière de CPD, et les indicateurs définis par BAPPENAS ne sont pas nécessairement intégrés aux stratégies ou structures nationales.

Le problème de la pauvreté est certes bien représenté par un ensemble d'indicateurs à vocation sociale, mais les indicateurs institutionnels demeurent largement ignorés dans les mécanismes d'information de l'Indonésie. Différents documents officiels font référence à un groupe d'indicateurs environnementaux, mais ceux-ci n'ont pas pu être identifiés en ligne. En effet, plusieurs statistiques annoncées sur le site Web de BAPPENAS semblent inaccessibles (liens erronés), ce qui ne fait que confirmer la nécessité pour l'Indonésie d'améliorer l'accès à ses sources en ligne d'informations officielles. Et cela pourrait également expliquer l'absence totale d'indicateurs sur les déchets et la pollution, en dépit d'une liste relativement exhaustive.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP)		2005 (?)	Non disponible en ligne
Document provisoire de stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP)	Corrélation SRP/RPJM: même calendrier, mêmes cibles microéconomiques, même plan d'action pour plusieurs ministères et régions.	2003	http://planipolis.iiep.unesco.org/upload/Indonesia/PRSP/Indonesia_I-PRSP.pdf
Plan national de développement à moyen terme/Plan de développement à moyen terme (Rencana Pembangunan Jangka Menengah/RPJM)	Stratégie nationale de développement durable.	2004 – 2009	Non disponible en ligne
Loi n° 25/2004: Système de planification du développement national (NDPS)	Fondements légaux pour la création d'une institution capable de surveiller et d'évaluer intégralement le NDPS. Conseil de planification du développement local et national chargé de la surveillance du RPJM.	2004	Non disponible en ligne
Indicateurs de développement national BAPPENAS	Divers indicateurs liés à la CPD: ex: industrie, agriculture, sylviculture, affaires maritimes et pêche, eau, développement national des entreprises, transport, industrie minière et énergie, tourisme et télécommunications.		BAPPENAS: www.bappenas.go.id
Programme de consommation et production durables	Projet de démonstration officiel du PNUE; Cadre d'orientation en cours d'élaboration (prévu pour février 2008).	En cours d'élaboration	Non disponible en ligne
Statistiques	Badan Pusat Statistik (BPS) – Statistiques Indonésie: informations statistiques sur diverses questions socioéconomiques et environnementales (Indicateurs clés).	Publications essentiellement annuelles	BPS: www.bps.go.id/index.shtml
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Développement et conservation des ressources en eau		Indicateurs clés	
Croissance de la production halieutique (tonnes) – Poisson marin/Poisson d'eau douce		BAPPENAS	
Programme de développement de l'utilisation d'engrais sur les plantes alimentaires		BAPPENAS	
Production de riz (non décortiqué): Taux de rendement (hectare/quantité)		Indicateurs clés	
Nombre d'établissements par Province: industrie minière		Indicateurs clés	
Consommation d'énergie			
Consommation d'énergie primaire par type de combustible		BAPPENAS	•
Industrie manufacturière: Consommation d'électricité, de GPL et de gaz naturel		Indicateurs socioéconomiques	
Occupation des sols et biodiversité			
Développement et gestion des marécages		BAPPENAS	
Déchets et pollution			
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance du PIB		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Pourcentage du PIB par secteur industriel		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Importations par catégorie		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Volumes d'exportations destinées à l'agriculture, aux plantations et au bétail		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Taux de chômage recensé		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Coefficient de Gini		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Population par tranche d'âges		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Taux d'alphabétisation des adultes par province et par sexe		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Pourcentage de foyers utilisant de l'eau de pompe/puits/source comme source d'eau potable par province		Indicateurs socioéconomiques	•
Consommation calorifique moyenne (calories/jour)		Indicateurs clés d'Indonésie	•
Contexte institutionnel			
Autres			
Développement de la production de services de transport ferroviaire		BAPPENAS	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



MALAISIE Asie-Pacifique

Au niveau national, la politique malaisienne est axée sur le développement économique et l'atténuation de la pauvreté, tout en tenant compte du concept de durabilité tridimensionnelle. Dans le même temps, de complexes initiatives, telle "l'Initiative durable de Penang" (SPI) de 1997-1999, ont révélé un engagement fort et une prise de conscience réelle au niveau régional, puisque les acteurs de cette initiative "[espèrent] promouvoir un mouvement d'envergure nationale aux fins d'un développement et d'une durabilité holistiques" (p. 7, rapport SERI sur la SPI). Non sans un certain réalisme, le groupe identifié d'indicateurs de CPD tient compte des conditions locales d'évaluation, qui sont parfois déplorable. Un bon exemple d'indicateur spécifiquement malaisien est le "Nombre de corbeaux" appliqué dans différentes régions, qui mesure le volume de déchets non gérés (qui attirent les corbeaux). Le recours à ce type d'indicateurs simplifiés permet de collecter des données dans les régions les moins développées, généralement peu efficaces dans la production de données statistiques complexes.

À ce jour, la SPI n'a eu qu'un faible impact sur les politiques nationales. La Malaisie

n'a encore défini aucune politique nationale de CPD, ni aucun groupe d'indicateurs spécifiques. De surcroît, la SPI semble s'essouffler au niveau régional, du fait de son manque de résultats.

Les efforts déployés par la Malaisie pour élaborer un ensemble national d'Indicateurs de développement durable n'ont pas encore produit de résultats tangibles, même si plusieurs ensembles ont été proposés au Gouvernement. La liste d'indicateurs ci-dessus reprend quelques indicateurs de la liste soumise par LESTARI. Les indicateurs figurant sur cette liste ne sont pas tous nécessairement suivis en Malaisie, mais couvrent certains aspects de CPD qui, selon LESTARI, demandent à être suivis. Comme il existe peu d'autres indicateurs de CPD disponibles, certains d'entre eux ont été pris en compte dans cette étude. Les indicateurs liés à la CPD identifiés pour la Malaisie dénotent l'importance des secteurs marin et agricole dans les modes de consommation et de production du pays. Parallèlement, différents indicateurs institutionnels sont en place pour le suivi d'aspects davantage formalisés de l'économie.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Neuvième plan malais	Plan quinquennal axé sur le développement et la croissance économique et sur divers aspects socioéconomiques (pauvreté); gestion durable des ressources envisagées.	2006	Non disponible en ligne
Vision 2020	Objectif à long terme: devenir une "nation pleinement développée" d'ici à 2020, complétant la Politique nationale de développement (NDP) appliquée depuis 1991.		Non disponible en ligne
Troisième Plan directeur de perspective de la Malaisie (OPP3)	Document de stratégie nationale à plus long terme traitant d'aspects liés à la CPD (ex: développement socioéconomique et réduction de la pauvreté).	2001 – 2010	Non disponible en ligne
Initiative durable de Penang (SPI)	Initiative provinciale visant à promouvoir le développement durable et un mouvement d'ampleur nationale en faveur de la durabilité; politique inédite en Malaisie (1997 – 1999). Inclut des Indicateurs de développement durable (SPI); le groupe d'indicateurs n'est pas encore intégralement placé sous surveillance.	1997 (groupe d'indicateurs: 1999)	Institut de recherche socioéconomique et environnementale (SERI); www.seri.com.my
Indicateurs de développement durable	Proposés à l'Unité de planification économique (PUE) par: • Ministère fédéral de l'Aménagement urbain et rural/projet de villes durables JPBD-F: phase d'essai achevée; tous les indicateurs ont été obtenus de sources préexistantes dans tous les organes d'Etat concernés. • Institut pour l'environnement et le développement (Lestari), Université Kebangsaan de Malaisie, Bang (statut non officiel). Dans le cadre de l'Agenda 21, la Malaisie a entrepris de créer un groupe d'IDD en 1995. Ces indicateurs ne sont pas encore finalisés.	1999	www.epu.jpm.my/
Statistiques	Département de la Statistique (DoS), Malaisie: indicateurs socioéconomiques clés.		Département de la Statistique (DoS); www.statistics.gov.my/
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Consommation d'eau pour 1 000 personnes		JPBD-F	•
Volume d'engrais et de pesticides utilisés par volume unitaire de production		Lestari	•
Prises totales de poissons marins		Indicateurs SPI	
Consommation d'énergie			
Consommation d'énergie renouvelable par rapport à la consommation totale d'énergie		Lestari	•
Occupation des sols et biodiversité			
Superficie totale de terres protégées par rapport à la surface boisée totale, par rapport à la superficie totale		Lestari	•
Pourcentage de terres agricoles utilisées pour la production alimentaire par rapport à la superficie totale		Lestari	
Déchets et pollution			
Production totale de déchets solides		JPBD-F	•
Recyclage total de déchets solides		JPBD-F	•
Nombre de corbeaux (déchets non gérés)		Indicateurs SPI	
pH des précipitations (pluies acides)		Indicateurs SPI	
Tendances des émissions de gaz à effet de serre		Lestari	•
Intensité des émissions d'oxyde d'azote et d'oxyde de soufre		Lestari	
Indice de pollution atmosphérique		Indicateurs SPI	•
Indice de qualité de l'eau (eaux fluviales)		Indicateurs SPI	•
Niveau acoustique équivalent pondéré (bruit environnemental)		Indicateurs SPI	
Contexte socioéconomique			
Taux de chômage		JPBD-F	•
Coefficient de Gini		Lestari	•
Taux de croissance démographique		JPBD-F	•
Proportion de la population ayant suivi un enseignement supérieur		JPBD-F	
Contexte institutionnel			
Nombre de sociétés certifiées MS ISO 14 001		Indicateurs SPI	•
Dépenses en améliorations environnementales par rapport au budget annuel		Lestari	•
Autres			
Pourcentage d'usagers des transports publics aux heures de pointe		JPBD-F	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE Asie-Pacifique

La Papouasie-Nouvelle-Guinée possède un bon ensemble d'indicateurs liés à la CPD, bien que le concept de durabilité ne soit pas explicitement mentionné dans les politiques du pays. La Stratégie fiscale à moyen terme (MTDS) dispose d'une solide base d'indicateurs liés aux OMD et les activités d'information entreprises par l'Office national de statistique génèrent un important flux de données complémentaires sur les résultats du pays en matière de CPD. Il existe cependant des lacunes au niveau des indicateurs de déchets et il apparaît quelque peu étrange que, en dépit de son statut insulaire, la Papouasie-Nouvelle-Guinée n'ait actuellement aucun indicateur sur la qualité de l'eau (de mer) et l'exploitation marine.

En revanche, l'exceptionnelle biodiversité de cet État insulaire est prise en compte dans différents indicateurs de biodiversité et d'occupation des sols d'un niveau plutôt élevé. Parmi les indicateurs les plus intéressants du pays figurent, par exemple, le "Pourcentage de terres utilisées à des fins commerciales" et le "Pourcentage d'activités commerciales appliquant des pratiques durables". Ces indicateurs de CPD, de par leur originalité, indiquent que la question de la durabilité a été parfaitement comprise par les autorités de suivi du pays et il y a donc fort à parier que les actuelles lacunes dont souffre la CPD seront bientôt comblées par de nouveaux indicateurs.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Document de stratégie pour la réduction de la pauvreté	Plan de développement national, conçu avec l'aide de la Banque asiatique de développement (BASD). A jeté les bases de la MTDS.		Non disponible en ligne
Stratégie de développement à moyen terme (MTDS)	Cadre politique conçu pour orienter les décisions budgétaires du gouvernement: concentration marquée sur la pauvreté et adaptation des objectifs du Millénaire pour le développement liés à la CPD. Illustrées dans les cibles et indicateurs de la Stratégie.	2005 – 2010	www.aciar.gov.au/system/files/node/777/PNG+medium+term+development+strategy+2005-2010.pdf
Loi sur l'environnement	Promotion de la durabilité environnementale. Compilation de trois textes législatifs antérieurs (Loi sur la planification environnementale, Loi sur les contaminants environnementaux et Loi sur les ressources en eau). Énoncé des réglementations en matière de CPD sur l'utilisation et le rejet de produits chimiques et de déchets dans l'environnement.	2000	Non disponible en ligne
Politique gouvernementale de révolution verte	Politique de développement axée sur l'environnement		Non disponible en ligne
Rapport d'évaluation national de la Papouasie-Nouvelle-Guinée sur la mise en œuvre du Programme d'action de la Barbade pour le développement durable des petits États insulaires en développement	Objectif: aider la Papouasie-Nouvelle-Guinée à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement durable en apportant un soutien au Gouvernement dans ses efforts de mise en œuvre de la MTDS et de la Stratégie fiscale à moyen terme (MTFS). Inclut des indicateurs en Annexe.	2004	www.sidsnet.org/docshare/other/20040819112958_PNG_2004_Part1.doc
Papouasie-Nouvelle-Guinée – Stratégie de coopération en développement avec l'Australie (PNG ADCS)	Objectif: aider la Papouasie-Nouvelle-Guinée à réduire la pauvreté et à promouvoir le développement durable en apportant un soutien au Gouvernement dans ses efforts de mise en œuvre de la MTDS et de la Stratégie fiscale à moyen terme (MTFS). Inclut des indicateurs en Annexe.	2006 – 2010	Agence australienne pour le développement international
Statistiques	Office national de la statistique Papouasie-Nouvelle-Guinée (NSO): • Statistiques fondamentales • Statistiques environnementales • Statistiques économiques		NSO: www.nso.gov.pg

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Litres d'eau fournis aux consommateurs	MTDS	
Quantité d'engrais (importés et produits)	NSO – Environnement	•
Quantité de pesticides et herbicides agricoles (importés et produits)	NSO – Environnement	•
Consommation d'énergie		
PIB par unité d'énergie employée (équivalent de l'efficacité énergétique)	MTDS	•
Pourcentage de terres utilisées à des fins commerciales	NSO – Environnement	
Pourcentage de foyers utilisant du bois comme source d'énergie primaire, par secteur géographique	MTDS	
Occupation des sols et biodiversité		
Terres arables par personne	NSO – Environnement	
Percentage of Land Used for Commercial Purposes	MTDS	
Pourcentage de terres cultivables utilisées à des fins agricoles	MTDS	
Proportion de surfaces boisées	NSO – Environnement	
Taux de déforestation primaire (pourcentage) par an	MTDS	
Pourcentage de terres protégées pour la préservation de la diversité biologique	MTDS	•
Pourcentage de zones marines protégées pour la préservation de la diversité biologique	MTDS	
Déchets et pollution		
Émissions de dioxyde de carbone (par personne)	MTDS	
Contexte socioéconomique		
PIB par personne	NSO – Economie	•
Exportations agricoles en pourcentage des exportations totales	MTDS	
Valeur des exportations agricoles en pourcentage du PIB total	MTDS	
Taux de chômage (pourcentage) par secteur géographique et par sexe	MTDS	•
Taux d'activité	NSO – Statistiques	
Coefficient de Gini	MTDS	•
Part/Pourcentage du quintile le plus pauvre dans la consommation nationale	MTDS	
Pourcentage de personnes sous le niveau minimal de consommation d'énergie alimentaire	MTDS	
Population totale, urbaine/rurale	NSO – Statistiques	•
Taux d'alphabétisation des adultes (+ de 15 ans) mesuré indirectement (pourcentage)	MTDS	•
Pourcentage de foyers ayant accès à l'électricité, à de l'eau salubre et à des installations d'assainissement, aux services de santé et à l'enseignement, par secteur géographique et par type d'unité de recensement (CU) en zone urbaine	MTDS	•
Taux de migration net des populations rurales vers les zones urbaines (pourcentage). Source d'énergie primaire par secteur géographique	MTDS	
Ratio de foyers urbain/périurbains jouissant de la sécurité d'occupation	MTDS	
Densité démographique, urbaine/rurale	NSO – Statistiques	
Contexte institutionnel		
Pourcentage d'activités commerciales appliquant des pratiques durables	MTDS	
Pourcentage de districts mettant en œuvre une politique de l'eau	MTDS	

Indicateur direct

Indicateur indirect



THAÏLANDE Asie-Pacifique

La Thaïlande s'efforce actuellement de concevoir un ensemble d'indicateurs de CPD au niveau national. La version préliminaire propose plusieurs indicateurs intéressants, tel le "Comportement de la population à l'égard du matérialisme". Ces types d'indicateurs donnent un bon aperçu des modes de CPD de l'économie, mais la possibilité d'établir des rapports fiables à leur sujet demeure sujette à caution. Par ses indicateurs de "Programmes scolaires évoquant le concept de consommation durable" et autres indicateurs de sensibilisation, la Thaïlande reconnaît l'importance d'une CPD au sens large.

De manière générale, la Thaïlande dispose déjà d'un système complet d'information fondé sur des indicateurs, qui couvre les différents domaines de CPD. La grande diversité des indicateurs institutionnels de CPD témoigne de l'intérêt que l'économie formalisée porte à la durabilité. Sur le plan politique, la Thaïlande semble également désireuse de trouver un juste équilibre entre les pressantes questions sociales et la durabilité environnementale, équilibre qui transparaît dans la liste synthétique des indicateurs.



© UNESCO photobank – Olav A. Saltbones

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Stratégie pour la réduction de la pauvreté (SRP)	Promotion de la réduction de la pauvreté aux niveaux individuel, collectif et national.	2007	Non disponible en ligne
Dixième Plan national de développement économique et social	Inspiré de la philosophie de l'économie de la suffisance; inclut une Stratégie de CPD: vision de niveaux durables et modérés de production et de consommation.	2007 – 2011	Conseil national de développement économique et social (NESDB)
Politique et plan prospectif pour l'amélioration et la conservation de la qualité environnementale nationale		1997 – 2016	Non disponible en ligne
Rapport d'évaluation de la performance environnementale nationale de Thaïlande (EPA)	Évaluation de la performance nationale et cadre environnemental stratégique sous-régional pour le Bassin du Mekong.	2007	Département de la promotion de la qualité environnementale, ministère des Ressources naturelles et de l'Environnement, et PNUE
Stratégie de consommation et production durables	L'une des quatre stratégies nationales du 10ème Plan national de développement économique et social.	2007 – 2011	
Indicateurs de consommation durable (projet)	Étude préparatoire de la Stratégie de consommation durable; identifie des Indicateurs CD possibles; tous les organes gouvernementaux doivent adapter ces indicateurs lorsqu'ils conçoivent leurs plans d'action conformément à ces stratégies.	2007	Conseil national de développement économique et social (NESDB); www.nesdb.go.th
Statistiques	Ministère des Finances, Bureau de la politique et de la planification des ressources naturelles et de l'environnement: indicateurs environnementaux – Cadre pressions-état-réponses.		Ministère des Finances: www2.mof.go.th/
	NSO – Office national de la statistique thaïlandais: • Annuaire statistique • Indicateurs économiques et sociaux.		NSO: http://web.nso.go.th/eng/en/stat/indus/indus00.htm
	Ministère du Commerce/Bureau des indices commerciaux et économiques: indicateurs économiques et commerciaux.		Ministère du Commerce: www.moc.go.th/
	Office du NESDB: revenu national de Thaïlande.		NESDB: www.nesdb.go.th
	Banque de Thaïlande: indice économiques.		Banque de Thaïlande: www.bot.or.th

“ De manière générale, la Thaïlande dispose déjà d'un système complet d'information fondé sur des indicateurs, qui couvre les différents domaines de CPD. La grande diversité des indicateurs institutionnels de CPD témoigne de l'intérêt que l'économie formalisée porte à la durabilité. ”

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Efficacité de l'utilisation des ressources renouvelables	Indicateurs CD	•
Volume de substances dangereuses utilisées	Rapport EPA	•
Proportion de ressources renouvelables utilisées par rapport aux ressources totales	Indicateurs CD	•
Nombre d'établissements de pêche marine, de bateaux de pêche et de pêcheurs en haute saison par zone côtière	NSO	
Consommation intérieure de minéraux principaux par type de minéral (1999–2002)	NSO	
Volume et diversité des biens et services respectueux de l'environnement sur le marché	Indicateurs CD	
Consommation d'énergie		
Intensité énergétique par rapport aux valeurs de production intérieure brute	Indicateurs CD	•
Proportion de ressources renouvelables utilisées par rapport aux ressources totales utilisées	NSO	•
Dépenses mensuelles moyennes en consommation de combustible par type de combustible: 1990–2000	NSO	
Vente d'électricité par groupe d'utilisateurs (ex: résidentiel, commercial, industriel, etc.)	NSO	
Capacité installée et électricité produite (par source d'énergie)	NSO	
Occupation des sols et biodiversité		
Disparition de surfaces boisées	Rapport EPA	•
Nombre et surface de propriétés par type d'occupation des sols/Occupation des sols/Couverture spatiale en Thaïlande (ha)	NSO/Rapport EPA	•
Zones protégées en pourcentage de la superficie totale	Rapport EPA	•
Déchets et pollution		
Production de déchets solides municipaux (tonnes/jour)	Rapport EPA	•
Recyclage dans le secteur manufacturier	Indicateurs CD	•
Produits recyclés sur le marché	Indicateurs CD	
Volume d'eaux usées traitées	Rapport EPA	
Émissions de gaz à effet de serre (par type de gaz) (équivalent CO ₂)	Rapport EPA	•
Émissions estimées de polluants atmosphériques par secteur	NSO	•
Contexte socioéconomique		
PIB par origine industrielle	NSO	•
Industrie manufacturière – valeur ajoutée	NSO	
Effectifs par secteur industriel dans le Royaume: 2001–2005	NSO	•
Population en Thaïlande aux recensements 1911–1990	NSO	•
Coefficient de Gini (distribution des revenus des ménages) par région et par zone: 1975–2001	NSO	•
Taux de malnutrition et de suralimentation chez les adultes, les jeunes et les enfants	Indicateurs CD	
Entreprises communautaires investissant et produisant des revenus dans la communauté	Indicateurs CD	
Comportement de la population à l'égard du matérialisme (valeurs/volumes inférieurs de produits de luxe importés)	Indicateurs CD	
Programmes ayant une composante de consommation durable à tous les niveaux scolaires dans l'ensemble du pays	Indicateurs CD	•
Diffusion d'informations (cognitives et factuelles) sur la consommation de biens et services par les médias et la publicité	Indicateurs CD	•
Contexte institutionnel		
Application du Système d'approvisionnement vert par l'ensemble des secteurs, organes et départements	Indicateurs CD	•
Application de technologies propres dans différents groupes commerciaux des secteurs secondaire et tertiaire	Indicateurs CD	
Autres		
Nombre de véhicules immatriculés par type 2001–2002	NSO	
Statistiques sur les services TIC (utilisation)	NSO	

Indicateur direct

Indicateur indirect





JORDANIE Asie Occidentale

Parmi les pays d'Asie occidentale analysés dans l'étude, la Jordanie est celui qui dispose du plus grand nombre d'informations et de politiques de CPD disponibles en ligne. C'est là le signe d'une infrastructure d'information bien établie. De fait, la Jordanie possède un large arsenal de politiques et d'indicateurs liés à la durabilité.

Bien qu'il n'existe aucun indicateur consolidé de DD ou de CPD, les indicateurs

issus d'autres groupes d'indicateurs liés à la CPD (comme les groupes d'indicateurs environnementaux et socioéconomiques) offrent un bon aperçu des résultats du pays en matière de CPD, qui tient compte des trois dimensions de la durabilité. Certains indicateurs intéressants, comme le "Coût de la dégradation environnementale" et "l'Indice de qualité de l'air" (ESI), démontrent que la Jordanie s'efforce d'aller au-delà des pratiques standards d'information.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Agenda national (NA)	Promotion de la durabilité et du développement économiques, sociaux et politiques par une administration efficace. Perspective décennale. Inclut des cibles et indicateurs sociaux et économiques.	2006	Ministère de la Performance gouvernementale (Premier Ministre), Conseil des Ministres: www.nationalagenda.jo
Plan national de développement social et économique (NSEDP)	Stratégie de promotion du développement social par un développement économique durable.	2004 – 2006	Ministère de la Planification et de la Coopération internationale www.mop.gov.jo
	Département de la Statistique (DOS): Caractéristiques sociales.	Annuel	Département de la Statistique (DOS): www.dos.gov.jo/home_e.htm
Agence de protection de l'environnement	Promotion de la protection environnementale; reconnaît le besoin de "surveiller et mesurer les éléments et composants environnementaux". A autorisé la promulgation de nombreuses réglementations environnementales – ex: <ul style="list-style-type: none"> • Protection de l'environnement contre la pollution • Protection de l'air • Gestion des déchets solides. 	2003	
	Faits et chiffres environnementaux: Statistiques environnementales.		Ministère de l'Environnement: www.moenv.gov.jo
	Profil environnemental de la Jordanie: Rapport sur la situation de l'environnement, dressé par la Capacité nationale d'auto-évaluation pour une gestion environnementale globale (NCSA) – Jordanie.	2006	Ministère de l'Environnement: www.environment.gov.jo
	Département de la Statistique (DOS): Statistiques environnementales annuelles.	Annuel	Département de la Statistique (DOS): www.dos.gov.jo/home_e.htm
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Production agricole par unité d'eau (USD par m ³)		NA	
Répartition de l'eau par groupe d'utilisateurs (eau potable, irrigation, industrie)		Faits et chiffres environnementaux	
Consommation moyenne d'eau par personne (m ³)		Faits et chiffres environnementaux	•
Consommation d'énergie			
PIB par unité d'énergie employée		Profil environnemental	•
Sources d'énergie renouvelable en pourcentage de l'énergie totale		NA	•
Pourcentage de foyers utilisant l'énergie solaire pour chauffer l'eau		NA	
Pourcentage de nouveaux bâtiments conformes aux normes de conservation de l'énergie		NA	
Occupation des sols et biodiversité			
Occupation des sols (en pourcentage du territoire)		Environmental Profile	•
Surfaces protégées pour la préservation de la biodiversité (%)		Environmental Profile	•
Indicateur de biodiversité (ESI)		NA	
Coût de la dégradation environnementale (en pourcentage du PIB)		Profil environnemental	
Déchets et pollution			
Production de déchets ménagers par personne (kg/jour)		Faits et chiffres environnementaux	•
Émissions de dioxyde de carbone par personne		Profil environnemental	•
Indice de qualité de l'air (ESI)		NA	•
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance du PIB à prix constants (%)		NA	•
Taux de chômage par rapport à la population active		NA	•
Taux de pauvreté (%)		NA	
Contribution des PME au PIB/Emploi (%)		NA	•
PIB agricole en pourcentage des subventions agricoles		NA	
Taux d'alphabétisation des adultes (%)		Profil environnemental	•
Proportion de la population ayant un accès durable à une source d'eau améliorée		Profil environnemental	•
Proportion de la population ayant accès à des installations sûres d'assainissement		Profil environnemental	•
Contexte institutionnel			
Dépenses en recherche et développement en pourcentage du PIB		NA	•
Lutte contre la corruption (Indicateurs de gouvernance de la Banque mondiale, classement proportionnel (%))		NA	
Pourcentage de la population ayant accès à des services de microfinancement		NA	
Autres			
Pourcentage de citoyens "satisfaits" ou "très satisfaits" des services de transports publics par autobus		NA	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



LIBAN Asie Occidentale

Le Liban dispose de politiques nationales couvrant les trois grands thèmes de la durabilité. Néanmoins, aucune politique explicite n'a encore été mise au point en termes de développement durable ou de CPD. En ce qui concerne la surveillance et les indicateurs, les statistiques libanaises rendent plutôt compte de questions socioéconomiques générales, tandis que le Rapport sur la situation de l'environnement comble les lacunes au niveau des indicateurs de durabilité environnementale. Le pays possède quelques indicateurs intéressants, dont notamment la "Dégradation de l'environnement (coût moyen en dollar)".

Malgré l'absence de groupe spécifique d'indicateurs de CPD, l'actuel assortiment d'indicateurs du pays est tel que les principales catégories de CPD se trouvent effectivement contrôlées. Le pays reconnaît donc indirectement l'importance de la durabilité liée à la consommation et à la production au regard du développement national. Les indicateurs de nature énergétique sont limités à la consommation d'énergie des foyers et, malheureusement, les stratégies politiques et les informations disponibles en ligne sur la CPD demeurent rares.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan de développement quinquennal	Axé sur les services sociaux et infrastructures liés à la CPD, développement équilibré par concentration sur les régions moins développées et les progrès compétitifs de l'industrie et de l'agriculture.	A expiré en 2004. Doutes quant à la disponibilité d'un nouveau plan	Non disponible en ligne
Plan d'action social (SAP)	Stratégie gouvernementale visant à réduire la pauvreté, améliorer les indicateurs sociaux et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD). Inclut des indicateurs liés à la CPD.	2007	Ministère de l'Économie et du Commerce (MET): www.economy.gov.lb/MOET/English/Navigation/News/SocialActionPlan2007.htm
Plan d'action environnemental national	Non disponible en ligne	Statut imprécis; en cours d'élaboration en 2004	Ministère de l'Environnement: www.moe.gov.lb/
Rapport sur la situation de l'environnement (SoER)	Indicateurs environnementaux.	2001	
Autre plan quinquennal stratégique national thématique	Ex: santé (sida, paludisme), mines, etc.		Différents ministères
Informations statistiques	Administration centrale des statistiques (CAS): Annuaire statistique.	2006	Administration centrale des statistiques: www.cas.gov.lb/
	MET: Indicateurs macroéconomiques sélectionnés.		MET: www.economy.gov.lb/
	Ministère de l'Économie et du Commerce (MET): Compte économique intégré.		MET: www.economy.gov.lb/
	Présidence du Conseil des Ministres; Mission nationale sur les comptes: Comptes économiques du Liban.	2003	Présidence du Conseil des Ministres: http://www.pcm.gov.lb/
	Ministère de la Santé publique: Indicateurs de santé.	2005	Ministère de la Santé publique: www.public-health.gov.lb/
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Besoins en eau par secteur		CAS – Annuaire statistique	
Utilisation déclarée de pesticides en kg/ha ou en litres/ha de matière active par type de culture		SoER	•
Production halieutique (tonnes)		SoER	
Consommation d'énergie			
Consommation d'énergie (électricité, produits pétroliers, combustibles solides) et d'eau (milliards de LBP, variation proportionnelle) des foyers		Comptes économiques	
Occupation des sols et biodiversité			
Superficie totale de forêts brûlées enregistrée par le Mohafaza (en hectares)		SoER	
Nombre de zones ou sites légalement protégé(s) au Liban		SoER	•
Biodiversité – Espèces animales et végétales		CAS – Annuaire statistique	
Nombre d'espèces végétales menacées par type de menace		SoER	•
Dégradation de l'environnement (coût moyen \$)		CAS – Annuaire statistique	
Déchets et pollution			
Production de déchets solides par personne (kg/jour)		SoER	•
Sources d'émission de COVNM, SO ₂ , CO ₂ et méthane (énergie par secteur et par type d'occupation des sols)		SoER	
Émissions de gaz à effet de serre produites par la consommation d'énergie par secteur (énergie par secteur) en milliers de tonnes		SoER	•
Average Particulates Concentrations at 22 Locations in Beirut (TSP, µg/m ³)		SoER	•
Émissions annuelles estimées de plomb produites par des essences de toutes catégories (tonnes)		SoER	
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance du PIB à prix constants/courants (%)		MET	•
Valeur ajoutée par secteur (milliards LBP et variation proportionnelle)		Comptes économiques	
Secteur agricole (% du PIB)		SoER	•
Taux de chômage national		CAS – Annuaire statistique	•
Foyers vivant dans une pauvreté extrême/relative (%)		SAP	
Taux de croissance démographique (%)		Indicateurs de santé	•
Taux de scolarité (éducation de base) (%)		SAP	
Distribution des importations par groupe de produits (milliards de LBP, variation proportionnelle)		Comptes économiques	•
Accès à l'eau potable (% de la population)		CAS – Annuaire statistique	•
Enfants de poids acceptable pour leur âge (%)		Indicateurs de santé	
Nombre de travailleurs infantiles		SAP	•
Contexte institutionnel			
Autres			

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



KAZAKHSTAN Asie Occidentale

Les diverses initiatives menées par le Kazakhstan en matière de durabilité tirent leurs racines dans la “Stratégie de développement durable du Kazakhstan pour 2030”, conçue en 1997, et dans d’autres politiques et stratégies liées à la durabilité. La durabilité – et en particulier la durabilité environnementale – est perçue comme un concept sous-jacent au développement du pays. Bien qu’aucun ensemble déterminé d’indicateurs de CPD n’ait encore été mis au point, les questions de CPD peuvent être indirectement suivies à la lumière d’autres groupes d’indicateurs et de

rapports liés à la CPD.

De nombreux aspects de la CPD sont actuellement suivis au niveau national, avec un important groupe d’indicateurs intéressants dans le domaine institutionnel. Malheureusement, les statistiques du Kazakhstan ignorent totalement les thèmes de la consommation et de la production d’énergie. D’ici à la fin 2008, la liste d’indicateurs sera complétée par un groupe spécifiquement identifié d’Indicateurs de développement durable.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Stratégie de développement durable 2030 du Kazakhstan	Promotion d’une croissance économique socialement et écologiquement durable.	1997/en cours	
Concept de transition de la République du Kazakhstan vers le développement durable pour la période 2007 – 2024; Plan d’action pour 2007 – 2009 sur la mise en œuvre de la transition de la République du Kazakhstan vers le développement durable pour la période 2007 – 2024	Fondé sur la Stratégie 2030. Reconnaît le rôle des indicateurs et propose la création d’Indicateurs de développement durable. Inclut un groupe de 12 paramètres initiaux avec des cibles intermédiaires (2005 – 2024).	2006	Conçu par le ministère de la Protection de l’environnement, le PNUE et al: www.rccap.unep.org/projects/nsds/workshop/nsds_RWS_engppt_envmin_KZ.pdf
	Système d’Indicateurs de développement durable.	Prévu pour la fin 2008	
Concept de sécurité environnementale	Ministère de la Protection de l’environnement: Promotion indirecte de la CPD par l’optimisation du système de gestion environnementale et la réduction des impacts environnementaux des secteurs économiques.	2004 – 2015	http://enrin.grida.no/aral/heap/kazakh/NP000C/Section%201-4.htm
	Indicateurs environnementaux liés à la CPD sur les aspects suivants: <ul style="list-style-type: none"> • Protection de l’air • Protection de l’eau • Protection des terres • Biodiversité • Aspects socioéconomiques. 	Données 1990 – 2004	Plateforme de connaissances environnementales du PNUE: http://ekh.unep.org/?q=node/2306
Autres stratégies de durabilité: <ul style="list-style-type: none"> • Stratégie à moyen terme de développement du Kazakhstan pour 2010. • Stratégie sur l’industrie et l’innovation. Développement de la République du Kazakhstan pour 2015. • Stratégie de développement territorial du Kazakhstan pour 2015. Further Sustainability Strategies: <ul style="list-style-type: none"> • Mid-Term Strategy of Kazakhstan’s Development to 2010. • Strategy on Industrial and Innovation. Development of the Republic of Kazakhstan to 2015. • Strategy on the Territorial Development of Kazakhstan to 2015. 	Institutions: <ul style="list-style-type: none"> • Conseil du développement durable du Kazakhstan • Fonds de développement durable “Kazyna” Et aussi: programmes spécifiques, par exemple pour la réduction de la pauvreté.		
Statistiques	Agence de statistique de la République du Kazakhstan: Indices de principaux indicateurs socioéconomiques proportionnels à l’année précédente.	Données 1995 – 2006	Agence de statistique: www.stat.kz/
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupes d’indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Prélèvement annuel d’eaux de surface et souterraines, en millions de m ³		Indicateurs environnementaux	
Consommation d’eau par personne, en m ³		Indicateurs environnementaux	•
Consommation de substances menaçant l’ozone, en tonnes/an		Indicateurs environnementaux	•
Utilisation de pesticides agricoles, en kg/ha		Indicateurs environnementaux	•
Utilisation d’engrais: organique/minéral, tonne/ha		Indicateurs environnementaux	•
Efficacité énergétique des ressources (RUEI)		Paramètres initiaux	
Consommation d’énergie			
Occupation des sols et biodiversité			
Déforestation, en milliers d’hectares/an		Indicateurs environnementaux	•
Variation de l’occupation des sols par type d’affectation		Indicateurs environnementaux	•
Part de terres agricoles dans la superficie totale, en pourcentage		Indicateurs environnementaux	
Espèces menacées en pourcentage des espèces autochtones totales – espèces animales/végétales		Indicateurs environnementaux	•
Zones protégées en pourcentage de la superficie totale		Indicateurs environnementaux	•
Déchets et pollution			
Émissions de gaz à effet de serre par personne, en tonnes		Indicateurs environnementaux	•
Concentration de polluants atmosphériques, en mg/m ³		Indicateurs environnementaux	•
Contexte socioéconomique			
Taux de croissance du PIB, en pourcentage par rapport à l’année précédente		Indicateurs environnementaux	•
Structure du PIB, en pourcentage – part d’industrie		Indicateurs environnementaux	
Structure du PIB, en pourcentage – part d’agriculture		Indicateurs environnementaux	
Taux de chômage		Indicateurs socioéconomiques	•
Coefficient de Gini – inégalité des revenus		Indicateurs environnementaux	•
Population, en millions de personnes		Paramètres initiaux	•
Part de la population ayant accès à de l’eau potable, en pourcentage		Indicateurs environnementaux	•
Part de la population ayant accès à des installations d’assainissement, en pourcentage		Indicateurs environnementaux	•
Contexte institutionnel			
Dépenses en dépollution atmosphérique (% du PIB)		Indicateurs environnementaux	
Dépenses en recherche scientifique (% du PIB)		Indicateurs environnementaux	•
Dépenses en protection environnementale (% du PIB)		Indicateurs environnementaux	
Participation aux traités et conventions		Indicateurs environnementaux	
Autres			
Indice de durabilité environnementale, notation		Paramètres initiaux (Yale Center on Environmental Legislation and Policy [Université de Yale, États-Unis] et Columbia Center of the World Information Network on Earth Sciences [Université de Columbia, États-Unis])	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



YÉMEN Asie Occidentale

Très pauvre pays en développement doté d'une importante population rurale, le Yémen dispose d'indicateurs liés à la CPD qui s'intéressent avant tout à l'atténuation de la pauvreté, à la productivité et à la qualité de l'environnement agricole. Plusieurs indicateurs sélectionnés sont mesurés par l'Office central de la statistique, mais ne semblent pas spécialement émaner de stratégies ou de politiques particulières. La documentation (en ligne) et l'accessibilité d'informations et de publications politiques sont quelque peu restreintes.

De plus, il n'existe aucun indicateur de CPD dans le domaine institutionnel, ce qui dénote une approche peu institutionnalisée de la CPD dans le pays. Les indicateurs du Yémen liés à la CPD ne traitent que de questions fondamentales et plus générales de la CPD. Certains indicateurs du pays adoptent bien un point de vue intéressant (ex: "Croissance économie fondée sur le pétrole"), mais des doutes demeurent quant à la faisabilité de la collecte de données sur des indicateurs aussi originaux. À l'heure actuelle, le pays n'a conçu aucun programme ou groupe d'indicateurs propre à la CPD.



© UNESCO photobank – Pascal Maréchaux

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan de développement pour la réduction de la pauvreté	Élévation du niveau de vie par la définition d'une série d'objectifs planifiés (liés à la CPD).	2006 – 2010	Non disponible en ligne
Évaluation de la pauvreté en République du Yémen	Évaluation des progrès procédant des trois plans quinquennaux de réforme économique du Yémen et des politiques mises en œuvre pour réduire la pauvreté. Le rapport – publié par le Gouvernement du Yémen, la Banque mondiale et le PNUD – évalue également le rôle de la croissance et le système de surveillance de la pauvreté du pays. Inclut des indicateurs (RYPA).	2007	http://go.worldbank.org/DZXB1DU520
Rapport OMD 7 Yémen	Rapport sur les progrès réalisés autour de quatre indicateurs liés à la CPD et inspirés de l'OMD 7. Examine, notamment, la situation, les enjeux, le contexte (politiques et programmes), les priorités de l'aide au développement et l'environnement de surveillance et d'évaluation. Inclut des indicateurs.	2000 (?)	Non disponible en ligne
Statistiques	Office central de la statistique (CSO); différents indicateurs, qui ne sont pas tous mesurés chaque année et ne sont pas nécessairement intégrés aux stratégies ou politiques.		CSO: http://cso-yemen.org/content.php?do=pcat&cid=5
Indicateurs (liés à la) CPD		Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources			
Substances that Deplete the Ozone Layer & Quantity Consumption by Sector		CSO – Indicateurs environnementaux	•
Production/rendement de chaque culture agricole		CSO – Indicateurs agricoles	
Production/rendement de chaque culture agricole		CSO – Indicateurs agricoles	
Consommation d'énergie			
Energy use per \$1 GDP		OMD 7	•
Main source of cooking		RYPA	
Electricity production		CSO – Indicateurs agricoles	•
Distribution of number and ratio of dwellings and population by means of source of cooking fuel		CSO – Indicateurs de construction	
Occupation des sols et biodiversité			
Proportion of land area covered by forests		OMD 7	
Cultivable and cultivated areas		CSO – Indicateurs agricoles	
Déchets et pollution			
Quantity of solid waste at government centres and number of official dumps		CSO – Indicateurs environnementaux	
Carbon dioxide emissions (per capita) and consumption of ozone-depleting chlorofluorocarbons		OMD 7	•
Contexte socioéconomique			
Economic growth per sector		RYPA	•
Oil-based economic growth		RYPA	
Unemployment rate		RYPA	•
Number of people seeking health care when sick		RYPA	
% Prevalence of severe malnutrition		RYPA	
Type of house		RYPA	
Proportion of population with sustainable access to an improved water source, urban and rural		OMD 7	•
Contexte institutionnel			
Autres			

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect



CHILI Amérique Latine et les Caraïbes

Bien que le Chili possède un certain nombre de politiques et de programmes liés à la durabilité, il semble que le Gouvernement chilien n'ait pas encore entrepris de concevoir une stratégie nationale de CPD et de mettre en place les mesures correspondantes. Le site Web du ministère de l'Environnement national publie certes les directives du PNUE en matière de CPD, mais le Gouvernement chilien ne donne aucune indication sur la CPD nationale, et encore moins sur des indicateurs de CPD. L'existence d'indicateurs de développement durable au Chili démontre pourtant que le concept de développement durable est pris en compte, notamment depuis qu'il a été décidé de les étendre à l'échelle nationale. Les indicateurs chiliens liés à la CPD recensés dans la liste ci-dessus abordent de nombreux sujets et ne montrent que quelques lacunes en termes d'indicateurs institutionnels, d'occupation des sols et de biodiversité.

Il est intéressant de noter qu'une attention particulière est portée aux questions d'énergie : le Chili dispose d'un Programme national d'efficacité énergétique, ainsi que d'une Politique de production propre axée sur des solutions énergétiques durables et novatrices. Cette question a récemment gagné en importance car le Chili est actuellement confronté à une pénurie d'énergie, qui prend une tournure de crise, au début de 2008. Le fait d'inclure la question de l'utilisation et de la production d'énergie au cœur du développement national peut, dans une certaine mesure, expliquer pourquoi de nombreux indicateurs de CPD sont issus du Rapport national annuel sur l'environnement.



© Reuters

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Programa Puente	L'un des deux grands programmes nationaux issus de FOSIS – Fonds d'investissement social et de solidarité. Présenté par le Président comme étant la principale Stratégie de réduction de la pauvreté au Chili.	2006 – 2010	www.programapuente.cl/
Chile Solidario	L'autre grand programme FOSIS. Destiné à aider les populations en extrême pauvreté à sortir de leur indigence.	2006 – 2010	Ministère de la Planification (Mideplan): www.mideplan.cl/final/categoria.php?secid=1&catid=112
Loi chilienne sur l'environnement	Inclut des réglementations sur les véhicules, l'industrie et les déchets industriels.	1994	Ministère de l'Environnement (MMA): www.conama.cl
Politique de production propre	Mécanismes d'incitation financière et promotion de formes d'énergie plus propres et plus durables.	2000 – 2010	www.produccionlimpia.cl/
Politique environnementale de développement durable	Promotion de formes de production propre: la production et la consommation en prévention des dommages environnementaux.	1998	SINIA: www.sinia.cl
Étude de consommation durable	Étude des comportements et perceptions vis-à-vis de la consommation durable dans le but de promouvoir des modèles de consommation durable.	2003	CONAMA: www.conama.cl/
Indicateurs régionaux de développement durable	Déployés à l'échelle régionale entre 1997 et 2002 et actuellement en cours de déploiement à l'échelle nationale. Conçus en concertation avec le ministère chilien de l'Environnement et le ministère canadien de l'Environnement dans le cadre d'un Accord de coopération environnementale.	1997	Accord de coopération environnementale: www.eclac.cl/
Autres stratégies et programmes environnementaux liés à la CPD	<ul style="list-style-type: none"> • Stratégie nationale sur le changement climatique (2006) • Stratégie nationale sur la biodiversité (2003) • Programme national d'efficacité énergétique (2006): contrôlé par des indicateurs de performance 		
Statistiques	Rapport annuel sur l'environnement: Indicateurs environnementaux Statistiques Mideplan Instituto Nacional de Estadísticas (INE) – Institut national de statistique Statistiques macroéconomiques Banco Central Comisión Nacional de Energía (CNE) – Commission nationale de l'énergie	2005	Institut national de statistique, ministère de l'Environnement Mideplan: www.mideplan.cl/casen/ INE: www.ine.cl/ Banque centrale du Chili: www.bcentral.cl/ CNE: www.cne.cl
		2006	
		2007	

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Production nette et consommation annuelle et mensuelle d'eau potable fournie par la société AGUAS ANDINAS, agglomération de Santiago, 2001 – 2005 (en milliers de m ³)	Rapport annuel sur l'environnement	•
Production de produits miniers métalliques et non métalliques, 2004 – 2005	Rapport annuel sur l'environnement	
Production intérieure de pétrole brut	Rapport annuel sur l'environnement	
Cultures essentielles annuelles: superficies cultivées, production et rendement, en fonction du type au niveau national, saison agricole 2004 – 2005	Rapport annuel sur l'environnement	
Variation des prises de poissons, crustacés et algues, 2001 – 2005 (en milliers de tonnes)	Rapport annuel sur l'environnement	
Variation de la consommation de substances menaçant l'ozone, 1996 – 2005 (en tonnes)	Rapport annuel sur l'environnement	•
Ventes de pesticides agricoles, par région, janv.-déc. 2003 (en kg)	Rapport annuel sur l'environnement	•
Consommation d'énergie		
Production brute de produits énergétiques primaires et secondaires, 2000 – 2004	Rapport annuel sur l'environnement	
Production d'énergie électrique, mois par mois 2006 – 2007	INE	•
Variation de la production électrique, de 1996 à 2005 en millions de KWh	Rapport annuel sur l'environnement	
Consommation de produits énergétiques primaires et secondaires, 2000 – 2004	Rapport annuel sur l'environnement	
Variation de la consommation finale d'énergie secondaire par habitant, 1995 – 2004	Rapport annuel sur l'environnement	
Consommation d'énergie par type d'énergie et par secteur industriel (secteurs résidentiel et public compris), 2006	CNE	
Capacité en énergie renouvelable au niveau national, en pourcentage	CNE	•
Occupation des sols et biodiversité		
Prélèvements au sol, par étendue des dommages estimés et par région	Rapport annuel sur l'environnement	
Contamination des sols, par étendue des dommages estimés et par région	Rapport annuel sur l'environnement	
Changement irréversible d'affectation des sols, par étendue des dommages estimés et par région	Rapport annuel sur l'environnement	
Déchets et pollution		
Élimination finale des déchets (déchets ménagers et déchets solides analogues), par région, 2001 – 2005 (tonnes/an)	Rapport annuel sur l'environnement	•
Rejets sauvages de déchets liquides industriels (effluents) par entreprise et par région, 1999 (m ³)	Rapport annuel sur l'environnement	
Principaux déversements contaminants par port et par produit, 2001 – 2005 (litres)	Rapport annuel sur l'environnement	
Conséquences de la manipulation de substances dangereuses, par région, 2001 – 2005	Rapport annuel sur l'environnement	
Répartition de déchets radioactifs par générateur, en pourcentage, 1997 – 2005	Rapport annuel sur l'environnement	
Contexte socioéconomique		
Variation du PIB par personne	Statistiques macroéconomiques Banco Central	•
Taux de chômage en 2007	INE	•
Données d'emploi et de chômage pour cinq différentes tranches d'âges et de revenus	Mideplan	
Courbe de pauvreté	Mideplan	
Croissance démographique en 1990 et prévisions jusqu'en 2010	Rapport annuel sur l'environnement	•
Couverture du système d'eau potable et d'eaux usées en décembre 2005, par région	Rapport annuel sur l'environnement	•
Population par sexe ayant accès aux différents services de santé (publics et privés)	Mideplan	•
Type de logement par zone (urbaine/rurale) et région	Mideplan	•
Nombre d'enfants occupant des emplois inadmissibles	INE	•
Contexte institutionnel		
Autres		
Évolution du nombre d'automobiles privées en circulation, 2001 – 2005	Rapport annuel sur l'environnement	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect

“ Il est intéressant de noter qu'une attention particulière est portée aux questions d'énergie: le Chili dispose d'un Programme national d'efficacité énergétique, ainsi que d'une Politique de production propre axée sur des solutions énergétiques durables et novatrices. ”



COLOMBIE Amérique Latine et les Caraïbes

Sur les cinq pays d'Amérique latine représentés dans l'étude, la Colombie est celui qui possède le concept de développement durable le plus fermement ancré dans son Plan de développement national. En témoigne la création en 2007 d'institutions gouvernementales tournées vers la durabilité, comme le Programme environnemental pour les entreprises/industries, qui concentre ses efforts sur l'industrie en la sensibilisant aux questions de durabilité et de performance. La question des indicateurs de DD est particulièrement pertinente pour la Colombie, dont la législation oblige le Gouvernement à publier quinze indicateurs dans ce domaine, dont beaucoup peuvent relever de la CPD. De plus, les statistiques relatives au Rapport annuel sur l'environnement (telles qu'elles sont employées dans la liste ci-dessus d'indicateurs) font l'objet d'un suivi continu.

Sur le plan de la production, la Politique nationale de production propre promulguée en 1997 et les conventions ultérieurement conclues avec le secteur privé démontrent la volonté du Gouvernement de promouvoir une production plus propre. L'examen actuellement mené sur la politique et l'évaluation de son avancement permettront de poursuivre la sensibilisation sur les questions cruciales de la production durable et sur les opportunités qu'elle présente. Le Gouvernement est également en passe de redéfinir, avec le soutien du PNUE, une politique intégrée de CPD. En dépit de la priorité politique conférée à l'efficacité énergétique et à l'usage des ressources naturelles durables, la Colombie n'a encore mis en œuvre aucun programme explicite de CPD, ni aucune politique stratégique à proprement parler.



© Reuters

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan de développement national (NDP)	Stratégie de réduction de la pauvreté et ébauche d'une politique de gestion environnementale. Promotion du développement durable et de l'utilisation durable de ressources naturelles. Lié aux OMD. A abouti à la création du Département de développement durable sectoriel.	2006 – 2010	Departamento Nacional de Planeación (DNP): www.dnp.gov.co/
Loi 99 – Loi sur l'environnement	A demandé au ministère de l'Environnement de produire et de contrôler des informations sur l'environnement (Rapport sur la situation de l'environnement).	1993	Ministère de l'Environnement: www.minambiente.gov.co/
	Rapport sur la situation de l'environnement et des ressources naturelles renouvelables en Colombie (Rapport annuel sur l'environnement).	2004	Système d'informations sur l'environnement colombien (SIAC)
Politique nationale de production propre	A abouti à la conclusion d'accords entre les autorités environnementales et le secteur privé. Ces accords prévoient des cibles quantifiées, des délais d'exécution, des engagements d'entreprises et des mécanismes de surveillance et de vérification des résultats.	1997	Non disponible en ligne
Proposition de Stratégie sectorielle sur l'environnement – Programme environnemental pour les entreprises/industries	Examine en détail une proposition de politique de développement durable applicable à l'industrie et les contributions qu'elle peut apporter au développement durable. Analyse également les indicateurs recensés ci-dessous et les défis qu'ils constituent pour une performance améliorée de la durabilité.	2007	Ministère de l'Environnement: www.minambiente.gov.co/
Décret relatif aux Indicateurs de développement durable 1200/2004	Obligation de compte rendu sur six objectifs, avec quinze indicateurs. Inclut des aspects de CPD. Publication d'indicateurs de développement durable pour décembre 2008. Projet bénéficiant du soutien de la Banque mondiale.	2004 et 2007	Ministère de l'Environnement: www.minambiente.gov.co/
Autres initiatives liées à la CPD.	<ul style="list-style-type: none"> Initiative du PNUE pour l'Amérique latine et la Caraïbe: Indicateurs de développement durable, la Colombie a dressé un rapport sur 26 indicateurs (2007). Rapport sur les objectifs du Millénaire pour le développement: Rapport intérimaire (2002 – 2006). 		
Rapport: Initiative Amérique latine et Caraïbe pour le développement durable: Indicateurs de surveillance – Colombie	Discussion et introduction des Indicateurs de DD.	2007	Ministère de l'Environnement, DANE et PNUE: www.minambiente.gov.co/documentos/1819_INDICADOR_ILAC.pdf
Rapport: Progrès et Enjeux de la Politique sociale colombienne	Analyse des dépenses consacrées aux programmes NDP, notamment dans certains domaines ayant trait à la réduction de la pauvreté, partiellement liés à la CPD.	2008	DNP: www.dnp.gov.co/PortalWeb/Portals/0/archivos/documentos/DDS/politica%20social%20febrero.pdf
Statistiques	Département administratif national de statistique – Departamento Administrativo Nacional de Estadística (DANE): <ul style="list-style-type: none"> Prévisions de croissance démographique 2006 – 2020 Statistiques sur la qualité de la vie Analyse du travail infantile Parc automobile 		DANE: www.dane.gov.co

COLOMBIE

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Indice de pénurie d'eau	Rapport annuel sur l'environnement	
Disponibilité en eau par habitant	Indicateurs de DD	•
Consommation intérieure d'eau par tranche de 1 000 USD du PIB	Indicateurs de DD	
Consommation de chlorofluorocarbures menaçant la couche d'ozone	Indicateurs de DD	
Utilisation d'engrais et de pesticides en agriculture	Rapport annuel sur l'environnement	•
Composition des ventes nationales de pesticides en fonction de leurs effets/catégories toxiques	Rapport annuel sur l'environnement	
Demande annuelle en bois du secteur secondaire	Rapport annuel sur l'environnement	
Indices de prises de poissons/crustacés par bateau de pêche côtière	Rapport annuel sur l'environnement	•
Consommation d'énergie		
Consommation d'énergie par personne	Rapport annuel sur l'environnement	•
Consommation d'énergie finale par secteur	Rapport annuel sur l'environnement	•
Intensité énergétique	Rapport annuel sur l'environnement	•
Taux de croissance de la consommation énergétique du secteur du logement	Rapport annuel sur l'environnement	
Proportion d'énergies renouvelables dans la demande intérieure d'énergie	Rapport annuel sur l'environnement	•
Occupation des sols et biodiversité		
Taux annuel moyen de déforestation	Rapport annuel sur l'environnement	•
Proportion de surfaces boisées	Indicateurs de DD	•
Taux de désertification	Rapport annuel sur l'environnement	•
Proportion d'aires de végétation soumises à des cultures illicites	Rapport annuel sur l'environnement	
Érosion des sols	Rapport annuel sur l'environnement	•
Salinisation des sols	Rapport annuel sur l'environnement	
Superficies endommagées par l'activité minière	Rapport annuel sur l'environnement	
Taux de variation de l'écosystème	Rapport annuel sur l'environnement	
Déchets et pollution		
Taux de production de déchet solides	Rapport annuel sur l'environnement	•
Volume de déchets solides urbains	Rapport annuel sur l'environnement	
Émissions polluantes par secteur industriel	Rapport annuel sur l'environnement	
Indice de qualité de l'air à Bogota	Rapport annuel sur l'environnement	•
Contexte socioéconomique		
Prévisions de croissance démographique	DANE	•
Coefficient de Gini	Politique sociale colombienne	•
Population ayant accès à des installations d'assainissement	Indicateurs de DD	•
Proportion de la population couverte par un système de santé public ou privé	DANE	•
Proportion de la population bénéficiant de services de collecte de déchets solides	Indicateurs de DD	
Type de propriété immobilière (location ou propriété)	DANE	
Densité démographique dans les zones de l'écosystème	Rapport annuel sur l'environnement	
Évolution du nombre de petites entreprises	Indicateurs de DD	
Niveaux de travail infantile	DANE	•
Niveaux de satisfaction des besoins humains parmi les communautés de la région (Amazonie et Pacifique) par les systèmes de production	Rapport annuel sur l'environnement	•
Vulnérabilité sociale des logements sur la zone côtière vis-à-vis des impacts de la montée des eaux due au changement climatique	Rapport annuel sur l'environnement	
Contexte institutionnel		
Dépenses consacrées à la stratégie de réduction de la pauvreté par type de programme, 2006 – 2010	Politique sociale colombienne	
Autres		
Ventes d'automobiles par type	DANE	

■ Indicateur direct ■ Indicateur indirect

“ Sur les cinq pays d'Amérique latine représentés dans l'étude, la Colombie est celui qui possède le concept de développement durable le plus fermement ancré dans son Plan de développement national. En témoigne la création en 2007 d'institutions gouvernementales tournées vers la durabilité, comme le Programme environnemental pour les entreprises/industries. ”



CUBA Amérique Latine et les Caraïbes

Par comparaison avec les autres nations en développement recensées dans l'étude, Cuba occupe une très bonne place grâce à ses institutions et lois relatives à l'environnement et à la durabilité sociale, mais aussi grâce au nombre et à la nature de ses indicateurs liés à la CPD. Fort du très haut niveau de son indice de développement humain, le pays est reconnu pour ses résultats sociaux. L'agence statistique nationale de Cuba, la Oficina Nacional de Estadísticas (ONE), fournit une base utile de données environnementales, sociales et économiques.

Le Gouvernement cubain projette de concevoir une stratégie de CPD et de compléter ses indicateurs de CPD en 2008. Ces tâches seront exécutées par le Groupe national de production propre et de consommation durable, groupe transsectoriel constitué des représentants d'onze ministères et coordonné et dirigé par le ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement. L'actuelle base d'indicateurs suivis facilitera la mise au point d'un tel groupe spécifique d'indicateurs de CPD.



© UNESCO photobank – Cécile Nirmengarten

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan annuel social et économique	Priorités sociales et économiques annuelles nationales identifiées et dûment budgétées.	2007	www.cubagob.cu/des_eco/mep/economia.htm
Loi sur l'environnement no. 81	Spécifie l'importance du développement durable pour le développement futur des pays. ARTICLE 3 – "Le devoir de l'État, des citoyens et de la société en général est de protéger l'environnement par: <ul style="list-style-type: none"> • sa conservation et son usage rationnel • l'évolution constante des connaissances des citoyens sur les corrélations entre l'homme, la nature et la société • la réduction et l'élimination des formes non durables de production et de consommation. 	1997	http://www.medioambiente.cu
Stratégie nationale sur l'environnement	Vision: atteindre un niveau supérieur de protection environnementale et imposer un usage rationnel des ressources naturelles, avec une utilisation efficace des ressources financières et matérielles du pays.	2007 – 2010	http://www.medioambiente.cu
Stratégie nationale de consommation durable et de production propre	Les principaux problèmes environnementaux identifiés dans la Stratégie environnementale nationale de Cuba 2007 – 2010 constituent également les priorités de la stratégie de CPD. Ils portent, entre autres, sur la gestion des ressources en eau, de l'énergie, des déchets et de l'industrie. Accroissement de la production propre dans le secteur des entreprises afin d'améliorer leur performance durable. Intégration de la production propre dans les nouvelles réglementations environnementales et prise en compte par l'Institut national de la statistique.	2004 (à réviser et élaborer plus avant en 2008)	http://www.uneq.fr/scp/
Politique environnementale du ministère de la Construction	Objectifs: utilisation durable des ressources naturelles non renouvelables, réutilisation et recyclage, efficacité énergétique et promotion de la norme ISO 14000 comme instrument de gestion environnementale.		http://www.medioambiente.cu
Stratégie environnementale pour la politique en matière de transport et d'environnement du ministère des Transports	Conception de pratiques de gestion environnementale visant à minimiser ou éliminer l'impact des transports et de leurs infrastructures sur l'air, l'eau, le sol, la flore et la faune. La politique vise à minimiser les émissions, les gaz et les déchets polluants par l'application de technologies et par la réutilisation et le recyclage.	1997	http://www.medioambiente.cu
Stratégie environnementale pour l'industrie de la pêche	<ul style="list-style-type: none"> • Garantir l'exploitation durable de nos ressources aquatiques par une gestion efficace de la pêche et un strict respect des prescriptions légales du Décret-loi no. 164 "Règlement sur la pêche". • Gérer dûment les éventuelles pollutions maritimes ou terrestres dues à la flotte de pêche et aux déchets. • Se conformer au Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone. 	1997	http://www.medioambiente.cu
Statistiques	Recueil environnemental ONE 1990 – 2004		www.one.cu
	Statistiques de comptabilité nationale ONE 2006		www.one.cu
	Statistiques de développement national	2001 – 2006	www.one.cu

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Consommation annuelle d'eau par activité	Statistiques de l'Institut national des ressources hydrauliques	
Quantité et capacité des barrages en exploitation par province	Statistiques environnementales ONE	
Prises de poissons par groupe d'espèces	Statistiques environnementales ONE	
Total de pesticides/POP par an et par secteur	Statistiques environnementales ONE	•
Rendement agricole par culture sélectionnée (autre que la canne à sucre). Secteur public/secteur privé	Statistiques environnementales ONE	
Indicateur sélectionné de production laitière (lait de vache)	Statistiques environnementales ONE	
Indice de production industrielle par origine de produit	Statistiques environnementales ONE	
Production industrielle totale de produits sélectionnés (30 catégories de produits)	Statistiques environnementales ONE	
Consommation d'énergie		
Dispositifs de production d'énergie renouvelable et de biomasse comme combustible	Statistiques environnementales ONE	
Offre d'énergie renouvelable	Statistiques environnementales ONE	•
Production nationale d'énergie primaire (pétrole, gaz, eau, bois, canne à sucre)	Statistiques environnementales ONE	•
Production nationale d'énergie secondaire	Statistiques environnementales ONE	•
Indicateurs de consommation d'électricité	Statistiques environnementales ONE	•
Consommation d'autres ressources énergétiques par secteur	Statistiques environnementales ONE	
Consommation d'énergie dans les foyers	Statistiques environnementales ONE	
Consommation d'électricité par secteur	Statistiques environnementales ONE	
Occupation des sols et biodiversité		
Indice de déforestation par province (%)	Statistiques environnementales ONE	•
Incendies de forêt par cause, année 2006	Statistiques environnementales ONE	
Superficie reboisée par province	Statistiques environnementales ONE	
Distribution et occupation des sols, en fonction des formes de propriété et des types d'entreprises ou d'entités économiques	Statistiques environnementales ONE	
Superficies récoltées et production de cultures sélectionnées autres que la canne à sucre (secteur public)	Statistiques environnementales ONE	
Déchets et pollution		
Volume de déchets solides collectés par province	Statistiques environnementales ONE	
Quantité de déchets solides recyclés/réutilisés par province	Statistiques environnementales ONE	
Pourcentage de réduction de la charge polluante, par province	Statistiques environnementales ONE	
Production de matières premières recyclées	Statistiques environnementales ONE	
Contexte socioéconomique		
PIB par personne	Statistiques de comptabilité nationale ONE	•
Répartition de la main-d'œuvre par catégorie professionnelle et par sexe	Main-d'œuvre et salaires ONE	
Population totale par sexe, taux de croissance annuelle et proportion hommes-femmes	Statistiques démographiques ONE	•
Espérance de vie par sexe et par âge, 2001–2003	Statistiques démographiques ONE	
Pourcentage de la population ayant accès à de l'eau potable et à des installations d'assainissement	Statistiques environnementales ONE	•
Nombre d'habitants par médecin	Santé publique et assistance publique ONE	
Nombre moyen de lits disponibles pour assistance médicale dans des unités de soins	Santé publique et assistance publique ONE	
Pourcentage de la population totale et urbaine ayant accès à des services de collecte de déchets	Statistiques environnementales ONE	
Principaux indicateurs du système d'assistance sociale (y compris les dépenses par personne, le nombre de bénéficiaires retraités et le nombre de bénéficiaires handicapés)	Santé publique et assistance publique ONE	
Contexte institutionnel		
Investissements réalisés dans la protection atmosphérique et climatique (en pesos)	Statistiques environnementales ONE	
Investissements réalisés dans la gestion de l'eau (en pesos)	Statistiques environnementales ONE	
Investissements réalisés dans la protection des sols (en pesos)	Statistiques environnementales ONE	
Nombre de professionnels bénéficiant d'une formation à la CPD par an	Ministère de la Science, de la Technologie et de l'Environnement	
Autres		
Charge de trafic par type et par tonne-km	Statistiques environnementales ONE	
Passagers transportés par des entreprises publiques spécialisées	Statistiques de transport ONE	

■ Indicateur direct	■ Indicateur indirect
--	--

“ Fort du très haut niveau de son indice de développement humain, le pays est reconnu pour ses résultats sociaux. L'agence statistique nationale de Cuba, la Oficina Nacional de Estadísticas (ONE), fournit une base utile de données environnementales, sociales et économiques. ”



JAMAÏQUE Amérique Latine et les Caraïbes

Bien que la plupart des politiques de développement de la Jamaïque ne traitent pas directement de la durabilité, les trois dimensions du concept sont bien représentées dans le cadre politique actuel du pays. Le Cadre national pour le développement durable comblera cette lacune une fois qu'il aura été approuvé. D'ici là, le Plan d'action national pour l'environnement demeure le principal pilier de la durabilité dans le paysage politique jamaïcain.

Ce plan ne concerne pas seulement les cadres internationaux de durabilité, comme le Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ), mais reconnaît également le concept de CPD. Le pays ne dispose pour l'heure d'aucun groupe spécifique d'indicateurs de développement durable ou de CPD, mais son Agence statistique nationale contrôle déjà de nombreux indicateurs afférents. En particulier, la grande diversité d'indicateurs institutionnels distingue la liste des indicateurs jamaïcains de celles des autres pays.



© UNESCO photobank – Gary Masters

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan de développement national (NDP) – Vision 2030	Plan de développement sur 25 ans. Objectif: atteindre le statut de pays développé d'ici à 2030. Processus de consultation publique. Le projet sera présenté au Parlement en avril 2008. Stratégies planifiées dans le cadre du NDP (2007): <ul style="list-style-type: none"> • Plan sectoriel pour l'industrie minière • Ébauche de plan sectoriel pour le tourisme • Plan sectoriel pour l'industrie manufacturière • Plan sectoriel pour le transport • Plan de stratégie pour la réduction de la pauvreté • Plan sectoriel pour l'égalité hommes-femmes 	NDP en cours d'élaboration depuis 2005 (2005 – 2030)	Institut de planification de la Jamaïque (PIOJ): https://pioj.gov.jm
Cadre de politique socioéconomique à moyen terme (MTF)	Programme triennal doté d'objectifs macroéconomiques, sociaux, environnementaux et de gouvernance.	2004/05 – 2007/08	PIOJ: https://pioj.gov.jm
Cadre national pour le développement durable (NSDF) – Vision 2025	Définition d'un cadre global de développement durable, promouvant des mécanismes efficaces et des actions stratégiques nationales en vue de satisfaire différents objectifs de développement durable.	En cours d'élaboration	Non disponible en ligne
Plan d'action environnemental national de Jamaïque (JaNEAP)	Seize domaines thématiques, dont beaucoup ont trait à la CPD (ex: consumérisme écologique et SME). Des politiques de CPD sont intégrées au JaNEAP. Plan aligné sur le Plan de mise en œuvre de Johannesburg, les objectifs du Millénaire pour le développement et les systèmes d'information régionaux/nationaux. JaNEAP doit faire partie intégrante du NSDP actuellement en cours d'élaboration. JaNEAP inclut des indicateurs.	2006 – 2009	Agence nationale de l'environnement et de la planification (NEPA): www.nepa.gov.jm/adverts/JANEAP-2006.pdf
Autres stratégies et politiques environnementales liées à la CPD	<ul style="list-style-type: none"> • Plan d'action et stratégie nationaux sur la biodiversité (2003) • Politique énergétique de Jamaïque (2006 – 2020) 		https://pioj.gov.jm/JDPDownloads.aspx
Statistiques	Institut statistique de la Jamaïque (Statinja): <ul style="list-style-type: none"> • Statistiques démographiques • Comptes nationaux • Indicateurs commerciaux • Statistiques environnementales • Recensements 		Statinja: www.statinja.com
	Indice de vulnérabilité pour l'environnement naturel (EVI). Conçu par la Commission du Pacifique Sud pour les géosciences appliquées (PACSU) et le Programme des Unies pour l'environnement (PNUE).	2005	PACSU et PNUE

JAMAÏQUE

Indicateurs (liés à la) CPD	Groupe d'indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Besoins en eau par secteur	JaNEAP	•
Disponibilité des eaux souterraines et des eaux de surface	JaNEAP	
Prélèvements annuels d'eaux souterraines et de surface en pourcentage de l'eau renouvelable totale [stress hydrique (%)]	JaNEAP	•
Prises annuelles d'espèces majeures (poissons marins, homards, conques, crabes, crevettes, etc.)	JaNEAP	
Production agricole de toutes les cultures majeures	JaNEAP	•
Pesticides/herbicides/engrais importés par an	JaNEAP	•
Consommation de substances menaçant l'ozone	JaNEAP	•
Énergie		
Part de consommation de ressources d'énergie renouvelable	JaNEAP	•
Utilisation de technologies d'énergies de substitution	JaNEAP	
Nombre d'installations de cogénération	JaNEAP	
Volume d'importations pétrolières par an	JaNEAP	
Occupation des sols et biodiversité		
Variation de l'occupation des sols par type d'affectation	JaNEAP	•
Taux annuel d'augmentation/diminution du couvert forestier	JaNEAP	•
Nombre d'hectares de surfaces reboisées par an	JaNEAP	
Valeur des pertes de surfaces cultivées dues à l'érosion des sols	JaNEAP	
Disparitions	EVI	•
Superficie réservée à la conservation de l'eau	JaNEAP	
Déchets et pollution		
Production de déchets solides et de déchets dangereux industriels et municipaux	JaNEAP	•
Taux de réutilisation et de recyclage des déchets	JaNEAP	•
Nombre de stations d'épuration d'eaux usées conformes à la norme d'effluents d'eau usée NRCA	JaNEAP	
Tronçons fluviaux pollués (%) – invasion d'eau salée, pollution industrielle, pollution par eaux usées, pollution agricole	JaNEAP	
Concentration de pollution atmosphérique en zone urbaine	JaNEAP	•
Nombre de cas d'infection respiratoire dus à la pollution atmosphérique	JaNEAP	
Contexte socioéconomique		
PIB par personne	Statinja	•
Importations par groupe de produits (en milliers d'USD)	Statinja	•
Exportations par groupe de produits (en milliers d'USD)	Statinja	•
Croissance démographique	Statinja	•
Pourcentage de la population ayant accès à de l'eau potable salubre	Statinja	•
Pourcentage de la population ayant accès à des installations améliorées d'assainissement	Statinja	•
Pourcentage de la population raccordée à des réseaux d'égout	Statinja	•
Taux de chômage	Statinja	•
Emploi dans des grands établissements, par groupe industriel 2003 – 2006	Statinja	
Hausse du parc immobilier (%) et type d'habitat	Statinja	
Collecte de déchets solides (%)	JaNEAP	
Contexte institutionnel		
Nombre d'entreprises certifiées ISO 14001	JaNEAP	•
Montant des exonérations fiscales sur les technologies d'énergie de substitution	JaNEAP	
Nombre de plans/plans d'action stratégique d'aménagement de bassins versants en cours de déploiement	JaNEAP	
Dépenses en gestion environnementale en pourcentage du PIB	JaNEAP	
Pourcentage d'infractions aux réglementations environnementales donnant lieu à des poursuites judiciaires	JaNEAP	
Nombre d'entreprises dotées de plans d'action pour l'amélioration de la qualité des émissions atmosphériques	JaNEAP	
Nombre de politiques faisant l'objet d'une Évaluation environnementale stratégique (EES)	JaNEAP	
Nombre d'EES par secteur par rapport aux développements approuvés	JaNEAP	
Nombre de personnes formées aux Systèmes de gestion environnementale	JaNEAP	
Volume de la demande en programmes de gestion	JaNEAP	
Autres		
Nombre et types d'installations d'écotourisme	JaNEAP	
Nombre d'hôtels certifiés "Green Globe"	JaNEAP	

■ Indicateur direct	■ Indicateur indirect
--	--

“ Le pays ne dispose pour l'heure d'aucun groupe spécifique d'indicateurs de développement durable ou de CPD, mais son Agence statistique nationale contrôle déjà de nombreux indicateurs afférents. ”



BRÉSIL Amérique Latine et les Caraïbes

Bien que son Plan national ignore totalement la CPD, préférant s'intéresser à la réduction de la pauvreté et à la sécurité publique, le Brésil traite spécifiquement de la CPD et de son évaluation sous la houlette du ministère de l'Environnement. Le Brésil possède en effet deux politiques nationales liées à la CPD: la Stratégie de développement durable et la Politique de biodiversité. De plus, le Brésil a récemment conçu un Plan d'action national de CPD en collaboration avec le PNUE, qui a permis de déployer d'autres initiatives encore de CPD, comme indiqué ci-dessus. Dans le cadre de ses efforts de développement durable (DD) et de CPD, le Brésil a mis au point plusieurs groupes d'indicateurs nationaux de DD et de CPD. Alors que tous les pays représentés dans l'étude exercent un suivi de leurs indicateurs de DD et de CPD, le Brésil est le seul qui possède des groupes désignés d'indicateurs sur ces

deux aspects. Cette singularité classe certes le Brésil parmi les bons élèves, mais il est à noter que certains domaines clés de la CPD, comme les indicateurs d'émissions de gaz à effet de serre et d'occupation des sols, ont été totalement occultés dans ces groupes. La raison probable est l'alignement de la Politique nationale de DD sur l'Agenda 21, qui axe essentiellement la durabilité environnementale sur des formes plus propres et renouvelables de la production d'énergie. La liste ci-dessus d'indicateurs de CPD identifiés pour le Brésil comporte donc plusieurs indicateurs énergétiques et économiques qui complètent les groupes nationaux existants d'indicateurs de CPD et de DD et comblent quelques lacunes thématiques. Cependant, aucun indicateur institutionnel en matière de CPD n'a pu être identifié pour le Brésil.

Cadre/Politique/Source	Rapport avec la CPD/Commentaires	Année/État	Liens
Plan pluriannuel	Plan national conçu autour de trois axes: croissance économique, qualité de l'éducation et agenda social.	2008 – 2011	www.inesc.org.br/library/other-publications/ARTIGO%20PPA%202008%202011%20ingles.pdf
Stratégie nationale de développement durable	Connue sous le nom d'Agenda brésilien 21. Objectif 1: consommation et production durables contre la culture du gaspillage. Objectif 2: Éco-efficacité et responsabilité sociale des entreprises. Supervision assurée par la Commission des politiques de développement durable (Secretaria de Políticas para o Desenvolvimento Sustentável).	2002	Ministère de l'Environnement (MMA); www.mma.gov.br/index.php?ido=conteudo.monta&idEstrutura=18&idConteudo=4957
	Indicateurs de développement durable (SDI).	2004	MMA/Institut brésilien de géographie et de statistique
Plan d'action national pour la consommation et la production durables	Le Brésil s'efforce de minimiser les coûts environnementaux et sociaux, d'améliorer la compétitivité des entreprises et de réduire les risques sur la santé humaine et l'environnement. Définit sept domaines prioritaires de CPD.	2007	PNUE: www.unep.fr/pc/sustain/initiatives/actionplans/documents/BRA_PlanPORT.pdf
	Indicateurs de consommation et développement durables (CPD).	2004	MMA/Institut brésilien de géographie et de statistique
Campagne de consommation responsable des emballages (Campanha Consumo Consciente de Embalagens)	Promotion et diffusion à l'échelle nationale d'une culture de consommation responsable des emballages.	2007	MMA
Guide des bonnes pratiques de consommation durable	Visé à éduquer la population en lui montrant comment utiliser des appareils ménagers de manière durable et comment économiser l'eau et l'énergie à la maison (guide illustré). Produit par le ministère de l'Environnement et l'Institut pour la défense des consommateurs.	1998	MMA: http://www.mma.gov.br/port/sds/index.cfm
Politique nationale de biodiversité	Promotion de la conservation de la biodiversité et de la consommation durable de ses composants de manière intégrée: "III – Composant 3 – Consommation durable des composants de la biodiversité".	2002	MMA: www.mma.gov.br/estruturas/conabio/_arquivos/43391ng.pdf
Décret 22 2005 complétant la Politique nationale sur l'eau (1997)	Promotion de la formulation et de la mise en œuvre de politiques, de programmes et de projets afférents à la gestion et à la consommation durable d'eau à tous les niveaux.	2002	MMA: www.mma.gov.br/estruturas/srhv/_arquivos/dec-agua.pdf
Informations statistiques	Agence internationale de l'énergie atomique et UNDEA: Indicateurs énergétiques de développement durable.	2007	www-pub.iaea.org/MTCD/publications/PDF/Pub1247_web.pdf
	Indicateurs de l'Institut gouvernemental de recherche économique appliquée (IPEA DATA).	2003	www.ipea.gov.br/default.jsp

Indicateurs (liés à la) CPD	Indicateurs	Indicateurs clés
Consommation de matières et utilisation des ressources		
Consommation de substances menaçant la couche d'ozone	CPD	•
Consommation de pesticides et de substances analogues, par hectare	IDD	•
Disponibilité d'engrais vendus par hectare, par type de nutriment employé	CPD	
Taux de consommation de minéraux par personne et par type de minéral	CPD	
Réserve de substances minérales moins abondantes	CPD	
Consommation d'énergie		
Intensité électrique et PIB par personne	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Consommation d'énergie par personne	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Consommation d'énergie finale de l'économie brésilienne par secteur	MME	•
Consommation de gaz et de pétrole par personne	CPD	
Proportion des sources d'énergie renouvelables dans l'approvisionnement énergétique total (par source)	CPD	•
Proportion des sources d'énergie non renouvelables dans l'approvisionnement énergétique total (par source)	CPD	
Occupation des sols et biodiversité		
Taux annuel de déforestation de la forêt amazonienne légalement résiduelle	IDD	•
Déforestation totale cumulée de la forêt amazonienne	IDD	
Déchets et pollution		
Production de déchets nucléaires de niveau faible et moyen	CPD	
Pourcentage de matières recyclées issues d'une activité industrielle, par type de matière	CPD	
Pourcentage de déchets triés et collectés, nombre de foyers bénéficiant de ce service et nombre de municipalités dotées de ce service	CPD	
Émissions annuelles de SO ₂ 1980 – 2000	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Émissions annuelles de NO _x 1980 – 2000	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Émissions annuelles de CO ₂ 1980 – 2000	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Émissions annuelles de gaz à effet de serre liées au système énergétique du Brésil 1980 – 2000	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Contexte socioéconomique		
Variation du PIB par tête 1980 – 2001	IPEA DATA	•
Coefficient de Gini 1992 – 1999	Indicateurs énergétiques de développement durable	•
Croissance démographique (population rurale et urbaine)	IPEA DATA	•
Contexte institutionnel		
Autres		
Évolution de la distance totale parcourue par des passagers (trafic de passagers)	MME	

Indicateur direct Indicateur indirect

Annexe 2

La Boussole des indicateurs de CPD

“ (Nous) devons éviter de reproduire les échecs des autres ensembles d’indicateurs de CPD à susciter l’intérêt des hommes politiques et du grand public. Cette incapacité n’est généralement pas imputée à des faiblesses techniques au niveau des définitions mêmes des indicateurs, mais plutôt au fait d’un manquement de combiner les indicateurs en des “recits” distincts ou généraux expliquant les progrès en matière de CPD. ” (AEE)^{LV}

La Boussole de la CPD constitue une tentative de trouver une base sérieuse à un cadre d’indicateurs qui s’applique à tous les niveaux – individuel, organisationnel et national – et qui fournisse aux gouvernements, producteurs et consommateurs, une description utile d’indicateurs basés sur des actions.

Hypothèses de base

Lorsque l’on considère l’interaction d’un système complexe (par exemple, un être humain ou une organisation) avec son environnement extérieur, il apparaît que sa survie à long terme dépendra de sa capacité à changer ses habitudes (son adaptabilité), ainsi que de sa capacité à nouer, approfondir et entretenir un large éventail de relations qui profitent à tous. Cette caractéristique couvre les périodes de l’évolution. En termes économiques, elle constitue la perspective “à long terme”.

Avec un graphique simple, nous pouvons imaginer une boussole qui indique la direction vers une société plus durable (Figure 3). Plus notre adaptabilité et notre capacité à entretenir des relations qui profitent à tous augmentent, et plus la possibilité de créer une société durable est grande.

Quatre approches pour encourager la CPD

À partir de notre connaissance des efforts en vue d’une production et d’une consommation durables, quatre perspectives ressortent, qui délimitent les approches présentes pour aider au développement des indicateurs de CPD (Figure 4):

- Quand les deux capacités sont limitées, une approche **basée sur la conformité**, commandée par les exigences minimales de la législation nationale (et internationale), peut se traduire par une prédominance de l’attention accordée aux aspects sociaux et environnementaux de référence de la CPD (tels que la santé, la réduction de la pollution, la gestion des déchets et les droits humains).
- Quand il existe une capacité à modifier les produits et les processus, des **approches axées sur l’efficacité** qui réduisent l’exploitation des ressources – telles que les matériaux, l’énergie et l’eau – deviennent possibles, et on peut utiliser des indicateurs pour encourager ces efforts.
- Quand il existe une capacité accrue à nouer des relations qui profitent à

tous, il est possible d’envisager l’utilisation de la **connectivité** de la société comme indicateur de développement plus durable. La connectivité améliore la capacité à nouer des relations qui profitent à tous, et réciproquement. Elle concerne le niveau personnel (par ex., l’accès à Internet ou aux services de transport), les activités au niveau de l’organisation (par ex., la transmission d’informations aux parties prenantes), et les activités au niveau du pays (par ex., l’accès aux marchés). De nombreux indicateurs socio-économiques auront une influence sur les capacités des gens à se connecter. Ceci met en avant le capital social et humain qui est particulièrement pertinent dans les pays en développement.

Suivre l’évolution vers la CPD

Compte tenu des effets de rebond et de substitution des produits, les approches axées sur l’efficacité ne garantissent en rien une évolution vers une société plus durable dans l’absolu. Même si la conscience de nouvelles opportunités est plus grande, les initiatives des entreprises axées sur l’amélioration de l’efficacité portent invariablement sur le capital financier (exprimée sous la forme de réduction de coûts, de coûts “cachés” évités ou d’augmentation des ventes puisqu’une efficacité améliorée réduit les prix de production).

De même, la connectivité n’entraînera pas la société vers une plus grande durabilité si une plus grande capacité de connexion permet seulement à la population d’adopter plus facilement les modèles commerciaux ou les modes de consommation non durables de la société industrielle.

Toutefois, l’efficacité et la connectivité constituent un bon tremplin pour des efforts visant à développer des modes de production, de distribution et de consommation qui tiennent compte d’un stock critique de capital naturel. Quand on cherche à relier les deux quadrants (en trouvant des manières plus efficaces de procéder, avec des nouvelles formes de partenariat), on crée un **moteur d’innovation**. Ce moteur d’innovation est essentiel pour créer des modes de production et de consommation économiquement viables, qui facilitent l’accès à des technologies post-carbone, imitant la nature et cycliques; constituer du capital humain et social; et rétablir (ou au moins ne pas dégrader de manière systématique)

le capital naturel. Ce sont les attributs que nous cherchons à promouvoir au moyen des indicateurs basés sur l'approche **axée sur le stock critique**.

Les systèmes de production et de consommation actuels existent dans le contexte d'un modèle économique non durable qui ne tient pas compte de manière adaptée des stocks de capital naturel dont dépendent les activités humaines. Si le positionnement du monde des affaires par rapport à la conformité, à l'efficacité et à la connectivité est relativement clair, les efforts dans le quadrant supérieur droit se justifient souvent seulement par l'application d'un jeu de valeurs différent: des valeurs qui permettent aux producteurs ou aux consommateurs d'échanger les gains financiers à court terme contre une résilience à plus long terme. Pour cette raison, les indicateurs qui suivent les développements dans ce quadrant revêtent une très grande importance, mais ils sont encore récents et auront une portée probablement limitée.

La Boussole de la CPD

Chaque quadrant de la boussole de la CPD (Figure 5) est divisé en trois catégories correspondant à des niveaux différents:

- le **Macro-niveau** se rapporte aux mesures qui reflètent des processus et des tendances au niveau national (l'effet cumulé des actions des producteurs et des consommateurs), ainsi que les actions des pouvoirs publics et des ministères;
- le niveau des **Producteurs** se rapporte aux mesures qui reflètent les actions entreprises par les organisations de producteurs;
- le niveau des **Consommateurs** se rapporte aux mesures qui reflètent les actions entreprises par les consommateurs de manière individuelle.

Un ensemble d'indicateurs national de CPD se composerait très probablement d'un **éventail d'initiatives** couvrant les quatre quadrants. Cette boussole est précieuse parce qu'elle fait prendre conscience des **limitations** des mesures de conformité, d'efficacité et de connectivité dans le

cadre d'une évolution vers des modes de production et de consommation plus durables. Elle montre aussi l'**importance** de tels indicateurs pour nous faire gagner du temps et créer des tremplins pour des solutions innovantes conduisant vers une société plus durable.

En s'inspirant de la boussole proposée, les responsables politiques et les parties prenantes pertinentes seront incités à réfléchir sur le scénario qui sous-tend leur ensemble d'indicateurs. Ils se demanderont si leur ensemble d'indicateurs constitue une force motrice vers une société plus durable par le développement d'une capacité d'adaptation. Il s'agit du "récit distinct" qui doit inspirer les efforts visant à développer un ensemble d'indicateurs réalistes qui suivent les actions des pouvoirs publics, des producteurs et des consommateurs, ainsi que les effets à plus long terme sur la base du capital naturel qui nourrit leurs efforts.

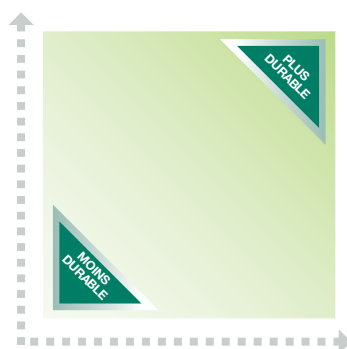


Figure 3: Caractéristiques de systèmes plus durables

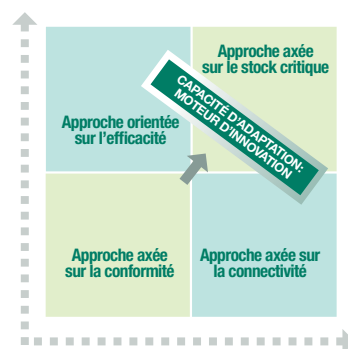


Figure 4: Une capacité d'adaptation croissante favorise l'innovation en faveur de la CPD

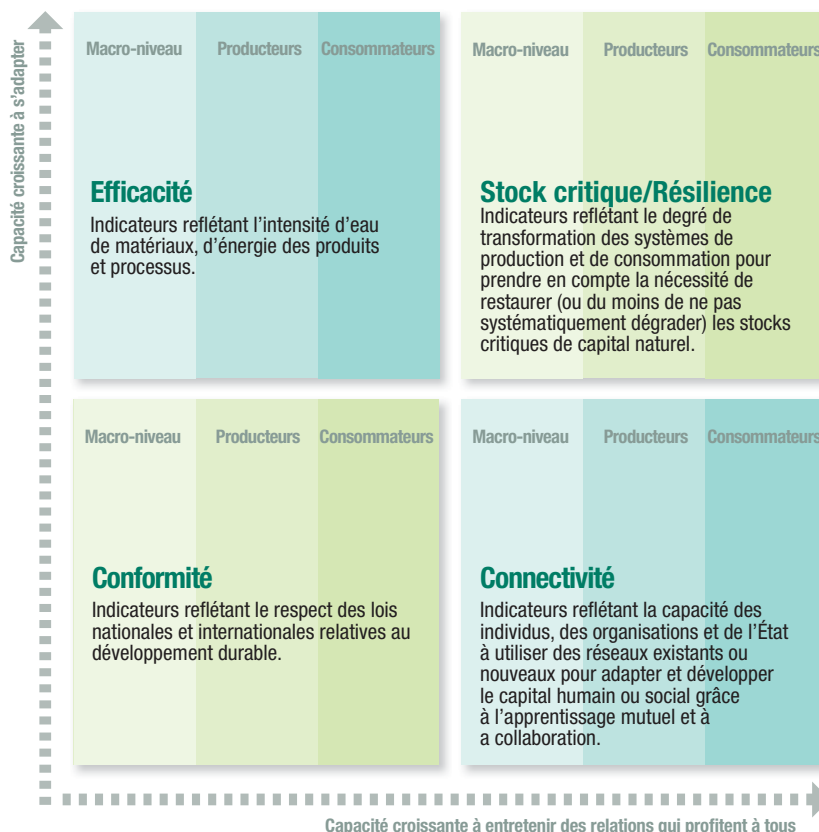


Figure 5: La Boussole de la CPD

Annexe 3

Limitations possibles des indicateurs

“ Le tableau suivant propose quelques remarques succinctes sur les limitations possibles de chacun des indicateurs de CPD identifiés dans le Tableau 2. Le tableau s’intéresse de manière explicite aux limitations et non aux avantages, dans la mesure où les avantages sont normalement évidents. Ce tableau a pour but d’apporter des indications supplémentaires aux instances décisionnaires qui cherchent à développer et à identifier un ensemble d’indicateurs de CPD adapté.^{LVI} ”

Consommation de matériaux et utilisation des ressources	
Consommation moyenne d'eau rapportée au PIB	<ul style="list-style-type: none"> • L'association de la production et de l'inflation à la valeur monétaire peut avoir une incidence sur l'indicateur sans changement effectif des modes de consommation. • Indicateur du macro-niveau, il ne tient pas explicitement compte du niveau des producteurs ou des consommateurs. • Besoin de préciser s'il s'agit de la consommation d'eau totale ou seulement de la consommation d'eau industrielle.
Consommation de substances nocives pour l'ozone et de substances dangereuses (dont persistantes) par produit unitaire	<ul style="list-style-type: none"> • Doutes concernant la disponibilité et la précision des données, et la possibilité de bilan en temps voulu. • Indicateur ne donnant pas la tendance actuelle de la détérioration de la couche d'ozone à cause des délais de réaction des écosystèmes.
Ratio of Fertilizer & Pesticide Consumption to Agricultural Produce	<p>Consommation d'engrais:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'impact environnemental des engrais dépend de la quantité utilisée, et de l'état de l'écosystème agricole, des systèmes de culture, et des pratiques de gestion des fermes. • Pas de mention de la qualité ni de l'impact de l'engrais (organique/chimique). • L'indicateur suppose une répartition égale d'engrais sur le sol. <p>Consommation de pesticides:</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'indicateur est un indicateur agrégé: il ignore la toxicité, la mobilité, le niveau de persistance et les variations spatiales et d'application. • Ne tient pas compte de l'utilisation des pesticides en dehors de l'agriculture (importante dans les pays développés). • Des oublis et des erreurs de données se produisent souvent pendant le transfert des données primaires vers les organismes de statistique.
Productivité agricole (tonnes de produit/ha de terre)	<ul style="list-style-type: none"> • Peut être influencée par les pesticides et les engrais qui apportent des améliorations à court terme mais des dégradations de l'environnement et une diminution de la productivité à plus long terme. • Ne reflète pas les différences entre agriculture industrielle/de subsistance. • Collecte des données limitée; particulièrement difficile pour les zones rurales et les petites fermes.
Taux d'épuisement des minéraux et des ressources non renouvelables	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune indication sur la qualité des ressources. • Interprétation: une augmentation peut être tout d'abord souhaitable dans certains pays en développement – comme moyen de développement du capital humain et social.
Consommation moyenne d'essence/diesel (litres/100 km) pour les voitures	<ul style="list-style-type: none"> • L'augmentation des niveaux d'efficacité des carburants pourrait finir par conduire à une consommation globale supérieure d'essence/de diesel (augmentation de l'utilisation des véhicules particuliers à cause d'une diminution des "coûts d'entretien").
Nombre d'entreprises appliquant les principes d'ACV dans la conception des produits	<ul style="list-style-type: none"> • La définition et la qualité du périmètre des analyses du cycle de vie (ACV) peuvent considérablement varier. • L'absence d'ACV dans la conception des produits ne signifie pas nécessairement que le produit est non durable.
Prélèvements annuels d'eau souterraine et d'eau de surface en pourcentage de l'eau renouvelable totale	<ul style="list-style-type: none"> • Quantité totale d'eau: les données précises et complètes sont rares. • L'indicateur ne reflète pas la situation des bassins versants locaux ou individuels. • Les variations saisonnières des ressources d'eau ne sont pas représentées. Ne tient pas compte des différentes utilisations et options politiques pour réduire la rareté (par ex., passage d'un usage agricole à un autre type d'usage). • Ne tient pas compte de la qualité de l'eau ni de son aptitude à être utilisée.
Intensité d'eau/de matériaux/d'énergie dans les importations et exportations	<ul style="list-style-type: none"> • Données généralement indisponibles: intensités par pays. • N'indique pas où la production de produits à forte consommation de ressources est la plus consommatrice (production nationale/étranger).

Utilisation de l'énergie	
Consommation d'énergie par unité de PIB	<ul style="list-style-type: none"> • Dépend autant de la structure de l'économie que des intensités d'énergie des différents secteurs et de leurs activités. • La mesure/l'interprétation des intensités d'énergie sont compliquées par des différences entre les produits au sein d'une catégorie: taille, caractéristiques, utilisation, etc. • Comparaison compliquée par les facteurs géographiques. • L'interprétation de l'impact environnemental ou de la durabilité est compliquée par les influences différentes de différentes sources d'énergie. • Compte tenu du grand nombre de facteurs qui affectent la consommation d'énergie, le rapport de la consommation totale d'énergie par rapport au PIB ne doit pas être utilisé comme un indicateur de l'efficacité ou de la durabilité de l'énergie à des fins de décisions politiques.
Consommation d'énergie par produit unitaire	<ul style="list-style-type: none"> • La consommation apparente peut dans certains cas représenter seulement une indication de l'importance de la disponibilité intérieure brute réelle. La valeur réelle de l'indicateur est fortement influencée par une multitude de facteurs économiques, sociaux et géographiques. • Doit être interprétée en relation avec d'autres indicateurs de développement économique et d'utilisation de l'énergie, étant donné que des valeurs plus ou moins importantes de l'indicateur n'indiquent pas nécessairement un développement plus ou moins durable.
Proportion des sources d'énergie renouvelable par rapport à l'alimentation totale en énergie primaire	<ul style="list-style-type: none"> • Grande variété de formes et d'utilisations des énergies renouvelables: difficulté pour collecter des données. • La comparabilité des données nationales est limitée par le manque de méthodologies normalisées.
Investissement en énergies renouvelables en pourcentage de l'investissement total en énergie	<ul style="list-style-type: none"> • Ne reflète pas nécessairement la capacité créée à cause des différences de prix des équipements. • Porte à la fois sur la recherche et les équipements physiques. • Rien n'indique quand les investissements produiront une énergie durable.
Utilisation des sols et Biodiversité	
Déforestation annuelle nette des terres (ha)	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'indication sur la qualité des forêts. • Pas d'indication sur les raisons de la déforestation (par ex., feu direct ou défrichement commercial)
Terres utilisées pour l'agriculture biologique en pourcentage des terres agricoles totales (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Définition et vérification des pratiques de l'agriculture biologique: une certification est-elle nécessaire? Pour une comparaison, il faudrait unifier les définitions. • L'agriculture de subsistance utilisant la terre de manière intensive (biologique) augmente aussi la déforestation et menace la biodiversité.
Utilisation des sols par catégorie (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Complexité: comprend de nombreux types d'utilisation des terres. • Pas d'indication sur la qualité de la terre, de son écosystème, des valeurs des ressources ou des pratiques de gestion. • Pas d'information sur la dégradation des ressources en terres (par ex., la définition commune d'une zone forestière recouvre des types très variés de forêts, de la savane aux forêts tropicales).
Terre touchée par la dégradation et la désertification (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin de précisions et de définitions supplémentaires: les écosystèmes connaissent des épisodes cycliques; difficulté à séparer les fluctuations à court terme des tendances à long terme. • Différentes catégories de dégradation (par ex., PNUE: grave, moyenne, légère), et donc besoin d'une évaluation au niveau national.
Nombre d'espèces menacées et disparues	<ul style="list-style-type: none"> • Définition de la période (prise en compte d'espèces déjà éteintes). • Manque de ressources et de personnel de suivi: rareté des séries chronologiques de données démographiques adaptées. Identification rétrospective de changements dans la biodiversité au niveau des espèces et de l'habitat. • À des fins de comparaison, il est important que des paramètres identiques soient mesurés dans des termes similaires. • Il faut faire attention à l'interprétation des résultats des études basées sur les groupes d'indicateurs, étant donné que la relation empirique entre la biodiversité de différents groupes d'organismes a été peu étudiée.
Déchets et Pollution	
Production moyenne de déchets solides par unité de PIB	<ul style="list-style-type: none"> • Collecte des données: tous les déchets ne sont pas jetés par l'intermédiaire des filières de gestion des déchets. • Définition des déchets solides: des types particuliers de déchets (par exemple, gravats) sont-ils inclus? Inclure les déchets recyclables/réutilisables.
Recyclage et réutilisation des déchets par secteur (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Doit être exprimé en termes de composants particuliers pour servir à déterminer le taux de recyclage réel. Si tous les composants sont réunis sur la base de leur poids ou de leur volume, l'indicateur n'est pas particulièrement utile. • Une partie du recyclage (par ex., huiles et solvants) n'est pas prise en compte par cet indicateur portant sur les déchets solides.
Déchets par produit unitaire/chiffre d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> • Ne tient pas compte des déchets jetés autrement que par l'intermédiaire des services de collecte des déchets ni des déchets stockés sur site. • L'indicateur ne fait pas la distinction entre déchets dangereux et déchets plus anodins. • Le volume de déchets produits peut être affecté de manière importante par la présence de déchets particuliers (par ex., gravats). • La méthode de stockage des déchets, leur contenu en humidité, et les variations saisonnières affecteront aussi la densité et la composition des déchets.
Production de déchets domestiques collectés par habitant	<ul style="list-style-type: none"> • Ne tient pas compte des déchets jetés autrement que par l'intermédiaire des services de collecte des déchets ni des déchets stockés sur site. • L'indicateur ne fait pas la distinction entre déchets dangereux et déchets plus anodins. • Le volume de déchets produits peut être affecté de manière importante par la présence de déchets particuliers (par ex., gravats). • La méthode de stockage des déchets, leur contenu en humidité, et les variations saisonnières affecteront aussi la densité et la composition des déchets.
Déchets dangereux par secteur	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les déchets dangereux ne sont pas déclarés et traités en tant que tels. • Ne tient pas compte des déchets stockés sur site ou jetés de manière informelle.
Émissions de CO2/gaz à effet de serre rapportées au PIB par secteur	<ul style="list-style-type: none"> • N'indique pas à quel point le climat sera touché par l'accumulation croissante de gaz à effet de serre, ni les effets réels. • Les données ne sont habituellement pas disponibles pour les pays en développement.

Concentration de polluants atmosphériques de référence dans les zones urbaines	<ul style="list-style-type: none"> • Posent problème: limites de détection, interférences, résolution temporelle, facilité de réalisation, coût et lieu des mesures. • Il est essentiel d'évaluer l'exactitude des résultats du modèle avant d'utiliser les résultats dans le cadre de la prise de décision.
Pourcentage d'eaux usées subissant un traitement (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté pour mesurer la consommation d'eau totale. • Différences de qualité des eaux usées et du traitement des eaux usées.
Qualité de l'eau douce et des sources d'eau potable	<ul style="list-style-type: none"> • Difficulté à mesurer des données pertinentes (équipement, calendrier, emplacement). • Ne tient pas compte des disparités possibles entre les régions et les types de sources d'eau. • N'indique pas si la qualité de l'eau potable mesurée est largement accessible à la population.
Société et économie	
Croissance du PIB par an (%)/par habitant	<ul style="list-style-type: none"> • N'est pas une bonne mesure du niveau global de bien-être: ne tient pas compte des coûts sociaux et environnementaux de production. • Ne tient pas compte du capital utilisé tout au long du processus de production. • N'apporte aucune information concernant la consommation intermédiaire et les ressources qui ont permis d'aboutir à la croissance.
PIB par secteur (% PIB)	<ul style="list-style-type: none"> • Il n'existe pas de trajectoire souhaitable claire que les économies et les industries devraient suivre – besoin de prendre le contexte en considération. • La mesure ne reflète pas nécessairement la véritable signification des différents secteurs en termes de responsabilisation économique au sens large. • Pour les pays en développement, il peut être nécessaire de se concentrer particulièrement sur l'agriculture, mais il faudra mesurer la production par des moyens autres que les seules valeurs monétaires compte tenu des prix du marché fluctuants.
Part d'investissement dans le PIB	<ul style="list-style-type: none"> • Les investissements – selon la définition habituelle – constituent seulement des investissements pour des actifs produits. Toutes les dépenses pour des actifs non produits (par ex., la terre ou des dépenses d'éducation et de santé) qui améliorent la qualité du capital humain ne sont pas prises en compte. • Ne tient pas compte de l'éventuelle augmentation ou diminution du capital investi total.
Importations/exportations par groupes de produits (tonnes et USD)	<ul style="list-style-type: none"> • La disponibilité des données peut être limitée à cause de processus non transparents. • Il est important d'examiner à la fois la valeur monétaire et le volume pour comparer les données dans le temps.
Taux de croissance démographique (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Tous les pays en développement ne peuvent pas fournir de manière régulière des informations actualisées sur la croissance démographique (recensement/données d'enregistrement).
Création d'emplois par taux de croissance du PIB	<ul style="list-style-type: none"> • Mesure l'augmentation de l'utilisation du travail, mais pas la situation des ouvriers (par ex., ressources économiques, compétences). • Rien n'indique dans quel secteur la création d'emplois a eu lieu.
Création d'emplois par évolution du chiffre d'affaires	<ul style="list-style-type: none"> • N'indique pas si la création d'emplois est à long ou court terme.
Coefficient de Gini	<ul style="list-style-type: none"> • Indicateur discriminant: des distributions très différentes (par ex., une avec plus d'inégalité entre les pauvres, l'autre avec plus d'inégalité entre les riches) peuvent avoir le même indice de Gini. • Différentes mesures de bien-être dans différents pays peuvent déformer la comparaison entre les pays (revenu/consommation). • Indicateur uniquement partiel: ne donne aucune indication des niveaux de vie absolus.
Population au niveau de pauvreté et sous le niveau de pauvreté (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Basé sur des données d'enquête: les méthodologies ne sont pas toujours comparables, et tendent à être spécifiques aux pays. • Différentes approches pour définir et mesurer la pauvreté: seuils de pauvreté relatif/absolu.
Revenu rural/urbain moyen	<ul style="list-style-type: none"> • Problème: il existe de nombreuses hypothèses sur le revenu rural (principalement agricole) qui n'est normalement pas inclus dans les statistiques (par ex., taille des parcelles, possession, taille des ménages, revenu tiré de la ferme et autre). • Ne tient pas compte de l'économie informelle. • Le "changement" indique seulement l'évolution, et pas les moyens d'existence tirés du revenu.
Taux d'alphabétisation (%)	<ul style="list-style-type: none"> • L'alphabétisation est un concept relatif: il existe différentes sphères et différents niveaux d'alphabétisation. • La méthodologie de mesure peut différer: déclaration/test/évaluation.
Population ayant accès aux services de base (dont eau potable, assainissement, soins de santé, énergie et collecte sûre des déchets) (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Regroupement de différents services: complexité. • Ne tient pas compte de la qualité des services. • L'accès n'est pas nécessairement synonyme de prix abordable et/ou d'utilisation.
Pourcentage de population urbaine (%)	<ul style="list-style-type: none"> • N'indique pas les niveaux de vie en ville, ni les raisons de l'urbanisation. • N'indique pas clairement dans quelle direction cet indicateur doit évoluer. • Se rapporte à de nombreux autres indicateurs de CPD (par ex., logement informel, nombre moyen de m² par habitant en ville).
Rapport habitat formel-informel-absence d'habitat (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Absence de définition opérationnelle acceptable pour cet indicateur. Variations entre les pays. • Basé sur des estimations: l'habitat informel et l'absence d'habitat ne sont pas officiellement déclarés.
Part de marché des produits et services respectant la durabilité (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une définition précise des "produits respectant la durabilité", par ex. en même temps que des initiatives d'étiquetage. • Le secteur informel peut produire et utiliser des produits durables qui ne sont pas officiellement déclarés.
Pourcentage de personnes membres d'ONG sociales et/ou environnementales	<ul style="list-style-type: none"> • Tient seulement compte des organisations déclarées, alors que les mouvements informels sont exclus. • Aucune distinction entre membres actifs et passifs.
Pourcentage de la contribution des PME au PIB/emploi	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une collecte régulière des données. • Ne tient pas compte du secteur informel.
Nombre d'enfants au travail	<ul style="list-style-type: none"> • Les données ne sont généralement pas disponibles directement (enquêtes nécessaires). • Aucune distinction selon l'âge des enfants et le travail qu'ils effectuent.

Institutions	
Nombre d'établissements certifiés ISO 14001	<ul style="list-style-type: none"> • La gestion environnementale n'est pas réservée aux entreprises certifiées. • La gestion environnementale doit aller au-delà de la "conformité" ISO 14001.
Pourcentage de rapports annuels contenant des informations sociales et environnementales	<ul style="list-style-type: none"> • La portée de la durabilité et l'engagement en sa faveur peuvent différer. • Ne tient pas compte des actions, engagements et résultats s'y rapportant.
Pourcentage de programmes scolaires abordant le développement durable (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Ne mesure pas le contenu ni la durée des enseignements. • N'indique pas si l'enseignement est inclus dans d'autres matières ou dispensé séparément.
Pourcentage de salariés suivant une formation sur le développement durable (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Ne mesure pas la qualité ni la teneur de la formation. • Données difficiles et chères à recueillir – dépendent de données d'enquêtes.
Inscription dans des établissements d'enseignement supérieur	<ul style="list-style-type: none"> • N'indique pas le taux de réussite. • N'indique pas les domaines d'étude.
Existence d'un plan d'action pour (A) des sujets environnementaux et (B) l'ascension sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Définition floue des "plans d'action" pertinents. • Indicateur de nature qualitative: difficile à mesurer.
Nombre et importance des subventions pour la recherche et l'innovation en développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une définition claire de la recherche sur "l'innovation en développement durable". • Ne montre pas la proportion relative des dépenses de R&D consacrées au développement durable. • Aucune indication de la qualité ni de l'efficacité de la recherche. • Les données sur les dépenses de R&D sont habituellement obtenues par des enquêtes spéciales. À ce jour, la majorité des pays développés et quelques pays en développement sont capables de collecter régulièrement et de fournir des données comparables au niveau international et en temps voulu.
Dépenses totales pour la recherche et l'innovation en développement durable	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'une définition claire de la recherche sur "l'innovation en développement durable". • Aucune indication de la qualité ni de l'efficacité de la recherche.
Pourcentage des investissements totaux dans la protection de l'environnement rapportés au PIB (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Aucune indication des secteurs d'investissement. • Aucune indication de l'efficacité des investissements.
Autres (Transport et Communication)	
Population ayant accès aux transports publics (%)	<ul style="list-style-type: none"> • N'indique pas si les services de transport public sont à un prix abordable. • Aucune indication sur la fiabilité et la sécurité des services de transport fournis.
Population ayant accès aux services postaux (%)	<ul style="list-style-type: none"> • Ne rend pas compte du prix, de la fiabilité et de la flexibilité des services fournis.
Superficie des terres utilisées par les infrastructures de transport routier	<ul style="list-style-type: none"> • Seulement un substitut pour l'accès et l'accessibilité générale aux infrastructures routières. • Aucune indication sur l'utilisation des infrastructures. • Aucune indication sur la qualité des infrastructures routières (graviers/goudron).
Nombre d'infrastructures développées en rapport avec l'éco-tourisme	<ul style="list-style-type: none"> • Ne tient pas compte de l'impact global du développement touristique. • Ne comprend pas les aspects de durabilité sociale des développements pertinents. • Mesure non évidente – besoin d'une définition claire.
Lignes de téléphone principales pour 1 000 habitants	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'indicateur précis du développement des télécommunications: n'inclut pas les téléphones cellulaires. • L'existence de lignes n'est pas synonyme d'accès: prix abordables et égalité de l'accessibilité dans tout le pays. • Ne fournit aucune mesure de la qualité ou de la fiabilité du service téléphonique.
Nombre d'abonnés à Internet pour 1 000 habitants	<ul style="list-style-type: none"> • Ne mesure pas l'accès global à Internet: accès à Internet public ou partagé. • Mesure difficile à l'échelle nationale; développement rapide; demander des rapports aux FAI peut être une piste de réflexion pour une politique au niveau national.

- I Voir par exemple l'Évaluation des écosystèmes pour le millénaire (<http://www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx>), le Rapport sur l'avenir de l'environnement mondial (GEO-4) du PNUE (<http://www.unep.org/geo/>), et le Quatrième Rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (<http://www.ipcc.ch/ipccreports/ar4-syr.htm>).
- II Sommet mondial pour le développement durable – Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ).
- III Symposium d'Oslo, ministère norvégien de l'Environnement, 1994.
- IV Le Processus de Marrakech pour une consommation et une production durables (<http://www.unep.fr/pc/sustain/10year/home.htm>) est un dispositif mondial réunissant les parties intéressées afin qu'elles collaborent au développement et à la mise en œuvre d'activités de CPD. Le Processus de Marrakech élabore actuellement un Programme-cadre décennal concernant la CPD qui sera examiné par la Commission de développement durable des Nations Unies en 2010-2011.
- V CTE/GRD (2007), An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007). Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- VI CTE/GRD (2007), An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007). Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- VII Promoting sustainable consumption and production in developing countries for poverty alleviation » (Promouvoir une consommation et une production durables dans les pays en développement pour réduire la pauvreté).
- VIII PNUE (2008) SCP Indicators for Developing Countries: Selected overview of existing practice. Les vingt pays en développement choisis pour cette étude sont de taille différente, ont atteint des niveaux de développement différents, et représentent les différentes régions comprenant des pays en développement ; ils regroupent six pays d'Afrique, cinq d'Amérique latine et des Antilles, cinq de la région Asie-Pacifique, et quatre d'Asie centrale et occidentale.
- IX PNUE (2008) Planning for Change: Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production.
- X Le Centre d'information pour les programmes de CPD (<http://www.unep.fr/sustain/initiatives/actionplans/clearinghouse.asp>) du PNUE fournit des renseignements à jour sur les initiatives nationales et régionales existantes.
- XI CTE/GRD (2007), An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007). Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement, Copenhague.
- XII Ibid., citant Stengers (1996), Bartelmus (2003), Parris et Kates (2005). Ils suggèrent que la définition vague du sens et des objectifs du développement durable et de la CPD par des organisations internationales comme l'ONU est due en partie à la nécessité d'obtenir l'acceptation des principes de base par un maximum de gouvernements, mais aussi à un véritable manque de consensus au sein de la communauté scientifique sur la signification du DD et de la CPD au niveau pratique.
- XIII C'est la définition fondamentale du revenu développée par Fisher et Hicks ; un document de travail préliminaire de Mazzanti et Zoboli fournit une étude très utile des conséquences pratiques d'une compréhension de la CPD basée sur l'utilisation des concepts de capital et de revenus du capital ; il a été utilisé pour la rédaction d'un document de travail lors de la conception de l'ensemble d'indicateurs de CPD de l'AEE ; Mazzanti M. et Zoboli R., SCP: Some critical issues on objectives and processes (CTE/GRD – Version préliminaire d'une discussion interne).
- XIV Mazzanti M. et Zoboli R. SCP: Some critical issues on objectives and processes (CTE/GRD – Version préliminaire d'une discussion interne).
- XV Mazzanti et Zoboli (op cit.) parlent d'une « approche en termes d'échelle/de niveau », mais les auteurs du présent rapport suggèrent qu'une « approche axée sur le stock critique » est plus parlante.
- XVI Processus de Marrakech, Troisième Réunion internationale d'experts (juin 2007) : Background paper 2, « Key Issues of Sustainable Consumption and Production ».
- XVII <http://www.gse.harvard.edu/hfrp/pubs/onlinepubs/rb/indicators.html>.
- XVIII Chapitre basé sur : Banque mondiale (2007), PNUE (2008), et Document de travail CTE/GRE (2007).
- XIX DAES : www.un.org/esa/sustdev/natinfo/indicators/isd.htm.
- XX Segnestam, L. (World Bank Environmental Economics Series), Indicators of Environment and Sustainable Development – Theories and Practical Experience (2002), p. 3.
- XXI Commission des Nations Unies pour le développement durable, Indicators of Sustainable Development: Guidelines and Methodologies.
- XXII Segnestam, L. (World Bank Environmental Economics Series), Indicators of Environment and Sustainable Development – Theories and Practical Experience (2002), p. 4.
- XXIII Document de travail CTE/GRE (2007), An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007).
- XXIV Banque mondiale (2002) propose une analyse brève et utile des modèles PER/FPEIR.
- XXV Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement (2007), « Task Description for Development of an EEA/ETC SCP Indicator Set », Copenhague, AEE/CTE/GRD.
- XXVI Voir <http://www.unep.org/geo/geo3/>.
- XXVII CDD (2006) ; cité dans Document de travail CTE/GRE (2007), An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007) ; p. 20.
- XXVIII UNEP-CI Tracking Progress (2002).
- XXIX PNUE (2008) fournit une vue d'ensemble utile, dont est dérivée la majeure partie de la présente analyse.
- XXX Voir <http://www.un.org/esa/sustdev/natinfo/indicators/isd.htm>.
- XXXI Voir http://www.oecd.org/document/58/0,3343,en_2649_34289_2397498_1_1_1_1_00.html.
- XXXII OCDE (2002). Indicators to measure decoupling of environmental pressure from economic growth. Paris, OCDE.
- XXXIII PNUE (2008) et le Document de travail du CTE/GRD (2007) fournissent un inventaire utile des indicateurs de CPD dans les pays développés.
- XXXIV PNUE SCP Indicators for Developing Countries: Overview of existing practice (2008).
- XXXV PNUE (2008) Planning for Change: Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production, p. 62.
- XXXVI Ce passage s'inspire largement de PNUE(2008) SCP Indicators for Developing Countries: Overview of existing practice.
- XXXVII Pour plus de renseignements, voir http://www.rprogress.org/sustainability_indicators/genuine_progress_indicator.htm.
- XXXVIII Voir <http://www.sustainability.ca/index.cfm?body=chunkout.cfm&k1=351>.
- XXXIX Par exemple, les pays de l'OCDE ont montré un découplage des émissions de SOx et de la croissance du PIB. Dans le passé, cela était dû à une réduction de l'intensité d'utilisation de l'énergie dans différents secteurs et dans leurs activités, ainsi qu'à des changements dans la structure de l'économie.
- XL Voir <http://www.sustainablemeasures.com/Indicators/Characteristics.html>.
- XLI De nombreux points essentiels ci-dessous ont été inspirés par les travaux récents du Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement, préparatoires à l'élaboration d'un nouvel ensemble d'indicateurs de CPD pour l'Europe.
- XLII Centre thématique européen pour la gestion des ressources et des déchets, sous contrat avec l'Agence européenne pour l'environnement (2007), « Task Description for development of an EEA/ETC SCP Indicator set », Copenhague : AEE/CTE/GRD.
- XLIII UNESCO EOLSS (2000) Encyclopaedia of life support systems (dont « Sustainable consumption indicators », article du PNUE), Paris, EOLSS.
- XLIV Voir http://esl.jrc.it/envind/theory/handb_03.htm.
- XLV Voir : DAES (1998) « Measuring Changes in Consumption and Production Patterns – a set of indicators » Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies, New York ; Document de travail 2007 du CTE/GRD ; et World Bank Environmental Economic Series (Paper No 89), « Indicators of Sustainable Development: Theories and Practical Experience », décembre 2002. Les principes dits de Bellagio ont été adoptés et adaptés par un certain nombre de pays comme lignes directrices pour la sélection d'indicateurs de CPD et de DD, mais aussi pour leur conception et leur interprétation et pour la communication du résultat. Ces Principes ont été établis lors d'un colloque réunissant des spécialistes de l'évaluation et des chercheurs à Bellagio (Italie), en 1996, comme principes directeurs pour l'élaboration, la conception et la sélection d'indicateurs destinés à mesurer les progrès en matière de développement durable ; ils comprennent les considérations suivantes pour la sélection des indicateurs : i) pertinence politique ; ii) simplicité ; iii) validité ; iv) disponibilité de séries chronologiques ; v) données abordables et de bonne qualité ; vi) possibilité d'agréger l'information ; vii) sensibilité aux changements mineurs ; viii) fiabilité.
- XLVI Document de travail (2007) du CTE/GRE, An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007).
- XLVII Commission des Nations Unies pour le développement durable, Indicators of Sustainable Development: Guidelines and Methodologies
- XLVIII PNUE (2008) SCP Indicators for Developing Countries: Selected overview of existing practice
- XLIX PNUE (2008) Planning for Change: Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production ; p. 63
- L Sommet mondial sur le développement durable – Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ)
- LI Voir par ex. PNUE (2008) Planning for Change: Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production
- LII Ces contraintes sont identifiées dans Segnestam, L. (World Bank Environmental Economics Series), Indicators of Environment and Sustainable Development – Theories and Practical Experience (2002),
- LIII Document de Travail CTE/GRE (2007) An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007)
- LIV Document de Travail CTE/GRE (2007) An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007)
- LV Sommet mondial sur le développement durable – Plan de mise en œuvre de Johannesburg (PMOJ)
- LVI Document de Travail CTE/GRE (2007) An SCP Indicator Set for EEA Countries (Document de travail préliminaire, novembre 2007), p. 9
- LVII La plupart des informations données ici sont tirées de l'ouvrage Indicators of Sustainable Development: Guidelines and Methodologies de la CDD (non daté)



Remerciements

Ce cadre d'orientation a été développé par le PNUE avec le soutien financier du Gouvernement norvégien.

Coordinateurs du projet

Esther Reilink et Matthew Bentley, PNUE DTIE

Auteurs

Jonathon Hanks, Nicola Robins, Helen Davies, Friederike Jebens et Adrien Lopez de Incite Sustainability, Afrique du Sud.

Cette publication a été revue par un groupe international d'experts composé de:

Prof. Mohamed Tawfic Ahmed, Suez Canal University, Égypte

Charles Arden Clarke, PNUE DTIE

Victoria Belaustegui, PNUE ROLAC

Nicola Borregaard, RIDES, Chili

Desta Mebratu, PNUE ROA

Lars Mortensen, Agence Européenne pour l'Environnement (EEA)

Prof. Toolseram Ramjeawon, University of Mauritius, Ile Maurice

David Watson, European Topic Centre on Resource and Waste Management

Jaap van Woerden, PNUE DEWA

Contributions

Nous tenons à remercier tous les personnes qui ont contribué à cette publication par leurs idées, commentaires, exemples et données, en particulier les représentants des 20 pays qui sont présentés dans ce document.

Conception graphique, mise en page et impression

Infestation, Afrique du Sud

Traduction

Strategic Agenda LLP, avec nos remerciements au Professeur Toolseram Ramjeawon

A propos de la division Technologie, Industrie et Economie du PNUE

La division Technologie, Industrie and Economie du PNUE aide les autorités nationales et locales et les décideurs de l'industrie à élaborer et mettre en oeuvre des politiques et des pratiques axées sur le développement durable.

La division s'attache à promouvoir:

- > des modes de consommation et de production durables,
- > l'utilisation efficace des énergies renouvelables,
- > la gestion adéquate des produits chimiques,
- > l'intégration des coûts environnementaux dans les politiques de développement.

De Paris, la direction coordonne les activités menées par :

- > **Le Centre international d'éco-technologie** - IETC (Osaka, Shiga), qui met en oeuvre des programmes de gestion intégrés des déchets, de l'eau et des catastrophes, en Asie principalement.
- > **Consommation and Production Durables** (Paris), qui encourage des modes de consommation et de production durables afin de contribuer au développement de la société par le marché.
- > **Le service Substances chimiques** (Genève), qui catalyse les efforts mondiaux destinés à assurer une gestion des produits chimiques respectueuse de l'environnement et à améliorer la sécurité relative à ces produits dans le monde.
- > **Le service Energie** (Paris), qui favorise des politiques de développement durable en matière énergétique et de transport et encourage les investissements dans les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique.
- > **Le service Action Ozone** (Paris), qui, dans le cadre du Protocole de Montréal, soutient les programmes d'élimination progressive des substances appauvrissant la couche d'ozone dans les pays en développement et les pays en transition.
- > **Le service Economie et Commerce** (Genève), qui aide les pays à intégrer les considérations d'ordre environnemental dans les politiques économiques et commerciales et mobilise le secteur financier pour intégrer le développement durable dans ses stratégies.

Les activités de la Division sont axées sur la sensibilisation, les transferts d'information et de connaissances, le renforcement des capacités, l'appui à la coopération technologique, les partenariats et la mise en oeuvre des conventions et accords internationaux.

Pour en savoir plus,
consultez le site **www.unep.fr**

Pour plus d'informations, contactez:

PNUE DTIE

Service Consommation et

Production Durables

15 Rue de Milan

75441 Paris Cedex 09

France

Tel: +33 1 4437 1450

Fax: +33 1 4437 1474

Courriel: unep.tie@unep.fr

www.unep.fr/scp

www.unep.org

United Nations Environment Programme

P.O. Box 30552 Nairobi, Kenya

Tel.: ++254-(0)20-62 1234

Fax: ++254-(0)20-62 3927

E-mail: cpilinfo@unep.org



Ce document a été développé avec l'objectif de fournir des indications aux responsables politiques des pays en développement sur la façon d'élaborer des indicateurs mesurant l'évolution vers des modes de consommation et de production plus durables (CPD), essentiel pour atteindre le développement durable.

Le document propose un cadre structuré pour comprendre la CPD et d'élaborer des indicateurs, crucial pour le suivi et l'évaluation du progrès. Puis, ce cadre est testé en fonction d'une liste d'indicateurs de CPD existants, déjà utilisés dans vingt pays en développement. Au lieu d'être prescriptif, ce document a pour objectif de constituer un cadre de réflexion pour guider le processus d'élaboration des indicateurs en formulant des questions pertinentes pouvant servir d'axes aux discussions.

Ce document complète la publication 'Planning for Change. Guidelines for National Programmes on Sustainable Consumption and Production', récemment publiées par le PNUE.